

ÉDUCATION POUR LES POPULATIONS RURALES

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DU
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉDUCTION DE LA
PAUVRETÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

David Acker

Université de l'Etat du Iowa (Faculté d'agriculture et de sciences de la vie)

Lavinia Gasperini

FAO Connaissances et renforcement des capacités au service du développement

Le sujet abordé dans ce livre est le renforcement des capacités en faveur de la sécurité alimentaire par le biais de l'Education pour les populations rurales. On identifie les différentes formes d'éducation et de formation s'étant avérées utiles à cet égard. Le livre traite de l'enseignement formel et non formel ainsi que de l'alphabétisation et de la formation de base.

Au plan international, les différentes agences du système des Nations Unies sont responsables de toutes ces formes d'éducation et de formation pour les populations rurales. Cette publication est le résultat de l'examen d'un travail de collaboration entre la FAO, l'UNESCO et environ 350 partenaires sur le Cadre d'action de Dakar pour l'Education pour tous et la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial pour l'alimentation.

L'EPR est un des neuf programmes-phares de l'Education pour tous (EPT) dirigés par l'UNESCO et un des partenariats mis en place pour le suivi du Sommet mondial pour le développement durable. La FAO est responsable du partenariat et du programme-phare en étroite collaboration avec l'UNESCO.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière
de publications électroniques

Division de la communication, FAO

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

ou, par courrier électronique, à:

copyright@fao.org

© FAO 2009

Avant-propos

La présente publication a été conçue en tant que soutien pour les décideurs qui s'occupent des défis relevant de la pauvreté en milieu rural, de l'insécurité alimentaire et de l'éducation auxquels les populations rurales font face. Elle vise à aborder la corrélation entre l'éducation, l'autonomisation et la sécurité alimentaire, principalement par un certain nombre d'études de cas de «bonnes pratiques» provenant du monde entier. Elle évoque le renforcement des capacités de ces décideurs en vue d'atteindre la sécurité alimentaire.

L'éducation, dans toutes ses formes, a les potentialités pour responsabiliser les populations en augmentant leur confiance en soi, leurs capacités d'améliorer les moyens d'existence et leur participation aux processus plus élargis de changement social et économique. Ce livre identifie les différentes formes d'éducation et de formation pour les populations rurales s'étant démontrées utiles au renforcement de leurs capacités en vue d'améliorer la sécurité alimentaire. Il s'occupe de l'éducation formelle et non formelle ainsi que de l'alphabétisation et de la formation de base.

A l'échelle internationale, ces différentes formes d'éducation et de formation pour les populations rurales sont abordées par plusieurs parties prenantes, notamment les agences des Nations Unies. Cette publication est le résultat de l'examen d'un travail de collaboration entre la FAO, l'UNESCO et environ 350 partenaires visant à apporter une contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et du Cadre d'action de Dakar pour l'Éducation pour tous (EPT).

La FAO et l'Italie ont soutenu à maintes reprises les efforts visant à créer des liens plus forts entre les problématiques liées à la sécurité alimentaire et à l'éducation. Si la grave crise alimentaire, exacerbée par la crise financière et économique de taille, a donné l'impulsion à un nouvel effort de la communauté internationale en vue de réduire l'impact de ces événements sur les pauvres et de prévenir des situations d'urgence à l'avenir, nous sommes persuadés que l'éducation pour les populations rurales doit représenter une partie essentielle de cet effort. L'Éducation pour les populations rurales est un appel mondial visant à pourvoir l'éducation à tous les enfants, jeunes et adultes du milieu rural. La grande majorité de ce que l'on appelle «les enfants difficilement accessibles» est concentrée dans les zones rurales. Le G8 a identifié, comme une des questions cruciales du développement dans le domaine de l'éducation, la capacité d'accorder à ces enfants un plus grand accès à l'éducation car cette capacité répond non seulement aux besoins de base de réduire les inégalités et de favoriser l'égalité des chances pour tous, mais également à la nécessité de fournir aux populations rurales des outils, des compétences et des capacités de meilleure qualité.

Nous espérons que cette publication contribuera à accroître la concentration des efforts de la communauté internationale dans ce domaine et à mettre l'accent sur la tâche de s'attaquer simultanément aux questions reliées à la sécurité alimentaire et à l'éducation car elles méritent une attention et une priorité égales.

Jacques Diouf
Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Franco Frattini
Ministre des affaires étrangères
Italie

Remerciements

Ce rapport n'aurait pu être préparé sans l'aide de nombreuses personnes qui ont offert leur temps, leur énergie et leurs connaissances. Les auteurs profitent de l'occasion pour les remercier de leurs contributions. Des remerciements particuliers sont adressés à Reginald Seiders pour son travail dans l'élaboration des études de cas utilisées dans le livre et à Ingemar Gustafson, Janice Albert, Vera Boerger, Renzo Rosso, Teresa Savanella, Pieter Van Lierop pour la révision et les commentaires sur le texte.

Avant tout, les auteurs voudraient remercier la Direzione Generale per la Cooperazione allo Sviluppo (DGCS – Direction générale pour la coopération en faveur du développement) du Ministère italien des affaires étrangères pour le soutien financier dans la publication et la diffusion de ce document.

Les auteurs voudraient également remercier la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques de la FAO (KCII) pour son importante collaboration, ainsi qu'Alessandro Spairani, Francesca Bertelli, Véronique Le Vasseur Todini pour leur aide très compétente lors de la préparation de ce document, Elena Mazza pour la révision et la traduction en français, Pietro Bartoleschi pour le graphisme et la mise en page, Arianna Guida (studio Bartoleschi) pour son aide dans l'édition électronique et Mario Marzot pour son archive de photos et ses conseils.

Table des matières

Avant-propos	4
Remerciements	5
Table des matières	6
Abréviations et sigles	8
Résumé d'orientation	10
Introduction	16
Renseignements généraux et justification de l'EPR	18
Le but de l'EPR	18
Un partenariat	18
La définition de «rural»	19
Les populations rurales sont encore une majorité (négligée) dans les régions moins développées	20
Les populations rurales représentent la majorité des pauvres dans le monde	21
Pourquoi se concentrer sur l'éducation pour les populations rurales?	21
Message du Secrétaire général de l'ONU sur l'EPT – 25 septembre 2008	23
Défis et réponses	25
Introduction	25
Défi 1	26
Accès à l'éducation et à la formation	26
Un exemple de l'Inde: un partenariat entre le secteur privé et le gouvernement pour distribuer des millions de repas scolaires	28
Un exemple de la Bolivie: surmonter les obstacles à l'éducation des communautés rurales reculées	29
Défi 2	30
Qualité de l'éducation et de la formation	30
Un exemple du Honduras: éducation alternative pour atteindre les jeunes et les adultes des zones rurales	31
Un exemple de l'Inde: les laboratoires mobiles présentent un enseignement passionnant des sciences aux classes des zones rurales	32
Défi 3	34
Décentralisation et engagement communautaire	34
Un exemple du Cambodge: la fonction cruciale de l'engagement de la communauté pour un enseignement de qualité dans les zones rurales	35
Un exemple de la Chine: établissement d'un programme d'éducation en matière d'environnement orienté sur la communauté à complément de l'enseignement primaire dans les zones rurales	36
Un exemple du Népal: gestion communautaire des écoles dans les zones rurales	37
Défi 4	39
Environnements d'apprentissage sensibles aux questions de parité hommes-femmes	39
Un exemple du Burkina Faso: les inscriptions montent en flèche dans les écoles adaptées aux filles	41
Un exemple du Cambodge: le soutien psychologique à domicile aide à retenir les filles à l'école	41
Défi 5	43
Efficacité organisationnelle et institutionnelle	43
Un exemple du Bangladesh: l'enseignement primaire non formel du Rural Advancement Committee favorise la scolarisation de millions d'enfants des villages ruraux	44
Un exemple du Kosovo: élaboration de la stratégie nationale en faveur de l'éducation des populations rurales par une action participative	46
Un exemple de l'Ouganda: formation de volontaires communautaires pour soutenir la vulgarisation en matière d'agriculture et de nutrition	47
Défi 6	49
Inclusion des apprenants non traditionnels	49

Un exemple de la Thaïlande: participation de la communauté dans l'établissement du programme d'étude pour les tribus des collines.....	51
Un exemple du Kenya: apprentissage non traditionnel pour les enfants des familles de pasteurs	52
Défi 7	53
Redéfinition de l'éducation agricole.....	53
Un exemple du Kirghizistan: adapter l'éducation agricole professionnelle à la nouvelle économie de marché.....	55
Un exemple du Paraguay – éducation agricole: enseigner aux enfants des zones rurales à faible revenu comment épargner, investir et gagner de l'argent	56
Défi 8	57
Formation de base pour les populations rurales.....	57
Un exemple du Nigéria: le travail de terrain des universités organise des séminaires pour les agriculteurs locaux.....	59
Un exemple du Kenya: renforcement des capacités des détenteurs de chèvres par la formation de base.....	60
Défi 9	62
Recrutement et rétention du personnel scolaire et de vulgarisation.....	62
Un exemple du Pérou – <i>Kamayok</i> : les agents villageois de vulgarisation entre agriculteurs favorisent l'innovation et l'expérimentation agricoles dans les zones rurales.....	63
Un exemple du Mozambique: un institut de formation des enseignants aide les agriculteurs à accroître la production grâce au projet Club d'agriculteurs.....	64
Défi 10	66
Politiques efficaces en faveur des populations rurales	66
Un exemple du Pérou: les innovations dans le domaine de la décentralisation améliorent la qualité de l'éducation pour les populations rurales	68
Un exemple du Salvador – EDUCO: la réforme élargit les possibilités d'éducation aux enfants des communautés rurales les plus pauvres.....	69
Le partenariat EPR	70
Les ressources du partenariat EPR.....	70
Gestion et partage des recherches et des connaissances	71
Dialogue sur les politiques et renforcement des capacités	71
Raisons du succès.....	73
Le partenariat EPR à l'avenir	73
Conclusions et considérations politiques principales du livre.....	75
Communiqué final de la Cinquième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous	78
Crédits photos	79
Références.....	80
Publications sur l'EPR	88
Livres	88
Ressources en ligne	92

Abréviations et sigles

ACE	Community Education Association (Association communautaire pour l'éducation)
ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AdexFAR	Appui au développement de l'expertise en formation agricole et rurale
AKADEP	Akwa Ibom Agricultural Development Programme (Programme de développement agricole Akwa Ibom)
AprenDes	Innovaciones en Descentralización y Escuelas Activas (Innovations dans le domaine de la décentralisation et écoles actives)
BAD	Banque africaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BRAC	Bangladesh Rural Advancement Committee (Comité pour la promotion rurale du Bangladesh)
BRIGHT	Burkinabé Response to Improve Girls Chances to Succeed (Réponse burkinabé pour améliorer les possibilités de réussite des filles)
CCD	Commission du développement durable
CCODER	Centre for Community Development and Research (Centre pour le développement communautaire et la recherche)
CDC	Community Development Committee (Comité de développement communautaire)
CEC	Community Education Committee (Comité d'éducation communautaire)
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
COPE	Community-Owned Primary School (Ecole primaire communautaire)
CSRL	Center for Sustainable Rural Livelihoods (Centre pour les moyens d'existence durables en milieu rural)
CSSP	Community School Support Programme (Programme de soutien aux écoles communautaires)
DEASNU	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DGCS	Direzione Generale per la Cooperazione allo Sviluppo (Direction générale pour la coopération en faveur du développement)
DPI-NU	Département de l'information des Nations Unies
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDUCO	Educación con Participación de la Comunidad (Éducation avec la participation communautaire)
EPR	Education pour les populations rurales
EPT	Education pour tous
EPU	Eenseignement primaire universel
EQUIP1	Educational Quality Improvement Program (Programme d'amélioration de la qualité de l'enseignement)
ESCUP	Educational Support to Children of Underserved Populations (Soutien éducatif aux enfants des populations défavorisées)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMRA	Forum mondial de la recherche agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

GDLN	Réseau mondial de formation pour le développement
GITE	Groupe international de travail sur l'éducation
GTZ	German Agency for Technical Cooperation (Agence allemande pour la coopération technique)
ICRAF	Centre mondial d'agroforesterie
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
IPE	Institut international de planification de l'éducation
LTT	Local Task Teams (Equipes locales d'intervention)
MAFDR	Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement rural - Kosovo
MEST	Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies – Kosovo
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RCDC	Regional Community Development Committee (Comité régional de développement communautaire)
SEMCIT	Sustainability, Education and the Management of Change in the Tropics (Durabilité, éducation et gestion du changement sous les Tropiques)
SFT	Strategy Formulation Team (Equipe pour la formulation des stratégies)
SIDA	syndrome d'immunodéficience acquise
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency (Agence suédoise pour la coopération en faveur du développement international)
SIFE	Student in Free Enterprise (Etudiants dans une entreprise libre)
SIGE	Système d'information pour la gestion de l'éducation
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
SOFI	L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde
TIC	Technologies de l'information et des communications
TVET	Eenseignement et formation techniques et professionnels
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USA	Etats-Unis d'Amérique
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
USDA	Département de l'agriculture des Etats-Unis
VEDCO	Volunteer Efforts for Development Concerns (Efforts volontaires pour les problèmes de développement)
VIH	virus de l'immunodéficience humaine

Résumé d'orientation

Dans le monde, environ un habitant sur six, dont la majorité en Afrique, souffre la faim et est analphabète. L'Education pour les populations rurales (EPR) est une politique, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), visant à réduire les 963 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, les 776 millions d'adultes illettrés et les 75 millions d'enfants analphabètes. L'éducation, la main-d'œuvre, les terres, l'élevage et les infrastructures sont les biens cruciaux qui permettent aux ménages ruraux d'échapper à la pauvreté, et l'EPR est une des armes les plus puissantes contre la faim. Un rapport préparé en 2007 par le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni signalait que, chaque année, plus de 11 milliards de dollars EU sont nécessaires pour l'éducation si l'on veut qu'en Afrique tous les enfants aient quelques espoirs d'être inscrits à l'école primaire d'ici 2015.

Ce livre présente une synthèse des enseignements appris depuis la mise en place, en septembre 2002, du partenariat mondial en faveur de l'Education pour les populations rurales, qui avait été conçu pour contribuer à accélérer les progrès à accomplir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'EPR est un des partenariats pour le développement durable de la Commission des Nations Unies du développement durable. Le partenariat, qui a été lancé au Sommet mondial pour le développement durable (SMDD), est un *appel mondial* en faveur de la promotion des capacités des populations rurales à atteindre la sécurité alimentaire, à gérer les ressources naturelles de façon durable et à offrir l'éducation à tous les enfants, jeunes et adultes en milieu rural. Le partenariat vise à apporter une contribution pour surmonter les obstacles qui empêchent aux pauvres d'utiliser leurs capacités, notamment les obstacles comme l'écart entre zones urbaines et rurales en matière de connaissance et d'éducation. L'EPR identifie les possibilités politiques, institutionnelles, organisationnelles et individuelles et les contraintes que les pauvres rencontrent pour accéder aux services d'éducation et de formation à tous les niveaux éducatifs, aussi bien dans les contextes formels que dans les contextes non formels. L'EPR cherche à donner aux pauvres des zones rurales les moyens pour qu'ils deviennent des acteurs pleinement intégrés au processus de développement, en favorisant la collaboration entre les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural pour garantir l'éducation et la formation de base à toutes les populations rurales. La stratégie aborde la recherche, la production et le partage de connaissances, les activités de plaidoyer, le développement des politiques et des capacités ainsi que les activités normatives et sur le terrain. L'EPR est également un des neuf programmes-phares du programme de l'Education pour tous (EPT) placé sous la direction de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le programme-phare de partenariat sur l'Education pour les populations rurales est dirigé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en étroite collaboration avec l'UNESCO.

A ce jour, les produits les plus importants de l'EPR sont la production et la diffusion de connaissances, l'identification des innovations et les enseignements appris par les partenaires de l'EPR sur les politiques et sur les pratiques dans des domaines comme la qualité et l'accès à l'éducation, les environnements d'apprentissage sensibles aux questions de parité hommes-femmes, l'engagement

des parents et des communautés et l'inclusion des apprenants non traditionnels, pour n'en citer que quelques uns. Ces produits de connaissance ont été à la base des réunions nationales et régionales sur le développement des capacités de par le monde.

L'éducation est un thème essentiel pour la FAO, comme il est indiqué dans son Acte Constitutif: «... l'Organisation encourage et, au besoin, recommande toute action de caractère national et international intéressant: [...] l'amélioration de l'enseignement [...] en matière de nutrition, d'alimentation et d'agriculture, ainsi que la vulgarisation des connaissances théoriques et pratiques relatives à la nutrition et à l'agriculture;...» (FAO, 1945, Article premier, 2b). Ce thème est également utile pour atteindre les objectifs ci-après:

- «... élever le niveau de nutrition et les conditions de vie ...;
- ... améliorer la condition des populations rurales;
- et [...] libérer l'humanité de la faim» (FAO, 1945, Préambule).

L'EPR a utilisé une politique basée sur la recherche impliquant la FAO et l'UNESCO dans la promotion d'alliances multisectorielles entre les ministères de l'éducation et de l'agriculture. L'EPR a travaillé simultanément aux niveaux des politiques et sur le terrain en vue de garantir l'impact le plus important en termes de rapport coût-efficacité.

La recherche a été menée afin d'obtenir des réponses efficaces aux défis auxquels font face les décideurs, les gouvernements et les agents de première ligne de la société civile qui travaillent pour assurer une éducation et une formation efficaces aux populations rurales. Ces informations, ainsi que les bonnes pratiques et les matériels de formation de l'EPR, ont été publiées dans les archives mondiales de la base de connaissances de l'EPR (<http://www.fao.org/sd/erp/>) et partagées dans le monde entier par le biais de formats électroniques et papier pour que le public puisse bénéficier des expériences d'autres qui travaillent dans ce domaine. Le tableau ci-après résume certains des défis les plus importants et les réponses identifiées.

Défis	Réponses
1 Accès à l'éducation et à la formation	Politiques et programmes de discrimination positive pour les populations rurales, notamment: <ul style="list-style-type: none"> - gratuité de l'éducation et de la formation - accès gratuit au matériel didactique - programmes d'alimentation scolaire pour accroître la fréquentation scolaire - programmes de transport scolaire gratuit - élargissement du réseau scolaire et construction de centres de formation - classes alternées et cours pour les adultes après les classes - ciblage des besoins de groupes ruraux spécifiques - écoles satellites dans les zones rurales reculées pour les enfants plus jeunes et les filles - application des technologies de l'information et des communications (TIC), selon les besoins

<p>2 Qualité de l'éducation et de la formation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - amélioration de la formation et du perfectionnement professionnel des enseignants - création des conditions nécessaires pour que les enseignants restent dans les zones rurales et la rotation diminue - conception de matériels de formation qui abordent les problèmes de la vie rurale - combinaison des compétences académiques et des compétences nécessaires dans la vie courante pour une pertinence accrue - utilisation des jardins scolaires en tant que laboratoires vivants et intégration au programme scolaire - organisation d'un environnement d'apprentissage protégé et adéquat - participation des agriculteurs à la planification du programme d'étude et aux événements de formation - utilisation d'outils améliorés de suivi et d'évaluation
<p>3 Décentralisation et engagement communautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - planification coordonnée des programmes d'étude aux niveaux national et local - participation de la communauté à l'élaboration des programmes d'étude - approches communautaires en vue d'augmenter l'appropriation de la part de la communauté - éducation pertinente pour les moyens d'existence des populations rurales et pour la communauté - associations parents-enseignants pour améliorer les ressources des écoles - engagement de la communauté même par le biais des jardins scolaires - surveillance communautaire sur la qualité et la pertinence
<p>4 Environnements d'apprentissage sensibles aux questions de parité hommes-femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - programmes de formation flexibles pour les adapter aux périodes de travail agricole maximal - pensionnats bien surveillés pour la sécurité des femmes et des filles - repas scolaires pour tous les enfants ruraux - rations à emporter pour les filles en tant que mesures d'incitation pour les familles - demi-journées de formation agricole de base pour les femmes ayant des responsabilités à la maison
<p>5 Efficacité organisationnelle et institutionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> - coordination entre les ministères de l'éducation et de l'agriculture - coordination entre les prestataires publics de vulgarisation et d'éducation, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé - planification participative entre les différentes parties prenantes des programmes de soutien EPR - cours d'éducation de base pour les adultes animés par des agents de vulgarisation
<p>6 Inclusion des apprenants non traditionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - flexibilité du calendrier d'éducation et de formation pour l'adapter aux conditions météorologiques, aux systèmes de cultures, aux mouvements des nomades - éducation pour les enfants, les jeunes et les adultes non scolarisés (surtout les filles et les femmes), pour les anciens enfants soldats, les réfugiés et les personnes déplacées, pour les populations des zones rurales inaccessibles et reculées, pour les personnes handicapées, les minorités ethniques, les enfants travailleurs, les personnes âgées, les nomades et les communautés pastorales, les personnes qui souffrent de maladies et autres - utilisation de personnel de vulgarisation de première ligne pour atteindre les populations isolées, utilisation des approches de

	formation agricole entre pairs (ou d'agriculteur à agriculteur), utilisation d'approches non formelles d'éducation de base
7 Redéfinition de l'éducation agricole	<ul style="list-style-type: none"> - révision des programmes d'étude des instituts d'éducation et de formation agricoles techniques et professionnels pour l'amélioration de la formation des techniciens - amélioration de la formation des formateurs pour l'éducation agricole - éducation agricole reflétant le fait que les compétences et les capacités au niveau des exploitations et en dehors des exploitations sont également importantes pour le maintien des moyens d'existence des populations rurales - éducation agricole reflétant les changements des technologies, des chaînes mondiales de production, des défis du marché et de la santé, de l'emploi au niveau des exploitations et en dehors des exploitations, le changement environnemental et le développement des entreprises
8 Formation de base pour les populations rurales	<ul style="list-style-type: none"> - augmentation et amélioration de la formation de base formelle et non formelle pour les jeunes et les adultes - formation pour les jeunes qui ont abandonné l'école - diversification des compétences et des capacités en vue de réduire la vulnérabilité et de promouvoir la résilience face aux chocs - formation pour l'alphabétisation et l'apprentissage du calcul avec la formation de base - formation pour le développement des compétences nécessaires dans la vie courante et pour le travail
9 Recrutement et rétention du personnel scolaire et de vulgarisation	<ul style="list-style-type: none"> - recrutement d'enseignants et de personnel de vulgarisation provenant des zones rurales - gratifications et traitements plus élevés en tant que mesures d'incitation pour le personnel en milieu rural - fourniture de logements subventionnés - affectation du personnel nouvellement qualifié par équipes de deux - création de possibilités d'avancement de carrière - offre de terres et de formation agricole - participation aux bénéfices tirés des activités rémunératrices mises en place dans les écoles
10 Politiques efficaces centrées sur et en faveur des populations rurales	<ul style="list-style-type: none"> - augmentation du financement en faveur de l'EPR - ventilation des données sur l'éducation et sur la formation des populations en milieu urbain et rural - politiques reconnaissant la diversité des besoins des populations rurales - politiques reconnaissant les circonstances agroécologiques et géographiques ainsi que les différences socio-économiques et culturelles des habitants des zones rurales

Les conclusions principales et les considérations politiques abordées dans ce livre sont indiquées ci-après (voir Conclusions pour plus de détails sur ce sujet).

Des progrès considérables ont été réalisés. Six ans de travail dans les domaines des politiques, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités ont eu pour résultat la reconnaissance du rôle crucial de l'EPR dans la réalisation des OMD et, en particulier, de son rôle crucial dans la réduction de la pauvreté, dans la sécurité alimentaire et dans la gestion durable des ressources naturelles.

Il reste encore beaucoup de travail à faire. Malgré les progrès importants accomplis pour réaliser tous les huit OMD, selon les Nations Unies, «... nous ne sommes pas sur la bonne voie pour remplir nos engagements» (ONU, 2008, p. 3).

L'EPR est un aspect essentiel pour la réalisation des OMD. Des populations rurales mieux éduquées ont des meilleures perspectives d'emploi, une meilleure santé, une plus grande sécurité alimentaire, moins de vulnérabilité par rapport aux chocs et des meilleurs mécanismes d'adaptation à utiliser pour faire face aux forces du changement climatique, des crises alimentaires et des défis aux traditions culturelles.

L'EPR est une priorité en matière de politiques et de programmes. Il faut que les gouvernements nationaux, les agences internationales, les donateurs bilatéraux et les ONG consacrent plus d'importance aux politiques et aux programmes sur l'EPR. En particulier, l'UNESCO et la Banque mondiale, en raison du rôle de chef de file qu'elles jouent dans le cadre du mouvement de l'Education pour tous (EPT) et de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA), peuvent veiller à ce que l'EPR devienne une partie intégrante des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et des Plans nationaux d'action de l'Education pour tous.

Il faut que le financement de l'EPR soit une priorité nationale et internationale. Des changements majeurs des politiques et de l'allocation des ressources seront nécessaires pour accomplir des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté et d'EPT. L'EPR requiert une part accrue des allocations des ressources publiques et un rôle clé dans les Plans de développement rural et les Plans nationaux d'action de l'EPT.

La gestion efficace de l'EPR requiert des données fiables. Des statistiques améliorées sont nécessaires, ainsi que des Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE). Pour promouvoir des politiques pertinentes en faveur des pauvres, des données sur l'éducation et sur l'alphabétisation désagrégées selon les populations des milieux rural et urbain sont requises dans le cadre des statistiques internationales de l'UNESCO, du Rapport mondial de suivi sur l'EPT et des SIGE au niveau national.

Les partenariats sont essentiels pour avancer. Pour le succès de l'initiative de l'EPR, les partenariats entre les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations communautaires, les universités, le secteur privé, les médias et d'autres parties prenantes continueront d'être déterminants.

La coopération intersectorielle au niveau national est importante. La coordination entre les ministères de l'agriculture et de l'éducation est essentielle, si l'on veut que les populations rurales soient desservies avec efficacité. Chaque ministère dispose des biens et des compétences cruciaux pour aborder ces défis.

Travailler comme «Une ONU». La coopération intersectorielle au niveau international est essentielle. En qualité d'institution chef de file du partenariat EPR, la FAO continuera de plaider pour que les gouvernements s'engagent davantage et consacrent des ressources plus significatives en faveur de l'EPR. L'UNESCO et la Banque mondiale sont particulièrement qualifiées pour favoriser, dans le cadre de leurs mandats, la mise en œuvre de l'EPR au niveau national et pour soutenir la promotion de l'éducation et de la formation, grâce au dialogue privilégié qu'elles entretiennent avec les ministères de l'éducation. Au cours de la prochaine phase du travail, il faudrait renforcer la direction et le soutien technique de l'UNESCO en matière d'EPR au niveau des pays, et la FAO se trouve dans une position favorable pour contribuer, en qualité d'entité de soutien, au travail de l'UNESCO dans les domaines spécifiques de ses compétences.

Redéfinir l'éducation agricole. Une vision plus élargie des compétences nécessaires dans la vie courante pour s'épanouir dans les zones rurales s'est à

présent dégagée. Il est nécessaire de développer le paradigme de l'éducation agricole afin d'y inclure les concepts liés au développement rural durable.

Une approche axée sur les besoins. Les stratégies éducatives «one size fits all» (taille unique) ne sont pas efficaces pour atteindre les populations rurales. Les populations rurales ont une variété de besoins spécifiques à aborder pour élargir l'accès et améliorer la qualité de l'éducation et de la formation pour les enfants, pour les jeunes et pour les adultes.

De nombreuses options sont à disposition pour assister les populations rurales à renforcer leurs capacités. Ces options ont été mises en œuvre avec succès dans plusieurs pays dans le monde. Ce livre a été conçu pour soutenir les initiatives en matière de renforcement des capacités, comme les Conférences mondiales 2009 de l'UNESCO et d'autres activités, notamment les initiatives spécifiques de l'EPR.

Les filles et les femmes rurales sont les plus vulnérables. Les filles et les femmes des zones rurales sont discriminées du point de vue géographique et sexuel. Les stratégies visant à promouvoir la participation des filles rurales à l'éducation et à l'alphabétisation des femmes comprennent l'élimination des obstacles associés aux coûts, le renforcement des écoles rurales en tant que centres d'apprentissage de qualité sensibles aux questions de parité hommes-femmes, le développement de contenus d'apprentissage et d'environnements scolaires prenant en compte la parité hommes-femmes.

Les jeunes ruraux représentent l'avenir. Les jeunes d'aujourd'hui sont les leaders et les agriculteurs de demain. Les jeunes ruraux représentent la majorité de la population dans la majorité des pays moins développés et il est urgent de consacrer une attention spécifique à leurs besoins et à leurs contributions potentielles pour notre avenir commun.

Les défis de l'EPR à l'avenir résultent du fait que la grande majorité des personnes qui sont exclues de l'éducation vivent en milieu rural. L'éducation des populations rurales est donc indispensable, urgente et essentielle, si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Il est essentiel, pour le bien-être des habitants des zones rurales, qu'ils soient préparés à s'engager avec succès dans les économies du savoir (économies basées sur la connaissance), à répondre aux changements du marché et climatiques, à développer leur résilience face aux différents chocs et à surmonter les crises alimentaires associées aux modifications économiques mondiales. Pour la réalisation des OMD, il est essentiel que les populations rurales soient préparées à devenir des citoyens actifs contribuant à promouvoir la paix et la démocratie et ayant la possibilité de jouir d'une vie longue, saine et créative.

Introduction

Dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006* (SOFI), le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a déclaré que «la concentration de la faim dans les zones rurales montre qu'aucune réduction durable de la faim n'est possible sans investissement conséquent dans le développement rural et agricole» (FAO, 2006, p. 6). Le Directeur général a réitéré ce concept dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, en y ajoutant la situation d'urgence provoquée par la hausse des prix des denrées alimentaires. En juin 2008, la FAO a hébergé la *Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies*. La hausse des prix des denrées alimentaires était un des thèmes principaux de cette importante réunion.

Les populations rurales joueront un rôle crucial dans la conception des réponses à ces défis. L'éducation, la formation et le renforcement des capacités en faveur de la promotion des compétences des populations rurales dans la gestion de ces circonstances en voie de changement seront des ingrédients cruciaux pour le succès de la campagne visant à réduire l'insécurité alimentaire et les chocs y associés pour les populations les plus vulnérables. Compte tenu du fait que la demande en produits alimentaires devrait augmenter d'environ 50 pour cent d'ici 2030, il est essentiel d'agir énergiquement pour améliorer l'éducation, la formation et le renforcement des capacités de façon à organiser, face à ce défi de taille, une réponse basée sur le savoir. «L'investissement public dans les infrastructures, la recherche agricole, l'éducation et la vulgarisation est indispensable à la croissance agricole» (FAO, 2006, p. 29).

Cependant, plusieurs conditions rendront les progrès extrêmement difficiles dans ce domaine.

- «Près de 70 pour cent des pauvres des pays en développement vivent dans des zones rurales et dépendent des revenus agricoles pour vivre ...» (FAO, 2006, p. 28).
- «... le monde compterait aujourd'hui 963 millions de personnes mal nourries» (Diouf, 2009).
- Dans le monde, quelque 75 millions d'enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés.
- Parmi ces 75 millions d'enfants, quatre sur cinq vivent dans des zones rurales (UNESCO, 2008).
- On estime qu'environ 776 millions d'adultes – dont environ deux tiers sont des femmes – sont dépourvus des compétences minimales en matière d'alphabétisme (UNESCO, 2008) et la majorité sont ruraux.

Les injustices poussent des parties considérables de la société vers l'exclusion et engendrent ainsi la discrimination et des désavantages de tout genre, faisant en sorte que des potentialités énormes en termes de facteurs et de forces en faveur du développement se dégradent (FAO, 2006).

Les écarts entre zones rurales et urbaines en matière d'éducation ont été abordés et comblés par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en tant que contrainte cruciale au développement dans son ensemble. Les injustices en matière l'éducation sont directement reliées au

coefficient général de Gini d'inégalité de la distribution des revenus. Il est essentiel de combler les lacunes de connaissance et d'éducation dans les pays en développement non seulement pour la croissance économique, mais également pour la démocratie, la paix et la cohésion sociale aux niveaux mondial et national et, de façon générale, pour le développement durable.

Le but de ce livre est de présenter une synthèse des enseignements appris depuis le lancement du partenariat EPR en 2002, sous la direction de la FAO, en tant que partie intégrante du processus de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs du Sommet mondial pour le développement durable. Ce livre a été conçu pour aider les décideurs à gérer les défis associés à la pauvreté rurale, à l'insécurité alimentaire et à l'éducation auxquels font face les populations rurales. Il a été également conçu pour assister les spécialistes de l'éducation des jeunes et des adultes, les responsables de la vulgarisation et les universitaires intéressés à changer les stratégies en faveur d'une économie de plus en plus basée sur la connaissance. Enfin, il est destiné aux membres du partenariat EPR et à d'autres professionnels dans le monde entier.

Ce livre s'inspire aux contributions des partenaires de l'EPR partout dans le monde et à deux articles précédents des auteurs:

- Acker, D.G. et Gasperini, L. 2008. Education for rural people: what have we learned. *Journal of International Agricultural and Extension Education*, 15(1) Printemps.
- Acker, D.G. et Gasperini, L. 2003. Launching a new flagship on education for rural people: an initiative agricultural and extension educators can get behind. *Journal of International Agricultural and Extension Education*, 10(3) Automne.

Le livre présente au début les renseignements généraux et la justification concernant l'initiative de l'EPR et la relation avec la mission de la FAO et d'autres partenaires. Cette première section vise à établir le contexte et est suivie par l'analyse des défis auxquels les populations rurales sont confrontées et les réponses novatrices en place identifiées par la recherche. Le partenariat EPR est décrit pour que lecteur comprenne à fond la variété et le nombre d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'EPR. La partie finale du livre propose un chapitre qui recommande les actions prioritaires du travail dans le cadre des politiques et sur le terrain à entreprendre à l'avenir.

Ce livre a été conçu en tant que contribution à la réunion du G8 de 2009 et aux Conférences mondiales sur l'éducation de l'UNESCO ainsi que pour les initiatives futures de l'EPR en matière de renforcement des capacités.

Renseignements généraux et justification de l'EPR

Le but de l'EPR

La faim et l'analphabétisme frappent presque un milliard d'habitants dans le monde sur une population courante de 6,5 milliards de personnes. Dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'EPR est une politique visant à réduire les 963 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire (Diouf, 2009), les 776 millions d'adultes analphabètes et les 75 millions d'enfants analphabètes (UNESCO, 2008). Les biens essentiels qui permettent aux ménages ruraux d'échapper à la pauvreté sont l'éducation, la main-d'œuvre, les terres, l'élevage et les infrastructures (FAO, 2007b), et l'EPR est une des interventions les plus puissantes pour vaincre la faim (Burchi et De Muro, 2007).

L'EPR est une approche centrée sur les populations qui enjambe les efforts des secteurs de l'agriculture et de l'éducation en faveur de la transformation des communautés rurales par le biais du renforcement des capacités des populations rurales à se nourrir, à vaincre la pauvreté, la faim et l'analphabétisme et à jouir d'une vie longue, saine et créative (PNUD, 1999). La politique de l'EPR élargit la focalisation placée sur la production agricole par les approches traditionnelles en faveur du développement rural pour y englober tous ceux qui vivent et travaillent dans l'espace rural et non seulement les populations directement engagées dans l'agriculture.

Les bases de la recherche des politiques de l'EPR ont été jetées dans la publication de la FAO et de l'UNESCO, *L'éducation pour le développement rural: vers des orientations nouvelles* (2005e). L'éducation et la formation de base sont considérées les moyens idéaux pour préparer les populations rurales à avoir du succès dans l'emploi au niveau des exploitations et en dehors des exploitations à temps plein ou à temps partiel et à leur offrir les compétences économiques et sociales, la mobilité et la résilience nécessaires à vivre dans un espace incluant les activités agricoles ainsi que d'autres activités sociales et économiques. Ce qui est clair est que fournir l'EPR est un défi complexe à cause de la nature hétérogène des principales parties prenantes, du nombre des personnes engagées dans le monde et des particulières dotations physiques, culturelles et en ressources de l'espace rural.

Un partenariat

L'EPR est également un partenariat mondial visant à accélérer l'accomplissement des progrès pour la réalisation des OMD. Le partenariat – lancé en septembre 2002 lors du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) – est un appel mondial en faveur de l'éducation de tous les enfants, jeunes et adultes des zones rurales (Diouf, 2002; ONU, 2002). Le partenariat vise à enlever les obstacles qui empêchent aux pauvres d'utiliser leurs capacités, notamment les écarts entre zones urbaines et rurales en matière de connaissances et d'éducation. L'EPR fait partie du Partenariat pour le développement durable de la Commission du développement durable (CDD), lancé conjointement par les Directeurs généraux de la FAO et de l'UNESCO.

L'EPR identifie les possibilités et les contraintes politiques, institutionnelles, organisationnelles et individuelles auxquelles les pauvres sont confrontés pour accéder aux services d'éducation et de formation à tous les niveaux, dans le cadre formel et non formel. L'EPR cherche à donner aux pauvres les moyens pour devenir des acteurs pleinement intégrés au processus de développement en favorisant la collaboration entre les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural afin de garantir l'éducation et la formation de base à toutes les populations rurales (<http://www.fao.org/sd/erp/>). La stratégie aborde la recherche, la production et le partage de connaissance, les activités de plaidoyer, le renforcement des politiques et des capacités ainsi que les activités normatives et sur le terrain.

Les pays en développement sont souvent confrontés à des difficultés associées à la prestation efficace des services éducatifs dans les zones rurales en raison du manque de personnel qualifié et d'une connaissance incomplète relative aux alternatives des politiques. Une autre contrainte fréquente est la faible coordination entre les ministères de l'éducation et de l'agriculture et avec la société civile lorsqu'ils abordent l'éducation dans les zones rurales. La FAO et l'UNESCO sont conscientes de ces lacunes, d'où le lancement de l'EPR en tant qu'initiative multipartenaire, intersectorielle et interdisciplinaire de renforcement des capacités. L'EPR englobe les politiques et les programmes du Sommet de la planète Terre (1992), du Sommet mondial de l'alimentation (2006 et 2002), du SMDD (1992) et de l'Éducation pour tous (1990 et 2000). Elle se base également sur la politique holistique des OMD qui aborde la croissance économique et la compétitivité internationale du secteur de l'agriculture en tant que partie intégrante des stratégies en faveur du développement durable et de la réduction de la pauvreté et inclut l'éducation, la santé et l'équité sociale (également l'équité des sexes) et l'environnement durable en tant qu'efforts cruciaux.

L'EPR est également un des neuf programmes-phares de l'EPT. Les programmes-phares sont des initiatives multipartenaires qui se concentrent sur les domaines et sur les problèmes spécifiques relatifs à l'EPT nécessitant une attention particulière pour mettre en œuvre le Cadre d'action de Dakar pour l'Éducation pour tous. Le programme-phare de l'EPR est mis en œuvre sous la direction de la FAO, en collaboration avec l'UNESCO et plus de 350 partenaires.

La définition de «rural»

Les populations rurales vivent dans des établissements humains ayant peu d'habitants et dans des espaces géographiques caractérisés souvent par des fermes, des forêts, des surfaces d'eau, des zones côtières, des montagnes et/ou des déserts (FAO/UNESCO-IIPE, 2005a).

«Most rural dwellers work in agriculture, often for low rates of compensation. They face high transaction costs and have little political clout. The government services to which they have access are generally inappropriate and of poor quality. Rural people are generally farmers, stockbreeders, fishermen and, in some cases, nomads» (FAO/UNESCO-IIPE, 2007b, p. 15). (La plupart des habitants des zones rurales travaillent dans l'agriculture, souvent pour des taux faibles de compensation. Ils font face à des coûts élevés de transaction et ont un faible

poids politique. Les services du gouvernement auxquels ils ont accès sont généralement inadéquats et de faible qualité. Les populations rurales sont habituellement constituées d'agriculteurs, d'éleveurs de bétail, de pêcheurs et parfois de nomades.)

Les populations rurales s'occupent également de la transformation et de la commercialisation des produits et des services des terres et des forêts (FAO/UNESCO-IIPE, 2005a).

Les populations rurales sont une majorité négligée des pauvres dans le monde en raison des modèles de développement occidentaux et industriels dominants qui attribuent la priorité aux secteurs urbains de l'industrie et des services en tant que moteurs du développement économique des pays. Ce penchant pour le milieu urbain conduit à ne pas tenir compte du rôle crucial des populations rurales dans l'établissement de la sécurité alimentaire (OMD 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim) et de la durabilité de l'environnement (OMD 7 – Préserver l'environnement). Ce penchant amène également les décideurs à négliger le fait que les populations rurales constituent la majorité des enfants non scolarisés et des adultes analphabètes et, par conséquent, les investissements visant à garantir l'enseignement primaire universel (EPU), l'alphabétisation des adultes et l'éducation tout au long de la vie devraient être principalement axés sur les populations rurales.

On ne peut pas supposer que les populations rurales sont un groupe homogène. En anglais, on dit «rural is plural» (rural est pluriel) pour indiquer la grande variation des besoins des différents groupes des populations rurales dans le monde entier. La recherche montre un degré élevé d'hétérogénéité à l'intérieur des pays et entre les différents pays pour ce qui concerne l'accès des ménages ruraux aux biens et aux services de base, notamment l'éducation (FAO, 2007b). Une nouvelle ruralité est en voie de s'affirmer: dans ce cadre, l'agriculture continue d'être une composante très importante, mais elle n'est plus la seule composante à laquelle consacrer l'attention pour essayer de développer une société rurale globale (FAO/UNESCO-IIPE, 2006b). La majorité des pauvres ruraux sont analphabètes et sont engagés dans une agriculture de subsistance. En tant qu'analphabètes, ils sont exclus des connaissances qui leur permettraient d'améliorer leurs capacités et leur productivité, d'accroître leur revenu et leur sécurité alimentaire, de les rapprocher au marché dont ils sont très marginalisés et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur citoyenneté (Burchi et De Muro, 2007).

Les populations rurales sont encore une majorité (négligée) dans les régions moins développées

Les populations rurales, tout en représentant encore la majorité démographique dans les régions moins développées de la planète, sont une minorité politique et une majorité démographique souvent négligée. Selon les Nations Unies, «... during 2008, ... the proportion of the population living in urban areas will reach 50 percent ... in the less developed regions the 50 percent level will likely be reached around 2019» (DEASNU, 2008, p. 2) (en 2008, [...] la part de la population des zones urbaines atteindra 50 pour cent [...] dans les régions moins développées, le niveau de 50 pour cent sera probablement atteint environ en 2019). Ces données montrent que, si d'un point de vue démographique général au niveau mondial les populations

urbaines ont à présent égalé les populations rurales, dans les régions moins développées le pourcentage et le nombre absolu des populations rurales (prévues à 3 104 196 000, en 2010 et à 3 107 486 000, en 2030) sont tels que ce groupe démographique ne peut pas être ignoré. Entre 2010 et 2030, les populations rurales auront une baisse inférieure à soixante mille unités au niveau mondial.

De surcroît, dans les régions moins développées, malgré l'importance attachée à l'urbanisation, les données des Nations Unies montrent que, au moins pour les dix prochaines années si les tendances actuelles sont maintenues, la majorité de la population continuera d'être rurale et les nombres absolus des populations rurales ne changeront pas de façon drastique au cours des 20 prochaines années. Cela signifie que les évolutions de l'urbanisation ne peuvent pas être une excuse pour ne pas aborder les besoins et les droits de base des populations rurales, y compris l'éducation et la formation. Ce concept est encore plus vrai en Afrique subsaharienne où, en 2002, 70,6 pour cent de la population était rurale. La population rurale de l'Afrique subsaharienne continuera d'être principalement rurale: en 2015, elle représentera 60,2 pour cent et en 2030, 54,8 pour cent (DEASNU, 2008). Les tendances démographiques générales montrent que des politiques, des efforts et d'autres investissements spécifiques sont nécessaires pour promouvoir la richesse des populations rurales, notamment une distribution plus élargie des chances d'éducation à l'intérieur des pays et, en général, dans le monde entier. La réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire ne peuvent pas s'améliorer rapidement à moins que les habitants des zones rurales soient l'objet d'une aide au développement comprenant l'éducation, la formation et le renforcement des capacités. Souvent, les populations rurales se déplacent vers les zones urbaines à la recherche de meilleures conditions de vie et, dans certains cas, elles finissent par se retrouver dans des situations illégales ou dans des conditions de vie plus sévères qu'en milieu rural. L'EPR contribue à améliorer les moyens d'existence des populations rurales où qu'elles choisissent de vivre.

Les populations rurales représentent la majorité des pauvres dans le monde

La majorité des pauvres dans le monde – environ 75 pour cent – y compris les victimes de l'insécurité alimentaire, les adultes analphabètes et les enfants non scolarisés, vivent en milieu rural et souffrent d'un accès inadéquat aux produits alimentaires, aux écoles, aux soins de santé, aux routes, aux technologies, au soutien institutionnel et aux marchés (Banque mondiale, 2007b; Banque mondiale, 2007c). Les habitants des zones urbaines représentent 25 pour cent des pauvres dans le monde. Les populations rurales n'ayant pas une voix politique forte, elles sont souvent défavorisées à cause de politiques urbaines partiales qui mènent à une distribution inéquitable des ressources favorisant les populations urbaines par rapport aux populations rurales, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés, aux infrastructures, aux soins de santé et à l'éducation (page d'accueil EPR; FIDA, 2001).

Pourquoi se concentrer sur l'éducation pour les populations rurales?

L'analphabétisme est fortement corrélé à la faim et représente surtout un phénomène rural qui entrave le développement rural et la richesse de chaque

nation, menace la productivité et la santé, et limite les possibilités d'amélioration des moyens d'existence. Les preuves de la contribution de l'éducation à la croissance économique, du rendement des investissements dans la scolarisation et des effets de l'éducation sur le chômage et sur la distribution des revenus sont depuis longtemps la base de la recherche en faveur d'investissements de plus grande envergure dans l'éducation et, en particulier, dans l'éducation de base (Banque mondiale, 1988).

La recherche qui se concentre de façon spécifique sur l'éducation et sur le développement rural montre que l'augmentation de l'accès à des services éducatifs de base pertinents et de qualité pour les populations rurales contribue de façon directe et positive à l'amélioration de la productivité, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence (Moock, 1981; Burchi et De Muro, 2007). Un examen effectué pour la Banque mondiale a analysé 18 études sur la relation, dans les pays à revenu faible, entre l'éducation des agriculteurs et leur efficacité agricole (mesurée en termes de cultures agricoles). L'examen a établi que le niveau de l'éducation des agriculteurs était relié au niveau de leur productivité agricole, quatre ans d'instruction contribuant en moyenne à un gain de productivité de 8,7 pour cent par rapport aux agriculteurs n'ayant reçu aucune éducation formelle. L'examen a également établi que l'effet de l'éducation est encore plus fort (une augmentation de 13 pour cent dans la productivité) si des intrants complémentaires, comme les fertilisants, des nouvelles semences ou des machines agricoles, sont disponibles (UNICEF, 1992).

«Literacy and formal schooling are linked with reduced fertility rates, improved health and sanitation practices and an increased ability to access information and participate in various social and economic processes» (FAO/UNESCO-IIPE, 2002, p. 25) (l'alphabétisation et la scolarité sont reliées à la réduction des taux de fécondité, à l'amélioration des pratiques sanitaires et hygiéniques et à l'augmentation de la capacité à accéder aux informations et à participer à des processus sociaux et économiques différents). Les partenaires africains de l'EPR ont constaté que «... la réalisation du potentiel de l'agriculture africaine dépendra largement de ce facteur crucial qu'est l'éducation» (ADEA/FAO, 2007, p. 28). Ils se sont interrogés pour savoir si les agriculteurs sont prêts à participer à une économie de plus en plus basée sur la connaissance et si les petits exploitants agricoles peuvent «s'imposer sur les marchés locaux et internationaux soumis aux effets de la mondialisation croissante et sur des marchés aux règles sanitaires et d'hygiène alimentaire très strictes desservant des consommateurs très exigeants» (ADEA/FAO, 2007, p. 26).

Les connaissances et le renforcement des capacités sont utiles non seulement pour augmenter la productivité, mais également pour construire l'identité des populations et leur permettre de participer pleinement à la vie sociale et politique (SIDA, 2000). Puisque la mondialisation fait évoluer le monde et transforme les économies fondées sur la technologie en des économies fondées sur la connaissance (économies du savoir), l'éducation et la formation seront encore plus cruciales. L'accès à une éducation et à une formation de qualité pour tous sera le critère qui différenciera et caractérisera les écarts entre les riches et les pauvres (UNICEF, 1992).

Selon le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009* (UNESCO, 2008), environ 776 millions d'adultes – soit 16 pour cent de la population adulte dans le monde – ne possèdent pas les compétences de base en matière d'alphabétisation, et environ les deux tiers sont des femmes. Parmi les 75 millions d'enfants non scolarisés, plus de quatre sur cinq vivent en milieu rural, surtout en Asie du Sud et de l'Ouest et en

Afrique subsaharienne. La majorité de ces enfants sont des filles. En Afrique, le défi est plus important que dans d'autres régions. Un rapport du Département britannique pour le développement international (2007) a spécifié qu'il faudrait consacrer chaque année plus de 11 milliards de dollars EU à l'éducation si l'on veut que l'Afrique ait quelques espoirs d'inscrire tous les enfants à l'école primaire d'ici 2015. Ces enfants ruraux analphabètes s'ajoutent chaque année au nombre d'adultes analphabètes, de manière que la majorité des adultes analphabètes sont également des habitants des zones rurales, et surtout des femmes rurales. Etant donné la relation double entre la faim et l'éducation, les progrès accomplis dans la réalisation de l'OMD-1 et de l'OMD-2 (Assurer l'éducation primaire pour tous) sont étroitement interconnectés et l'importance de l'EPR est cruciale pour atteindre ces deux objectifs. Les progrès accomplis dans ces domaines sont également très importants pour la réalisation des autres OMD, surtout les objectifs pour lesquels la FAO et l'UNESCO ont le rôle principal (OMD-1 et OMD-7 pour la FAO, OMD-2 pour l'UNESCO).

Garantir l'accès à une éducation de qualité, et son achèvement, à cette «majorité négligée» de pauvres dans le monde qui vivent dans les zones rurales est un défi majeur pour la réalisation des objectifs de l'EPT. De façon spécifique, il est essentiel d'inclure les populations rurales au système d'éducation pour assurer que, d'ici 2015, tous les enfants auront accès à un enseignement primaire gratuit et obligatoire de bonne qualité; pour atteindre une amélioration de 50 pour cent dans les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici 2015; et pour garantir que les besoins en matière d'éducation de tous les jeunes et adultes seront satisfaits par un accès équitable à des programmes adéquats d'enseignement et de développement des compétences nécessaires dans la vie courante (UNESCO, 2000). Le manque de possibilités d'enseignement est à la fois une cause et un effet de la pauvreté rurale. Les stratégies d'éducation et de formation pour les populations rurales doivent donc être intégrées dans le cadre de tous les aspects du développement rural durable et de l'EPT, par le biais de plans d'action multisectoriels et interdisciplinaires (ADEA/FAO, 2007; FAO/UNESCO-IIPE, 2006b)

Message du Secrétaire général de l'ONU sur l'EPT – 25 septembre 2008

Dans son message, le Secrétaire général affirme que l'éducation peut faire avancer les progrès économiques et sociaux; à défaut de pourvoir l'éducation pour tous, toute une génération est menacée

Ci-après le message du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, présenté par Ann Veneman, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en occasion de la manifestation sur l'Education pour tous, aujourd'hui, à New York:

Je suis reconnaissant à la Campagne mondiale pour l'éducation d'avoir réuni ce groupe varié. Il nous faut un esprit de solidarité réel pour atteindre tous les Objectifs du Millénaire pour le développement et il est encourageant de voir que les leaders du secteur privé, des universités, des communautés religieuses et des gouvernements se rencontrent ici.

Si nous établissons un partenariat élargi, nous pouvons atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici la date cible de 2015. Nous avons déjà été témoins de progrès considérables dans le domaine de l'éducation. Il y a plus d'enfants scolarisés maintenant que jamais par le passé. Plus de filles sont en mesure d'avoir accès à l'éducation équitable qu'elles méritent.

Nous devons construire sur cet élan en nous appuyant sur la certitude que l'éducation peut faire avancer les progrès économiques et sociaux.

Un des meilleurs investissements que tout pays peut entreprendre est celui d'instruire les filles et les femmes – pour qu'elles puissent gagner plus de revenus, améliorer le bien-être de la famille et montrer à leur tour à leurs filles ce qui est possible une fois que l'on est capable de lire et d'écrire.

Bien de preuves nous confirment que l'éducation améliore les revenus individuels, la croissance économique, la santé des enfants et des mères, la résistance aux maladies et les pratiques de gestion de l'environnement. Les populations prospèrent avec l'éducation, tandis que, sans l'éducation, elles restent coincées dans la pauvreté.

Cela n'a jamais été plus important. La hausse des prix des denrées alimentaires et des huiles et les effets du changement climatique affectent surtout les pauvres.

Nous avons besoin d'une approche holistique favorisant l'éducation en même temps que les soins de santé. Les enfants souffrant de la malnutrition ou des maladies ont besoin de la nourriture et des soins pour avoir de bons résultats scolaires.

A l'échelle mondiale, nous avons besoin d'un engagement en faveur de l'équité. De nos jours, les enfants des communautés pauvres, des zones rurales et des groupes minoritaires apprennent presque toujours péniblement dans des conditions plus difficiles que celles d'autres dans la société.

Si nous ne comblons pas ces lacunes, nous exposons au danger toute une génération et acceptons que les problèmes s'enveniment. Mais si nous veillons à ce que tous les enfants aient l'éducation qu'ils méritent, nous offrons aux personnes, ainsi qu'aux pays, une base solide pour un avenir stable.

Renouvelons donc notre engagement à l'Education pour tous en tant que composante essentielle des droits de l'homme, du développement, de la justice et de la paix.

Source: Département de l'information de l'ONU, Division de l'information et des médias - SG/SM/11819

Défis et réponses

Introduction

Après sept ans d'expérience avec le partenariat EPR, les résultats obtenus les plus importants ont été l'établissement d'un réseau de partenariat, la production de connaissance, l'identification d'innovations, les enseignements appris par les partenaires de l'EPR relatifs aux politiques et aux pratiques, et le renforcement des capacités parmi les décideurs des ministères de l'éducation et de l'agriculture dans un certain nombre de pays. Le partenariat EPR a créé un réseau réconciliant les politiques, les programmes, les compétences et la coopération entre les organisations et les individus des secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural, notamment les ministères pertinents, les universités et la société civile.

Les produits de connaissance du partenariat ont été identifiés par des consultations aux conférences régionales, des études et des recherches. La section ci-après s'inspire de ces produits de connaissance pour présenter une analyse des défis que les populations affrontent dans les domaines de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités. Cette section donne des réponses novatrices aux décideurs, aux responsables et aux praticiens qui cherchent à relever ces défis, sur la base de l'expérience acquise par les partenaires de l'EPR dans le monde entier. On présente ici dix défis accompagnés de plusieurs études de cas qui proposent des alternatives pour les réponses de politique. Cette publication élargit le travail publié dans la série EPR et vise à partager la richesse des exemples disponibles provenant d'une vaste gamme de parties prenantes sans tenir compte de leur organisation d'origine.

Défi 1

Accès à l'éducation et à la formation

Selon les responsables de l'éducation qui s'occupent des programmes de développement rural, le défi le plus grand à relever lors du travail avec les populations rurales est fournir un accès immédiat à une éducation et à une formation de qualité pour tous les groupes d'âge, à tous les niveaux du système d'éducation. Les hauts représentants des gouvernements de 11 pays africains ont réitéré le besoin de «remédier aux inégalités flagrantes qui marginalisent les ruraux, notamment au niveau de l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes, les enfants qui travaillent, les habitants de zones isolées et inaccessibles, les communautés nomades et pastorales, les minorités ethniques, les handicapés, les réfugiés et les personnes déplacées» (ADEA/FAO, 2007, p. 12-13).

Dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009*, on signale que, en 2006, plus de quatre enfants non scolarisés sur cinq vivaient en milieu rural. Etant donné que les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain, quatre adultes analphabètes sur cinq vivront en milieu rural. Dans le cadre d'une économie du savoir, compte tenu de la relation directe entre les niveaux de l'éducation et les revenus et la productivité, cette situation aura des implications pour le développement durable et la sécurité alimentaire. Les progrès à accomplir dans le cadre du développement durable et de la sécurité alimentaire dépendent du renforcement des compétences et des capacités des populations rurales pour faire face aux défis courants, comme les fluctuations des prix des denrées alimentaires, le changement climatique, la pandémie de VIH/SIDA, la grippe aviaire et d'autres.

Si l'accès général à l'éducation dans les secteurs de l'enseignement formel et non formel dépend principalement de la volonté politique des gouvernements à créer des sociétés modernes démocratiques, non exclusives et non élitistes, l'accès à l'éducation dépend également de plusieurs autres facteurs. Ci-après, on présente certains des facteurs principaux qui marquent la différence entre l'accès à l'éducation en milieu rural et en milieu urbain.

Dans l'accès à l'enseignement non formel, la densité de la population peut avoir un impact sur l'efficacité des voyages des enseignants, des formateurs et des agents de vulgarisation affectés aux zones rurales. Pour les apprenants jeunes et adultes, la distance des centres de formation ou des programmes d'éducation des adultes peut représenter un obstacle à cause des coûts en temps et en argent nécessaires pour les voyages jusqu'au site d'apprentissage et des coûts d'opportunité découlant des heures de travail perdues. Dans les zones rurales, les télécommunications, une autre option convenable pour la formation des enseignants et pour la formation technique, sont habituellement moins développées que dans les zones urbaines. Les fonds destinés à l'EPR sont peut-être insuffisants à surmonter ces difficultés parce que les décideurs peuvent choisir d'investir dans des programmes dont le rapport entre les formateurs et les apprenants est plus adéquat, la fourniture des services d'éducation et de formation est plus facile et les coûts sont plus faibles, en raison également des infrastructures de communication, et la visibilité immédiate et les retombées politiques sont plus élevées.

Les programmes qui favorisent l'accès à des services d'éducation et de formation adéquats par le biais de systèmes de fourniture non formels pour les jeunes et les adultes n'ont pas bénéficié du même rythme de financement et de progrès de l'enseignement formel. Cependant, il est absolument nécessaire qu'un nombre croissant de jeunes (bien plus que 50 pour cent du total de la population rurale dans

de nombreux pays en développement) et d'adultes ruraux bénéficient de l'éducation et de la formation pour renforcer leurs capacités et affronter les changements et les crises et contribuer au développement socio-économique et culturel aux niveaux local et national. «... education is a key asset determining household ability to access higher return activities (whether in agriculture or outside) and escape poverty» (FAO, 2007b) (l'éducation est un bien crucial qui détermine la capacité du ménage à accéder à des activités ayant un rendement plus élevé – dans le cadre de l'agriculture ou en dehors du secteur agricole – et à sortir de la pauvreté).

Du point de vue de l'enseignement formel, les praticiens de l'EPR comprennent maintenant mieux les obstacles qui empêchent aux enfants d'aller à l'école (pour une analyse plus détaillée sur ce sujet, voir FAO/UNESCO-IIPE, 2003) et parmi ces obstacles, on trouve la distance des écoles des lieux de résidence des enfants en âge scolaire. Les programmes de transport scolaire gratuit ont réussi à contribuer à l'augmentation de l'accès, et de la rétention, à l'école et aux programmes de formation des populations rurales. Dans les zones rurales faiblement peuplées, les classes multigrades plus proches des maisons des étudiants aident à rendre l'enseignement formel plus abordable tout en réduisant les temps du voyage et les déséquilibres entre les sexes (UNESCO-IIPE, 2003). La faim représente également un obstacle considérable pour une fréquentation scolaire régulière. Un mécanisme efficace pour améliorer les taux d'accès, de rétention et d'achèvement scolaire et la facilité à apprendre est la fourniture de repas aux apprenants. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent avoir un effet spectaculaire. Selon un rapport conjoint du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) sur un programme au Bangladesh, l'alimentation scolaire fait augmenter de façon significative les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire et réduit le nombre d'abandons scolaires. L'alimentation scolaire a augmenté la scolarisation de 14,2 pour cent et la fréquentation scolaire de 1,3 pour cent par mois et a également réduit la probabilité d'abandon scolaire de 7,5 pour cent (IFPRI, 2004).

D'autres obstacles importants à la fréquentation de l'école primaire formelle des populations rurales ont été surmontés par l'effacement ou la réduction des frais scolaires, par l'accès gratuit aux matériels didactiques et aux uniformes scolaires et, à un niveau moindre, par la construction d'écoles dans les zones rurales. En Afrique subsaharienne, selon l'UNESCO (2008), le taux net de scolarisation a augmenté de 26 pour cent entre 1999 et 2004, avec une croissance annuelle six fois plus élevée qu'au cours de la période avant Dakar. L'accroissement de 11 pour cent dans l'Asie du Sud et de l'Ouest a également été impressionnant. Il reste toutefois encore beaucoup de travail à faire. Dans certains pays, les taux nets de scolarisation des enfants en âge de l'école primaire sont inférieurs à 60 pour cent. Souvent, les enfants des ménages pauvres ne fréquentent pas l'école ou doivent affronter des obstacles majeurs pour avoir accès à une éducation de bonne qualité (UNESCO, 2008; Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies, 2005). La Biennale 2008 de l'ADEA (Association pour le développement de l'éducation en Afrique) sur l'enseignement postprimaire a souligné le manque de possibilités de continuer leurs études à des niveaux supérieurs d'éducation auquel font face les populations rurales et a recommandé aux décideurs de combler ces lacunes.

Un exemple de l'Inde: un partenariat entre le secteur privé et le gouvernement pour distribuer des millions de repas scolaires

Organisations: Gouvernement de l'Inde, fondation Deshpande, fondation Akshaya Patra

Source:

http://commitments.clintonglobalinitiative.org/projects.htm?status=1&category=50&sort_order=DESC&sort_by=lastactivity&start=24

En Inde, un programme novateur d'alimentation scolaire a été lancé au mois de janvier 2008. Le but du programme était de distribuer chaque année des repas scolaires à plus de 200 millions d'enfants. L'objectif était de développer un programme durable à long terme avec le soutien du gouvernement, des donateurs du secteur privé et des particuliers pour que les élèves indiens à partir des jardins d'enfants jusqu'au niveau 10 (seconde) puissent recevoir au moins un repas nutritif par jour. Le programme est à présent opérationnel dans le Karnataka, l'Uttar Pradesh, le Rajasthan, l'Orissa et le Gujarat.

Le programme a été possible grâce à un partenariat entre la fondation Deshpande d'Andover, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, la fondation Akshaya Patra, en Inde et le programme Midday Meal (repas du midi) du Gouvernement de l'Inde. La fondation Deshpande, une organisation plutôt jeune établie aux Etats-Unis en 1996, soutient le travail dans les domaines de l'innovation, de l'entrepreneuriat et du développement international. La fondation Deshpande a fait une donation pour financer la construction de la plus grande cuisine du programme et soutient également la fondation Akshaya Patra, qui est considérée comme «un nouveau modèle d'ONG en Inde». Akshaya Patra dirige à présent le plus grand programme d'alimentation scolaire dans le monde.

Dans le cadre du programme, on distribue à présent les repas à plus de 800 000 enfants par jour. La plupart des plats sont préparés dans 11 grandes cuisines centralisées. Les cuisines sont tellement efficaces que l'on peut préparer plus de 100 000 repas en moins de cinq heures, avec une main-d'œuvre minimale et une qualité continue maximale. La cuisine du district Hubli du Karnataka, qui est considérée la plus grande cuisine dans le monde, peut préparer presque 200 000 repas chaque jour. Les cuisines ont été conçues de façon novatrice et le circuit d'approvisionnement est efficace et profite des produits locaux des agriculteurs de village. Les repas sont délivrés par camion dans toutes les zones scolaires, notamment les zones rurales. Les aliments sont emballés dans des récipients d'acier inoxydable et envoyés dans des véhicules spéciaux calorifuges et sans poussière.

Le programme comprend également une composante spéciale pour les écoles rurales éloignées où des groupes de femmes suivent des cours de formation dans les domaines de l'hygiène et de la nutrition et préparent les repas chaque jour, tout en gardant les mêmes normes élevées de qualité des cuisines centrales certifiées. Ces cuisines plus petites des zones rurales peuvent nourrir environ 600 enfants par jour.

Les repas scolaires sont un lien important entre l'éducation et la santé des enfants. En Inde, plus de 40 millions d'enfants souffrent de la malnutrition et des maladies y associées, comme l'anémie et la diarrhée. Pour de nombreux enfants, le repas à l'école est le repas principal de la journée, et il fournit jusqu'à 40 pour cent du besoin journalier en micronutriments. Des études entreprises dans la ville de Bangalore ainsi que dans les villages ruraux du Rajasthan ont montré que les repas scolaires contribuent à une fréquentation scolaire plus élevée, en particulier parmi les filles, et à une meilleure capacité d'apprentissage.

Un exemple de la Bolivie: surmonter les obstacles à l'éducation des communautés rurales reculées

Organisations: fondation Peuple, fondation W.K. Kellogg, gouvernements municipaux

Source: <http://www.wkkf.org/default.aspx?tabid=94&CID=145&NID=85&ItemID=5001013&LanguageID=0>

Le Programme d'accueil des étudiants auprès des familles, de la fondation Peuple, en Bolivie, a gagné le deuxième prix du cycle 2006/2007 du concours Expériences dans l'innovation sociale, organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Grâce au programme, les jeunes des familles extrêmement pauvres vivant dans les communautés reculées des hautes-terres de la Bolivie ont été en mesure de fréquenter l'école de façon régulière.

Au moment de son lancement, il y a 10 ans, le programme était relativement petit, mais à présent il s'occupe de plus de 280 étudiants des districts municipaux de Yanacachi, de Llallagua, de Pocoata et de Colquecha. Le soutien financier des gouvernements municipaux, qui ont signé des accords avec la fondation Peuple garantissant des fonds de leurs budgets annuels, assure la durabilité de ce modèle.

La région des Andes en Bolivie est caractérisée par un indice de développement faible et un nombre élevé de communautés isolées. Les taux d'abandon scolaire dans les hautes-terres des Andes sont parmi les plus élevés du pays. Dans le Potosí du nord, seulement 58,5 pour cent des écoles ont des cours au-delà du niveau 3 (CE2). Les distances entre les communautés et les écoles ayant des cours après le niveau 8 (quatrième) obligatoire sont en moyenne d'environ 11 kilomètres – pour les enfants, c'est une marche à pied de deux heures.

Le programme établit des centres éducatifs dans des villages localisés de façon stratégique pour faciliter l'accès à l'école des jeunes des communautés voisines. L'initiative prévoit également un réseau de logements auprès des familles. Au cours de la semaine, les jeunes se concentrent sur les études et participent aux séminaires de renforcement des capacités sur la nutrition, l'hygiène et la santé. A la fin de la semaine, ils rentrent chez eux. Dans le cadre du programme, les enseignants suivent des cours de formation réguliers pour améliorer la qualité de leur enseignement.

Il est intéressant à noter que le programme se base sur une ancienne coutume des populations Aymara, un groupe indigène de la Bolivie, désignée *utawawa*. Les familles résidant loin de l'école envoyaient leurs enfants à vivre avec des parents ou des parrains pour étudier. Le problème était que, en échange du logement et de la nourriture, le jeune devait s'occuper de nombreuses tâches domestiques et agricoles. Tout en fournissant une éducation à certains enfants, cette tradition a favorisé le travail des enfants.

Dans le cadre du Programme courant d'accueil des étudiants auprès des familles, la qualité des services fournis par les familles est étroitement contrôlée par le personnel de chaque centre éducatif. Les droits des étudiants comprennent leur propre lit, des repas adéquats et des conditions de vie propres et hygiéniques. Le programme a clairement démontré de disposer des capacités pour aider les étudiants à améliorer leurs résultats scolaires et accroître le nombre d'enfants scolarisés. Ne devant pas travailler pour payer leurs études et ayant leurs besoins de base satisfaits, la plupart des étudiants ont eu de bons résultats scolaires.

Le Comité d'évaluation du programme de concours de la CEPALC a indiqué que ce programme se distingue pour l'échelle de ses résultats: une amélioration significative dans l'accès, la fréquentation et l'achèvement de l'école primaire, la promotion de la scolarisation des filles et la contribution à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'éducation primaire pour tous et l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

Défi 2

Qualité de l'éducation et de la formation

La qualité de l'éducation et de la formation dans les zones rurales a du retard par rapport à la qualité des zones urbaines. Pourtant, la qualité est toujours un aspect crucial de base pour tout progrès dans le cadre de l'EPR. La qualité de l'éducation et de la formation dépend de nombreux facteurs, tels que la qualité des installations existantes comme les écoles, les internats et les centres de formation; les qualifications des agents de vulgarisation et des enseignants et leurs aptitudes; la qualité des matériels didactiques et de formation; et l'utilisation de l'évaluation formative pour une amélioration continue. D'autres facteurs importants sont les qualités des cadres supérieurs pour veiller à ce que les ressources soient fournies à long terme et que la motivation soit maintenue, l'établissement d'un programme d'étude spécifique et des liens étroits avec la communauté pour le soutien. La pertinence de l'éducation et de la formation est fondamentale pour accroître l'intérêt et l'utilité pour les populations rurales. L'apprentissage contextuel permet aux apprenants de tous les âges d'étudier, de résoudre les problèmes réels et d'acquérir les compétences nécessaires dans la vie courante (FAO/UNESCO-IIPE, 2003). Lorsque le programme d'étude, les matériels didactiques et les méthodes d'enseignement sont conçus de façon à correspondre aux réalités rurales, la qualité et l'utilité perçues de l'enseignement s'améliorent parmi les parents et les étudiants.

L'enseignement non formel est rarement obligatoire. La pertinence de l'éducation et de la formation non formelles revêt ainsi une importance capitale pour les apprenants ruraux jeunes et adultes. Les habitants des zones rurales «votent avec leurs pieds» et peuvent simplement choisir de ne pas revenir aux cours complémentaires d'éducation et de formation si la qualité et la pertinence perçues du service fourni sont faibles.

Dans certains cas, on prévoit la flexibilité pour inclure des contenus locaux dans l'éducation et dans la formation. Les programmes qui prévoient l'établissement participatif des programmes d'étude au niveau local (districts et régions) conjugué à la planification nationale des programmes au niveau central peuvent être beaucoup plus intéressants que les programmes uniquement soutenus au niveau central (FAO, 2002b).

L'éducation et la formation favorisant l'ajustement des habitants des zones rurales aux nouvelles réalités et tendances, comme les défis liés à la santé et au marché, le changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles, satisferont au mieux les intérêts des apprenants. Un défi associé aux nouvelles réalités et aux nouvelles tendances est que les élèves pourraient ne pas apprécier tout de suite l'importance de la formation et de l'éducation sur ces thématiques.

Les Plans nationaux d'action de l'Education pour tous ont réussi à scolariser des millions d'étudiants supplémentaires par rapport aux chiffres d'il y a une dizaine d'années. Il faudra entreprendre des actions vigoureuses pour garantir aux étudiants des zones rurales plus d'inclusion, de rétention et d'achèvement par rapport à l'éducation de base ainsi que la continuation de leurs études aux différents niveaux du système d'éducation. Le maintien d'une éducation de haute qualité fait sans doute partie de la formule idéale pour retenir les étudiants à l'école. Les innovations éducatives sont également essentielles pour maintenir la qualité. Par exemple, les programmes de jardins scolaires ont été utilisés de façon efficace pour accroître la

pertinence et la qualité de l'enseignement des langues, des mathématiques, des sciences, de l'agriculture et de l'entrepreneuriat.

Un exemple du Honduras: éducation alternative pour atteindre les jeunes et les adultes des zones rurales

Organisations: *Educatodos*, USAID, Gouvernement du Honduras, municipalités, ONG, secteur privé

Source: <http://www.educatodos.hn/> et <http://www.comminit.com/en/node/149305>

Le Secrétariat de l'éducation du Honduras a créé *Educatodos* en 1996 pour trouver le moyen d'atteindre les jeunes non scolarisés et pour veiller à ce que les jeunes et les adultes puissent terminer au moins le niveau 6, dans le cadre des objectifs de l'EPT du pays. Selon des enquêtes, au moins 540 000 jeunes avaient abandonné l'école et, de surcroît, 1,1 million de jeunes adultes entre 19 et 30 ans n'avaient pas terminé les neuf ans d'enseignement primaire. Les enquêtes indiquaient également que de nombreux adultes étaient intéressés à trouver un moyen alternatif pour acquérir une éducation de base. Le but général du programme était d'augmenter la participation économique et les revenus des pauvres en élargissant l'accès à une éducation de base de haute qualité pour les jeunes et les adultes non scolarisés.

Avec l'aide d'USAID et le soutien supplémentaire fourni par les gouvernements municipaux, les organisations bénévoles et les entreprises du secteur privé, le programme *Educatodos* a été conçu pour répondre de façon rentable à la demande en éducation de base en beaucoup moins de temps par rapport au système d'éducation traditionnel. Le programme a été lancé pour que les jeunes et les adultes des zones rurales reculées ait la possibilité d'achever les niveaux 1 à 6 (du CP à la sixième) en trois ans seulement. En 2000, le programme a été élargi pour y inclure les niveaux 7 à 9 (de la cinquième à la troisième) et il inscrit à présent environ 80 000 jeunes et adultes par an avec deux périodes d'enseignement chaque année.

Les cours d'*Educatodos* sont organisés dans des bâtiments privés et publics existants au niveau de la communauté comme les usines, les entreprises, les écoles, les églises et les centres communautaires. Le programme d'étude est présenté de façon intégrée par le biais de programmes radio interactifs, en y incluant des documents papier et des matériels audio. Le programme est mis en œuvre aux centres d'apprentissage par plus de 4 000 facilitateurs bénévoles ayant des formations différentes. Le contenu éducatif se base sur le programme national d'étude pour l'éducation de base.

En 2001, des chercheurs de l'Universidad Pedagógica Nacional Francisco Morozán ont réalisé une étude pour contrôler l'apprentissage en comparant les étudiants d'*Educatodos* et les élèves du système d'éducation national traditionnel. Les résultats ont montré que les étudiants d'*Educatodos* avaient des rendements scolaires similaires et, dans certains cas, meilleurs dans des sujets comme l'espagnol et les mathématiques par rapport aux élèves de l'école publique. Ces résultats ont été atteints même si les élèves d'*Educatodos* disposaient de moins de ressources, passaient moins de temps à l'école et suivaient des cours tenus par des facilitateurs bénévoles à la place des enseignants.

Grâce à la documentation du programme, on a été en mesure d'estimer que les années de scolarisation supplémentaire ont accru les recettes de tous les diplômés d'*Educatodos* au cours des années de plus de 250 millions de dollars EU. D'autres avantages obtenus par la participation au programme *Educatodos* étaient: les améliorations de la santé de la famille; une acceptation et une utilisation plus poussées de la planification familiale; la réduction des taux d'abandon scolaire et de redoublement au cours du primaire des enfants inscrits au programme; et l'augmentation de la participation civique.

Un exemple de l'Inde: les laboratoires mobiles présentent un enseignement passionnant des sciences aux classes des zones rurales

Organisations: fondation Agastya International, Give2Asia, Gouvernement de l'Inde

Source: <http://www.agastya.org/aboutus.htm> and <http://www.give2asia.org/page12021.cfm>

Agastya International est une ONG qui est dirigée par des entrepreneurs, des éducateurs, des scientifiques, des enseignants et des enfants et a pour but de transformer et de revitaliser l'enseignement primaire et secondaire en Inde, notamment dans les villages ruraux. Elle a élaboré un modèle d'enseignement des sciences qui est abordable et replicable partout dans le monde.

Jusqu'à présent, Agastya a atteint, grâce au programme, plus de 70 000 enseignants et deux millions d'enfants.

En Inde, surtout dans les villages ruraux, la méthodologie éducative dominante est représentée par un terne apprentissage par cœur qui ne donne pas aux enfants pauvres du milieu rural les outils nécessaires à surmonter la pauvreté. En tant que puissance mondiale des technologies de l'information (TI), le Gouvernement de l'Inde continue à concentrer ses ressources éducatives sur le groupe relativement petit d'ingénieurs et de scientifiques du milieu urbain, sans tenir compte de la composante la plus nombreuse de la population – les communautés rurales qui manquent d'un enseignement primaire et secondaire adéquat. On estime que 13 millions d'enfants de moins de 15 ans ne sont pas encore scolarisés; il s'agit pour la plupart de filles et d'enfants qui vivent dans les zones rurales.

Grâce au soutien financier de Give2Asia, la fondation Agastya International a élaboré et mis en œuvre un programme novateur d'enseignement en utilisant des laboratoires mobiles de sciences. Ces unités mobiles ont fait des milliers de kilomètres pour atteindre même les écoles les plus éloignées dans tous les Etats méridionaux de l'Andhra Pradesh, du Karnataka et du Tamil Nadu. Chaque laboratoire mobile atteint environ 30 000 étudiants par an.

Trente minibus équipés de tablettes rabattables, d'écrans de projection et de modèles pour les expériences sont utilisés pour les activités du programme. Les cours sont organisés dans les villages, dans les écoles, sous les arbres ou en plein air si les conditions météorologiques sont favorables. Le programme n'attire pas seulement les étudiants et les enseignants, mais également les parents, les journaliers et d'autres villageois. Pour maintenir une certaine continuité, les laboratoires mobiles se rendent auprès de la plupart des écoles sur base hebdomadaire pour une période de plusieurs semaines.

Plus de 120 expériences simples et amusantes ont été élaborées pour expliquer et démontrer différents principes scientifiques. Les expériences utilisent souvent des matériaux et des fournitures à bon marché qui se trouvent facilement. L'apprentissage est pratique et déductif et encourage la méthode d'imagination collective et la résolution des problèmes.

Par exemple, dans une expérience proposée, chaque enfant a les yeux bandés et reçoit une petite tasse d'eau: il doit la goûter et reconnaître un liquide ordinaire, salé et sucré. De cette façon, les enfants apprennent les liens entre le cerveau et les sens. Une autre expérience utilise un journal roulé pour simuler un télescope improvisé et démontrer le concept de la réfraction tandis qu'une boîte à chaussures est utilisée pour expliquer le fonctionnement d'un appareil photo.

Entre 50 et 100 enfants participent habituellement à chaque séance du programme. Les équipes des spécialistes restent de deux à trois heures dans chaque localisation et les cours ont une durée habituelle de 45 minutes/une heure. Une équipe peut se rendre dans deux ou trois écoles par jour, selon les distances entre les écoles. Les équipes mobiles organisent également de façon périodique des fêtes dans les zones rurales où elles recrutent des étudiants volontaires de 14-16 ans pour conduire les expériences scientifiques avec les enfants plus jeunes.

Les évaluations du programme ont montré des changements importants dans les

attitudes des étudiants envers l'apprentissage. Les enfants et leurs parents semblent avoir trouvé un nouvel intérêt pour l'école et l'éducation en général. Les enseignants sont plus motivés et utilisent de nouvelles méthodes d'enseignement après avoir observé les approches d'apprentissage plus interactives utilisées par les équipes des laboratoires mobiles.

Défi 3

Décentralisation et engagement communautaire

Les gouvernements adoptent des degrés différents de décentralisation lors de la prise de décision et de la distribution des ressources. Dans certains cas, la décentralisation est considérée comme une mesure utile pour faire des économies et une façon de réduire la taille des bureaucraties centrales. Dans d'autres cas, elle est considérée comme une façon de rendre les services plus efficaces car la chaîne du processus décisionnel est raccourcie et les actions sont de plus en plus pertinentes avec les réalités locales. Le même concept s'applique à l'éducation, à la formation et au renforcement des capacités.

La décentralisation est une réponse aux systèmes d'éducation nationaux plus traditionnels et contrôlés au niveau central. Lorsque la décentralisation a été conjuguée avec une plus grande flexibilité des programmes d'étude formels et non formels et avec un contrôle local sur les contenus, les résultats ont été encourageants. L'augmentation du niveau d'engagement communautaire aux programmes d'éducation et de formation est un avantage du processus décisionnel concernant l'éducation, contrôlé au niveau local. Les systèmes d'éducation et de formation qui conjuguent les programmes d'étude planifiés au niveau central avec certains contenus locaux définis grâce aux apports de la communauté ont été couronnés de succès dans plusieurs essais. En Thaïlande, par exemple, on a accepté que jusqu'à 40 pour cent du programme d'étude soit basé sur les besoins communautaires et locaux (FAO/UNESCO-IIPE, 2002).

D'autres formes de flexibilité jouent un rôle important dans l'accroissement de l'accès à la formation et à l'éducation. Par exemple, il serait probablement nécessaire que les horaires de la formation et des écoles non formelles soient flexibles pour s'adapter aux conditions météorologiques, aux systèmes de cultures et aux déplacements des nomades (Acker et Gasperini, 2008; BAD/UNESCO-IIPE, 2005). Un certain contrôle au niveau local des processus éducatifs formels pourrait reconnaître des adaptations comme l'utilisation des langues locales en tant que moyen d'enseignement jusqu'aux classes moyennes du primaire. Il pourrait également favoriser une certaine flexibilité pour ce qui concerne l'âge d'entrée à l'école pour les enfants qui vivent dans des zones reculées et doivent faire de longs trajets à pied pour aller à l'école. L'engagement des communautés pourrait également favoriser l'engagement d'autres personnes-ressources de la communauté pouvant enseigner des compétences que le personnel de vulgarisation et les enseignants ne connaissent pas.

La décentralisation peut représenter le premier pas dans la direction d'une plus grande participation de la communauté. Les approches participatives et basées sur la communauté pour la gestion des écoles et pour l'établissement des programmes d'étude ont accru le sentiment d'appropriation des écoles de la part des communautés, ce qui est un des facteurs conduisant à l'augmentation des inscriptions (ADEA/FAO, 2007). Les familles rurales ont besoin de constater que l'éducation reçue par leurs enfants est pertinente, que l'école est un milieu protégé et que la supervision adéquate de l'institution est garantie. Le développement des organisations parents-enseignants peut avoir un impact significatif sur les ressources disponibles pour l'école ainsi que sur l'amélioration du suivi concernant la qualité, la pertinence et les facteurs de soutien ayant une importance cruciale, comme les programmes d'alimentation scolaire. Une meilleure coopération entre l'école et la communauté s'accompagne d'opportunités intéressantes visant à

intégrer un enseignement qui conjugue l'apprentissage dans les classes et celui qui est basé dans la communauté (FAO/UNESCO-IIPE, 2005a).

Les jardins scolaires ou les radios scolaires rurales peuvent être utilisés comme deux façons différentes de promouvoir l'engagement de la communauté.

L'engagement et le contrôle au niveau local pour ce qui concerne l'enseignement sont cruciaux si l'on veut réussir. Lors d'un atelier de l'EPR organisé à Bangkok en 2002, ce processus d'autonomisation de la communauté a été désigné comme un passage «d'un statut d'assisté à un statut d'appropriation».

La décentralisation a également un côté plus obscur. Les gouvernements centraux l'ont utilisée comme une excuse pour déplacer les fonds de l'EPR à des services éducatifs en faveur de l'élite en offrant l'enseignement gratuit aux habitants des villes tandis que l'enseignement pour les populations rurales était toujours basé sur la participation aux frais. Les politiques de participation aux frais, souvent recommandées par des interventions d'ajustement structurel, ont eu pour résultat la diminution de l'accès à l'éducation et à la formation des communautés pauvres. En 2000, la Banque mondiale, reconnaissant l'effet pervers des politiques de participation aux frais sur l'augmentation de l'accès aux services éducatifs de base, a reconsidéré ses propres politiques et a renoncé à recommander la participation aux frais dans le domaine de l'éducation de base.

Pour ce qui est de l'enseignement non formel, les centres communautaires d'apprentissage des zones reculées peuvent fournir l'éducation de base, notamment la formation de base, l'éducation en matière d'environnement et l'éducation en matière de santé et de VIH/SIDA (FAO/UNESCO-IIPE, 2005a). Ces centres peuvent être simplement des écoles primaires utilisées comme des structures pour l'éducation des adultes après les heures de cours.

Un exemple du Cambodge: la fonction cruciale de l'engagement de la communauté pour un enseignement de qualité dans les zones rurales

Organisations: World Education, EQUIP1, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports

Source: http://www.worlded.org/WEInternet/features/cambodia_rural_communities.cfm

Bien que la Constitution du Cambodge garantisse le droit à l'éducation de base pour tous les enfants du pays, on constate des écarts entre les politiques et la réalité. Les obstacles qui se posent à une éducation de base de qualité, surtout dans les zones rurales reculées, comprennent la faible pertinence de l'enseignement, la pénurie d'enseignants, les ressources financières limitées, les grandes distances à franchir pour atteindre les écoles disponibles et la faible importance de l'éducation perçue par les parents et par la communauté dans son ensemble.

Dans certaines zones rurales, les équipements scolaires sont inadéquats et il est difficile d'embaucher les enseignants à cause des mauvaises conditions de vie et de travail dans les villages. La plupart des ménages ne peuvent pas payer les frais scolaires et les fournitures. Les familles cambodgiennes des zones rurales préfèrent garder leurs enfants à la maison, surtout les filles, pour s'occuper des frères et des sœurs plus jeunes et pour faire le ménage.

Le programme Educational Support for Children of Underserved Populations (ESCUP – Soutien éducatif aux enfants des populations défavorisées) a été conçu pour accroître l'accès à l'éducation de base et en améliorer la qualité dans les communautés rurales. Le programme est mis en œuvre dans les provinces de Kampong, Cham, Kratie et Mondulhiri avec le soutien technique de World Education, du American Institute for Research (Institut américain pour la recherche) et d'EQUIP1 dans le cadre d'un accord de coopération avec

USAID et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Les domaines d'intervention sont: l'éducation des enseignants, l'accès à l'éducation et sa qualité et les partenariats entre les écoles et les communautés.

Au village de Chour Krang, dans la province nord-orientale de Kratie, les enfants de la minorité Steang, pour aller à l'école, devaient marcher chaque jour presque quatre kilomètres dans des bois et des brousses épais. L'éducation des enfants plus petits était retardée à cause de ces grandes distances. Les enfants de Beoung Char, une île de 15 kilomètres dont le système routier était inadéquat, située au milieu du fleuve Mékong sur la frontière de la province de Kratie, avaient un problème similaire. Bien que les écoles sur l'île fussent trois, elles étaient trop éloignées pour la plupart des enfants.

Pour aider à résoudre certains de ces problèmes, World Education et ses partenaires ont commencé à organiser des comités scolaires composés d'enseignants, de parents et de notables des villages. Grâce au soutien du projet ESCUP, les membres de la communauté ont travaillé ensemble pour trouver des solutions et pour entreprendre les actions nécessaires. A Chour Krang, les membres de la communauté ont construit ensemble un bâtiment scolaire temporaire plus proche du village. Les fonds pour les matériels ont été fournis par le biais du projet tandis que la communauté a fourni la main-d'œuvre. Cette activité a eu pour résultat une plus grande participation et un plus grand engagement des parents et des notables du village dans la scolarisation des enfants. Plus de 113 enfants fréquentent à présent l'école. La distance à franchir pour aller à l'école est diminuée et les enfants peuvent donc s'inscrire aux cours à l'âge de six ans. La communauté et les enseignants travaillent maintenant ensemble pour identifier les jeunes non scolarisés et les aider à reprendre l'école.

A Beoung Char, le comité scolaire a travaillé ensemble pour construire plusieurs petites écoles dans des zones éloignées des écoles publiques existantes. Il était alors difficile de trouver des enseignants qui acceptaient de vivre et de travailler dans ces zones reculées. Dans le cadre du projet ESCUP, on a identifié, avec la collaboration des communautés, les membres locaux pouvant travailler en tant qu'enseignants et l'on a leur donné les cours de formation nécessaires. Le résultat a été très positif car les enseignants provenant des communautés locales comprennent mieux les enfants et leur situation. Au Cambodge, grâce à ESCUP, les communications et la collaboration entre les communautés, les écoles et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports se sont améliorées et le rôle de la communauté dans la promotion d'un enseignement de qualité pour ses enfants a été renforcé.

Un exemple de la Chine: établissement d'un programme d'éducation en matière d'environnement orienté sur la communauté à complément de l'enseignement primaire dans les zones rurales

Organisations: fondation Rural China Education, Green Watershed, Brooks, Réserve naturelle Lashi Hai, Bureau de l'éducation

Source: http://www.ruralchina.org/site/index.php?option=com_content&task=view&id=72&Itemid=113

Travaillant avec les écoles locales, le projet Native Soil Education (Education des terres indigènes) représente un effort de la fondation Rural China Education (Education dans la Chine rurale) visant à enrichir le programme d'étude national avec un plan de cours non formels adaptés aux intérêts et aux besoins locaux.

Le projet a été mis en œuvre dans la commune de Lashi dans la province du Yunnan, au sud de la Chine, une zone importante du point de vue de l'environnement qui s'appelle bassin hydrographique Lashi Hai, où les fleuves Yangzi Jiang et Lancang se rejoignent

dans le lac Lashi. L'eau sort du lac et forme le fleuve Mékong qui traverse cinq pays et se jette enfin dans la mer de Chine méridionale.

Le bassin comprend une des rares zones humides en altitude du pays et possède une riche diversité biologique et culturelle. La plupart des gens appartiennent à une des deux minorités ethniques – les Naxi et les Yi. Les activités de travail traditionnelles sont la pêche dans les eaux du lac Lashi, l'agriculture et l'emploi en tant que bûcherons du gouvernement.

Dans les années 90, une série de politiques inefficaces du gouvernement et la construction du barrage ont laissé les communautés de ces zones en proie à la pauvreté, et les minorités ethniques étaient encore plus défavorisées. Le barrage a sérieusement endommagé l'écosystème local et détruit les terres agricoles. Le gouvernement a alors déclaré que le lac Lashi était une réserve protégée de zone humide et a interdit la pêche. En 1998, le gouvernement a interdit l'abattage des arbres dans la province – ce qui a été une décision positive pour l'environnement, mais dévastatrice pour l'économie locale et pour les bûcherons qui dépendaient de ce revenu.

Grâce au gouvernement et à deux ONG – Green Watershed et Brooks – la situation est à présent en voie d'amélioration. Les communautés du bassin sont de plus en plus engagées et assument une plus grande responsabilité dans la gestion des ressources naturelles de cette zone. A soutien de cet effort, le projet Native Soil Education a été conçu pour encourager les enfants à apprécier leur région, leur culture et le milieu naturel environnant. Grâce au projet, ils comprennent mieux les changements drastiques qui se sont récemment produits dans leur région, et acquièrent les compétences et les connaissances nécessaires pour contribuer au développement durable de leur communauté, à présent et à l'avenir.

Le processus d'établissement des programmes d'étude est commencé en novembre 2006. Les membres de la communauté locale ont participé à ce processus et ont conçu la plupart des contenus du programme, comme la littérature et l'art indigènes, les histoires de vie des membres de la communauté, et les endroits et les scènes familiers de la vie de tous les jours des étudiants. Après des consultations communautaires approfondies, l'équipe de projet et les enseignants locaux ont passé des mois à écrire le livre de texte et les activités d'accompagnement.

Le texte, *I love Lashi Hai (J'aime Lashi Hai)*, est utilisé dans les cours des niveaux 3 et 4 (CE2 et CM1) et encourage l'investigation et l'exploration. Le projet favorise les méthodes d'apprentissage qui encouragent les étudiants à connaître et à contribuer au développement de leurs communautés locales. Les cours comprennent des activités de simulation et d'investigation qui favorisent l'apprentissage par l'expérience et donnent aux étudiants les outils nécessaires à agir. Au cours des vacances d'été, les enseignants de l'école sont invités à un camp local où ils apprennent et pratiquent les activités participatives basées sur le programme d'étude. Le programme d'étude est nouveau, mais les remontées d'information initiales de l'école sont très positives.

Un exemple du Népal: gestion communautaire des écoles dans les zones rurales

Organisations: Banque mondiale, Centre for Community Development and Research (CCODER), PNUD, Programme alimentaire mondial, UNICEF

Source: <http://www.irinnews.org/report.aspx?reportid=28862> and http://www.ccoder.org/com_school.htm

Au fil des ans, des problèmes graves se sont présentés au Népal pour ce qui concerne l'EPR. Le taux d'alphabétisation du Népal est un des plus faibles dans le monde, tandis que le taux d'abandon des enfants est un des plus élevés (70 pour cent). Les écoles sont habituellement inadéquates et disposent d'équipements scolaires mal entretenus et d'enseignants qui ne sont ni qualifiés ni engagés. L'insurrection maoïste qui se propage dans tout le pays a perturbé de façon particulière l'éducation, surtout dans les zones rurales.

En vue d'améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité et faire des progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, le gouvernement, encouragé par la communauté internationale de développement et des donateurs, a tracé un plan d'action visant à transférer progressivement la responsabilité de l'éducation aux communautés locales. La base légale concernant les écoles gérées par la communauté a été exprimée dans la Loi d'autogouvernance locale de 1999. Les premiers transferts ont eu lieu en 2002 lorsque 95 écoles ont été remises à la gestion des communautés. En 2006, plus de 2 200 écoles précédemment gérées par le gouvernement dans 62 des 75 districts du pays ont été remises à la gestion des communautés locales.

Pour réussir, cette réforme à grande échelle requiert l'assistance des organisations et des agences internationales de développement ainsi que des ONG nationales et locales. Plusieurs initiatives sont soutenues par les différentes agences de développement et ONG, notamment le Community School Support Programme (CSSP – Programme de soutien aux écoles communautaires), financé par la Banque mondiale; la Community-Owned Primary School (COPE – Ecole primaire communautaire) assistée par les projets soutenus du PNUD, par le Programme alimentaire mondial, par l'UNICEF et par le FNUAP; et les écoles communautaires soutenues par le Centre for Community Development and Research (CCODER – Centre pour le développement communautaire et la recherche). Dans la plupart des cas, le gouvernement fournit une subvention unique de 1 500 dollars EU aux écoles qui seront gérées par la communauté. Après cette subvention initiale, les écoles sont complètement indépendantes sans aucune autre influence de la part du gouvernement.

Les arrangements de gestion sont quelque peu différents selon l'organisation ou l'agence de soutien. Par exemple, les écoles du CSSP sont gérées de façon conjointe par les enseignants, les parents, les notables et une organisation régionale, le Comité régional pour le développement communautaire (RDCD). L'organisation régionale est une fédération de plusieurs organisations villageoises appelées Comités de développement communautaire (CDC). Chaque comité de développement communautaire envoie des représentants au Comité d'éducation communautaire régional (CEC). Le comité d'éducation communautaire, avec les enseignants et les parents, est responsable de l'organisation, de la surveillance et du contrôle de toutes les questions scolaires. Ainsi, les écoles sont gérées avec une participation et une appropriation communautaires maximales. Par exemple, le comité d'éducation communautaire a le pouvoir d'embaucher et de licencier les enseignants n'ayant pas atteint les niveaux requis.

La réforme éducative a dû faire face à de nombreux défis et de nombreuses controverses. L'Association nationale des enseignants du Népal, avec ses 80 000 membres, s'est prononcée contre la réforme. Les enseignants sont inquiets du fait que la responsabilité de leur surveillance, embauche et licenciement soit donnée aux communautés locales. Les Maoïstes voudraient que le gouvernement reprenne en main le système d'éducation et accusent l'Etat de ne pas assumer ses responsabilités.

Tous les signes montrent que, tenant compte de la performance extrêmement faible des écoles sous l'administration gouvernementale, la réforme des écoles communautaires fonctionne. En 2007, le portail d'information népalais Katiput a indiqué que dans les 500 écoles communautaires du district d'Illam, les inscriptions des filles dépassaient celles des garçons. Des évaluations de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale effectuées lors d'une enquête sur 30 écoles communautaires sélectionnées desservant 10 000 ménages ont montré que le nombre d'enfants non scolarisés (de 5 à 9 ans) est passé de 41 à 15 pour cent et le nombre de filles non scolarisées est passé de 42 à 15 pour cent. D'autres résultats ont été l'augmentation du sentiment d'appropriation et de la participation de la communauté démontrée par un nombre plus élevé de réunions des comités de gestion des écoles, par une augmentation de la génération de ressources et par des visites plus fréquentes des parents aux écoles. On a signalé également de nombreux transferts d'enfants des écoles privées aux écoles communautaires, la réduction de l'absentéisme des enseignants et l'amélioration de l'environnement d'apprentissage.

Défi 4

Environnements d'apprentissage sensibles aux questions de parité hommes-femmes

Les obstacles qui se posent à la pleine participation à l'éducation et à la formation des femmes adultes, des jeunes et des petites filles en âge de scolarité primaire des zones rurales sont nombreux et bien documentés. Les besoins en main-d'œuvre associée aux tâches agricoles et ménagères, les obstacles culturels, le manque d'infrastructures de pensionnat bien surveillées, le harcèlement sexuel et une vaste gamme de thématiques sur l'équité en matière de parité hommes/femmes ne représentent que certains des obstacles qui se posent à une participation plus poussée des femmes. Malheureusement, les obstacles liés au sexe pour la formation et l'éducation dans les zones rurales sont habituellement plus marqués que dans les zones urbaines (ADEA/FAO, 2007).

En même temps, la rentabilité sociale très positive de l'investissement en faveur de l'éducation et de la formation des filles et des femmes est largement prouvée. Dans *Higher agricultural education and opportunities in rural development for women* (FAO, 1997, préface), on trouve la déclaration ci-après:

«From a developmental perspective, investing in the education of females has the highest rate of return of any possible investment in developing countries» (Du point de vue du développement, les investissements en faveur de l'éducation des femmes ont le taux le plus élevé de rentabilité par rapport à tout autre investissement dans les pays en développement).

Certaines adaptations pour attirer et retenir les apprenantes sont toutefois nécessaires. Les horaires flexibles permettant de concilier les périodes de pointe dans la demande en main-d'œuvre pour les enfants, les jeunes et les adultes ont contribué à augmenter la fréquentation scolaire dans certaines écoles et aux événements de formation des agriculteurs. Dans les cas où les centres de formation ou les écoles sont éloignés des maisons des apprenants, des installations de logement protégées et bien encadrées se sont démontrées cruciales pour garantir le bien-être des participants et pour inspirer la confiance des membres de la famille qui contrôlent les décisions relatives à la participation des femmes. La sécurité et le respect de la vie privée pour les filles, comme des toilettes séparées, sont également des facteurs importants (Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies, 2005). L'accès à l'eau pour l'hygiène personnelle est aussi un facteur important pour la fréquentation des cours de la part des adolescentes.

Dans les milieux scolaires formels, un certain nombre d'innovations ont prouvé leur efficacité. Les rations à emporter pour les filles peuvent compenser la perte de main-d'œuvre lorsqu'elles sont à l'école (ADEA/FAO, 2007). Les virements de fonds conditionnels directs aux familles pour les récompenser de la fréquentation scolaire, comme *Bolsa Escola* (et après *Bolsa Familia*) au Brésil, ont montré des taux élevés de rentabilité. L'utilisation des enseignantes aide à garantir un environnement scolaire plus protégé et à offrir un modèle de rôle pour les étudiantes (FAO/UNESCO-IIPE, 2002). La réduction des stéréotypes sexistes dans le cadre des programmes d'étude peut améliorer l'ambiance de la classe (Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies, 2005). Si cela est vrai en général, il est toutefois

encore plus déterminant pour ce qui est des profils stéréotypés des femmes et des hommes en milieu rural, où l'inégalité et les injustices sont plus accentuées. Les dispositions légales et/ou les règlements scolaires contre le harcèlement sexuel et la violence sexuelle contribuent à passer un message clair sur ce que l'on attend du point de vue comportemental.

Un exemple du Burkina Faso: les inscriptions montent en flèche dans les écoles adaptées aux filles

Organisations: USAID, Plan International

Source: <http://www.plan-international.org/news/bright/>

Au Burkina Faso, des milliers de filles qui ne seraient pas à l'école sont à présent scolarisées grâce au projet mis en œuvre par Plan International avec le soutien financier de USAID-Millennium Challenge Corporation. Le projet, qui s'appelle BRIGHT (Burkinabé Response to Improve Girls Chances to Succeed – Réponse burkinabé pour améliorer les possibilités de réussite des filles) a atteint des niveaux élevés dans les taux de scolarisation et de diplômés en créant des environnements d'apprentissage de soutien dans 132 communautés de 10 provinces.

Au Burkina Faso, 73 pour cent des filles n'achèvent jamais l'école primaire. Nombreuses sont celles qui sont obligées de rester à la maison pour s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes et pour faire le ménage tandis que leurs parents travaillent dans les champs. Le manque de toilettes séparées à l'école est une des raisons principales qui gardent les filles loin de l'école. Dans le cadre d'une étude mondiale plus étendue, Plan International estime que la perte nette de croissance du Burkina Faso s'élèvera à 75 millions de dollars EU, si l'éducation des filles dans le pays n'est pas améliorée.

Le projet BRIGHT est mis en œuvre en collaboration avec les gouvernements et les communautés au niveau local dans le dessein de soutenir des classes accueillantes pour les enfants. Au Burkina Faso, on a créé les comités de gestion des écoles pour que les jeunes et les communautés puissent avoir leur mot à dire en ce qui concerne leur école locale. Les communautés engagées dans le projet ont été en mesure d'acquérir les meubles et les livres de texte pour les classes et de creuser des puits pour avoir de l'eau potable à la disposition des élèves et des enseignants.

La construction de toilettes séparées pour les filles et les garçons a été probablement l'amélioration qui a eu pour résultat l'accroissement le plus important des taux de scolarisation, de rétention et de diplômés parmi les filles. Les nouvelles installations ont également des dispositifs pour se laver les mains de façon hygiénique. Dans le cadre du projet, les étudiants et les membres de la communauté ont appris des notions d'assainissement et d'hygiène personnelle. Un aspect du projet qui a favorisé le recrutement et le maintien dans le poste des enseignants de qualité a été la construction dans la communauté de logements pour les enseignants. Les installations et les bâtiments ont été construits par la communauté en utilisant des matériaux locaux.

Dans le cadre du projet, on fournit un repas à midi à tous les étudiants et, en tant que mesure d'incitation supplémentaire, les filles qui fréquentent pour 90 pour cent ou plus du temps reçoivent une ration alimentaire à emporter. Dans certaines écoles, on a créé également des centres d'accueil de la petite enfance où les mères peuvent laisser sous surveillance les enfants les plus petits pour que les sœurs plus âgées puissent aller à l'école tandis qu'elles travaillent dans les champs. Selon Plan International, dans de nombreuses communautés où le projet était mis en œuvre, les inscriptions ont beaucoup dépassé les prévisions et dans certaines classes, les filles sont à présent plus nombreuses que les garçons.

Un exemple du Cambodge: le soutien psychologique à domicile aide à retenir les filles à l'école

Organisations: Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, UNICEF

Source: http://www.unicef.org/infobycountry/cambodia_39364.html

Au Cambodge, comme dans de nombreux autres pays, les filles ont tendance à abandonner l'école une fois qu'elles ont atteint les niveaux plus élevés de l'enseignement primaire, surtout dans les zones rurales du pays. On n'observe aucune disparité entre les filles et les garçons au niveau 1 (CP), mais au niveau 7 (cinquième), un pourcentage important de filles a déjà abandonné l'école.

Le Cambodge a fait beaucoup de progrès pour améliorer l'éducation depuis que les écoles avaient été abolies pendant la période du régime Khmer rouge, mais de nombreux parents n'apprécient pas la valeur de l'éducation. Dans les zones rurales en particulier, il est difficile pour eux de comprendre les possibilités économiques découlant de la scolarisation de leurs enfants. Les parents veulent souvent que leurs filles aident à faire le ménage à la maison, travaillent à leur côté dans les champs ou contribuent au revenu familial en travaillant dans les usines de vêtements à la place d'aller à l'école.

Bien que de nouvelles écoles aient été construites, que les enseignants aient suivi des cours de formation et que les taux de scolarisation soient augmentés au fil des ans, la participation à l'enseignement secondaire est faible et les disparités hommes-femmes sont importantes. Environ 30 pour cent des garçons et 10 pour cent des filles seulement poursuivent leurs études au secondaire.

La sensibilité aux questions de parité hommes-femmes est une des composantes principales d'un nouveau programme global, appelé l'initiative Ecole amie des enfants, mis en œuvre par le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports et soutenu par l'UNICEF. Le but général du programme est d'améliorer la qualité de l'éducation de base et d'assurer un accès équitable aux écoles.

Le soutien psychologique à domicile s'accompagne d'une composante de recherche communautaire visant à identifier les obstacles liés aux questions de parité hommes-femmes qui entravent l'accès à l'éducation et à trouver les moyens pouvant sensibiliser davantage la population sur ces questions. Les écoles amies des enfants vont à la rencontre des filles qui risquent l'abandon scolaire et de leurs familles.

Dans les écoles qui font partie du programme, on identifie les enseignantes et/ou les mères bénévoles qui agiront en tant que «conseillères des filles». Le programme se concentre sur les filles des niveaux 5 et 6 (CM2 et sixième). Les enseignants des classes informent les conseillères lorsqu'une étudiante est absente pour plus de trois jours. La conseillère se rend chez la fille pour parler du problème et pour trouver, avec la fille et ses parents, les raisons sous-jacentes de l'abandon scolaire. On identifie alors des solutions appropriées avec l'accord de la fille et de ses parents.

L'initiative de soutien psychologique à domicile a un succès considérable. Des études d'évaluation montrent que de nombreuses filles reprennent l'école après avoir reçu ce soutien à domicile avec leurs parents. Beaucoup de travail reste encore à faire parce que, même après le soutien à domicile, certaines filles ne rentrent pas à l'école et d'autres l'abandonnent de nouveau.

Défi 5

Efficacité organisationnelle et institutionnelle

Dans les situations où les ressources publiques sont sérieusement limitées, il est nécessaire que les programmes d'EPR trouvent des moyens pour optimiser leur efficacité organisationnelle. Aucune institution n'est en mesure de fournir, seule, tous les services éducatifs nécessaires dans les zones rurales. Une approche logique à suivre est de prendre en compte de façon systématique tout le réseau d'acteurs ruraux pouvant être mieux coordonnés pour optimiser la fourniture des programmes d'enseignement.

La coordination est nécessaire au macroniveau institutionnel, entre les ministères de l'éducation, de la jeunesse et de l'agriculture, ainsi qu'aux microniveaux, dans les écoles et les centres et les cours de formation, entre les prestataires d'éducation et de formation et les communautés et les apprenants. Un exemple de collaboration interministérielle se constate dans la Stratégie du Kosovo en faveur de l'EPR (MEST/MAFDR/FAO, 2004), préparée avec l'assistance technique de la FAO. La stratégie a été utile pour exploiter le financement des donateurs, comme l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), pour améliorer la qualité de l'éducation en augmentant la pertinence du programme d'étude par rapport aux besoins des populations rurales.

Un domaine particulièrement avantageux pour identifier les efficacités organisationnelles est celui de la coordination entre les prestataires de services orientés vers l'éducation, comme les agents de vulgarisation, les écoles, les organisations non gouvernementales, et le secteur privé. Par exemple, des agents qualifiés de vulgarisation agricole qui se trouvent déjà dans les zones rurales représentent une ressource potentielle de valeur pour animer les présentations de leur domaine de connaissance dans les écoles locales, pour conduire des cours d'éducation de base pour les adultes lorsque les agriculteurs se réunissent pour la formation technique, et pour organiser des écoles pratiques d'agriculture incluant des résultats techniques et d'éducation de base. De façon similaire, les enseignants ayant suivi des cours de formation dans des thématiques techniques spécifiques peuvent soutenir les programmes de vulgarisation quand ils n'enseignent pas, si on leur propose des mesures d'incitation adéquates.

La vulgarisation est un aspect important de l'EPR. Toutefois, cet aspect est souvent négligé en tant que programme d'éducation car il n'est pas habituellement dirigé par le ministère de l'éducation. Les activités de vulgarisation efficace ont essentiellement une double fonction, d'éducation et de communication, car elles retransmettent les besoins des utilisateurs aux chercheurs et aux décideurs. Une situation semblable de négligence affecte la plupart des activités d'éducation et de formation pour les jeunes et les adultes ruraux, comme l'alphabétisation et la formation de base, qui ne sont pas sous la responsabilité directe des ministères de l'éducation. Le manque de collaboration institutionnalisée entre les ministères explique la lenteur nécessaire à atteindre les objectifs de l'EPT visant à réduire l'analphabétisme des adultes et réaffirme le besoin de prévoir avec urgence des programmes intersectoriels et interinstitutionnels concertés en faveur des jeunes et des adultes des zones rurales.

Les écoles pratiques d'agriculture et les programmes de jardins scolaires sont des exemples de collaboration interministérielle grâce à laquelle les gouvernements, souvent avec l'assistance technique de la FAO, atteignent les jeunes et les adultes ruraux dans le cadre de l'enseignement non formel et les enfants de l'école primaire.

De tels programmes contribuent à préparer les futurs agriculteurs tout en enseignant les langues, les mathématiques, le dessin, les sciences, l'agriculture, l'environnement et, dans certains cas, l'entrepreneuriat. Les écoles pratiques d'agriculture et les jardins scolaires sont souvent des programmes conjoints mis en œuvre par les enseignants et les agents de vulgarisation.

Une autre approche est celle qui cherche une plus grande efficacité financière au sein des programmes existants. Dans le secteur de l'enseignement formel, la réduction des coûts est peut-être possible par l'utilisation de méthodes bon-marché de construction des écoles (Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies, 2005). La promotion de réseaux ou de groupements d'écoles peut être efficace grâce au partage des matériels et d'autres ressources spécialisées. Enfin, le renforcement des capacités des chefs d'établissement et des responsables de la vulgarisation peut mettre les bases pour améliorer l'efficacité de gestion de l'éducation et de la formation dans les zones rurales.

Les installations pour l'éducation et pour la formation représentent un investissement public considérable dans les zones rurales. Compte tenu des frais d'investissement initiaux et des frais d'entretien renouvelables de ces infrastructures, il n'est que raisonnable d'explorer des options qui optimisent l'efficacité. Une meilleure utilisation des infrastructures scolaires limitées peut se faire par des idées comme les classes alternées et/ou l'utilisation des classes pour l'éducation des adultes après les cours ou pour des ateliers de vulgarisation. Etant donné que le transport scolaire en milieu rural est trop coûteux pour que de nombreux pays très endettés le prennent en considération, des écoles satellites préparatoires ou préprimaires pourraient accepter les enfants les plus jeunes des zones reculées jusqu'à ce qu'ils soient assez forts pour affronter les longues marches à pied jusqu'à une école primaire convenable.

Un exemple du Bangladesh: l'enseignement primaire non formel du Rural Advancement Committee favorise la scolarisation de millions d'enfants des villages ruraux

Organisations: BRAC et ONG locales

Source: <http://www.brac.net/>

Le BRAC, soit le Bangladesh Rural Advancement Committee (Comité du Bangladesh pour le progrès en milieu rural), est la plus grande organisation non gouvernementale locale dans le monde. Il a élaboré un programme d'enseignement primaire non formel qui, en 1999, a géré plus de 35 000 écoles dans les zones rurales du Bangladesh avec plus d'un million d'enfants. Les filles représentent plus de 66 pour cent des élèves et 97 pour cent des enseignants sont des femmes. Ces écoles sont consacrées aux plus pauvres parmi les pauvres ruraux qui, pour des raisons différentes, ne sont pas en mesure de rentrer dans le système d'éducation public formel. Pour la mise en œuvre du programme, le BRAC fournit le soutien financier et technique à 284 petites ONG dans tout le pays.

Bien que, du point de vue des programmes, le système scolaire du BRAC soit similaire aux écoles du système formel, il est considéré non formel parce que les écoles ne sont pas des institutions permanentes et les enseignants ne reçoivent pas une formation formelle dans le sens traditionnel. Les écoles, qui sont destinées aux enfants des villages ruraux entre 8 et 10 ans, sont organisées autour d'un groupe de 30 élèves. Ces élèves avancent ensemble dans le cadre d'un programme de trois à quatre ans. Après cette période, l'école n'existe plus à moins que, pour former une autre école, l'on ne trouve dans la communauté un autre groupe à inscrire d'au moins 30 élèves. Les étudiants et leurs familles ne payent

aucun frais scolaire et le BRAC assume toutes les dépenses relatives aux fournitures.

Les écoles ont une seule pièce et les cours se déroulent pour deux heures et demie ou trois heures par jour, six jours par semaine, 268 jours par an. L'école typique est une pièce dans une maison ou dans un magasin, louée trois heures par jour. Habituellement, les murs sont faits de bambou et de boue et le plancher est en terre endurcie. Les élèves s'assoient en cercle sur des petits tapis avec des tableaux en ardoise sur les genoux. L'enseignant est équipé d'un tabouret en métal et d'un chariot en métal qui s'ouvre et devient un pupitre, et d'un endroit pour stocker les fournitures.

Les uniformes ne sont pas requis et les horaires des cours varient selon les besoins des familles et du cycle agricole. Les écoles sont à moins de deux kilomètres des maisons des étudiants.

On demande aux parents de participer aux réunions mensuelles et de s'engager à envoyer les enfants à l'école. Les parents sont encouragés, dans le cadre des directives, à proposer des recommandations sur la gestion générale de l'école, notamment les horaires des cours.

Presque tous les enseignants stagiaires sont des femmes rurales qui doivent avoir achevé au moins neuf ans d'école. Ces paraprofessionnelles commencent à enseigner dans une classe multi-âges du premier niveau après seulement 15 jours de formation initiale de base. Elles sont soutenues par des cours mensuels de perfectionnement et une supervision continue et rigoureuse du personnel du BRAC. Le personnel de terrain du BRAC visite les écoles chaque semaine et fournit une remontée d'information régulière. Ces enseignantes ont démontré d'être en mesure d'offrir un enseignement primaire qui égale ou dépasse l'enseignement primaire du système formel public financé par le gouvernement.

Un exemple du Kosovo: élaboration de la stratégie nationale en faveur de l'éducation des populations rurales par une action participative

Organisations: Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies, Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement rural, ONG, municipalités, FAO

Source: Projet de document FAO: Participatory Strategy Development for Education for Rural People in Kosovo

Le Kosovo, un territoire au centre de controverses, a beaucoup souffert au cours des années 90 lorsque la Serbie a aboli son autonomie. L'économie du pays était déjà faible et la situation s'est encore détériorée à cause d'une combinaison de mauvaises politiques économiques, de sanctions internationales, d'un commerce extérieur faible et du conflit ethnique. En cette période, l'éducation pour la minorité ethnique des Albanais a été abolie, les obligeant ainsi à créer un système d'éducation parallèle qui a eu pour résultat des inégalités graves, surtout dans les zones rurales où les niveaux de l'analphabétisme étaient élevés, les lacunes au niveau des compétences étaient sérieuses et où vivait 60 pour cent de la population.

Après les élections parlementaires en 2002, on a établi le nouveau Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies (MEST) et le nouveau Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement rural (MAFDR). Parmi ses priorités, le gouvernement a fixé le soutien au développement rural et la promotion de l'emploi et de moyens d'existence durables pour les populations rurales. L'éducation de base et le renforcement des compétences sont considérés des points cruciaux pour le développement des populations rurales.

En 2003, le MEST et le MAFDR ont demandé l'assistance technique de la FAO pour élaborer une stratégie nationale pour l'Education des populations rurales et, en même temps, pour renforcer les capacités du personnel au sein des deux ministères. Afin de soutenir l'élaboration participative d'une stratégie nationale, le personnel des deux ministères a amélioré ses compétences selon trois phases principales d'intervention: 1) la planification; 2) l'évaluation des besoins; et 3) la formulation d'une stratégie.

Afin de faciliter l'élaboration participative de la stratégie, une base élargie de parties prenantes aux niveaux local et central a été engagée dans le processus, notamment l'équipe de projet, l'équipe de formulation de la stratégie (SFT – Strategy Formulation Team) et les équipes locales de travail (LTT – Local Task Team). L'équipe de projet, composée de deux spécialistes de planification de l'éducation, dont un spécialiste local et un spécialiste international, et d'un spécialiste de mise en valeur des ressources humaines, a dirigé la mise en œuvre générale du projet.

L'équipe de formulation de la stratégie a élaboré la méthodologie et le plan global de travail du projet. Cette équipe était composée des représentants des différents ministères du gouvernement, des directeurs et des enseignants des écoles, des ONG locales; des habitants, des groupes et des organisations des villages choisis; et des représentants des équipes locales de travail.

Les équipes locales de travail étaient composées des groupes sélectionnés de parties prenantes au niveau des villages, notamment le personnel des écoles, les associations d'agriculteurs et de femmes. Leurs tâches étaient de faciliter et d'assister le processus d'évaluation au niveau local contribuant ainsi au travail de l'équipe de formulation de la stratégie, et de représenter les points de vue des parties prenantes lors des différents ateliers.

Le processus d'évaluation a eu une durée de six mois et pour résultat des recommandations de politiques qui constituaient la base de la formulation de la stratégie. On a organisé des ateliers aux niveaux local et provincial pour présenter et débattre les résultats avec un public plus élargi.

La formulation de la stratégie était élaborée en trois étapes: 1) définition de la vision et de la finalité stratégique; 2) identification des objectifs et des actions nécessaires; et 3) traduction de la stratégie en un plan d'action. La stratégie obtenue à moyen terme (2004-

2009) comprenait huit objectifs et les lignes d'action conséquentes visant à améliorer la qualité de l'EPR au Kosovo. Outre le plan stratégique, 21 membres du personnel du MEST et le personnel municipal ont suivi des cours de formation sur la planification stratégique et l'élaboration de stratégies (MEST/MAFDR/FAO, 2004).

La Stratégie nationale pour l'EPR a été présentée aux donateurs et a favorisé le soutien international et du gouvernement en faveur de la promotion de l'accès à l'éducation et à la formation, et de leur qualité, pour les populations rurales.

Un exemple de l'Ouganda: formation de volontaires communautaires pour soutenir la vulgarisation en matière d'agriculture et de nutrition

Organisations: Volunteer Efforts for Development Concerns, université Makerere et université de l'Etat du Iowa

Source: <http://www.srl.ag.iastate.edu/>

Le Center for Sustainable Rural Livelihoods (CSRL – Centre pour les moyens d'existence durables en milieu rural) de la Faculté d'agriculture et de sciences de la vie de l'université de l'Etat du Iowa dirige un programme de développement rural dans le centre de l'Ouganda, en collaboration avec la VEDCO (Volunteers Efforts for Development Concerns – Efforts volontaires pour les problèmes de développement), une organisation non gouvernementale locale, et la faculté d'agriculture de l'université Makerere. Le résultat prévu du programme est un accès adéquat des populations rurales à l'alimentation, à des revenus et à des moyens d'existence durables qui entraîneront une bonne santé et le bien-être. Pour réaliser ces objectifs, le programme engage des individus, des familles et des communautés dans l'apprentissage participatif et la collaboration en vue de développer la responsabilité civile, des capacités de direction et d'action et des institutions sociales efficaces. Le programme soutient des activités collaboratives de formation et de développement qui renforcent les capacités des populations rurales et de leurs institutions pour améliorer les pratiques de gestion des ressources agricoles et naturelles; créent des biens; diversifient les sources de revenus; et atteignent la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé. Les partenaires utilisent un mélange de connaissances à base scientifique et indigènes pour promouvoir l'apprentissage et le renforcement des capacités.

L'approche adoptée par le programme utilise des volontaires communautaires pour assister dans la prestation de l'éducation des adultes dans plusieurs domaines ayant été identifiés comme cruciaux pour atteindre la sécurité alimentaire. Les volontaires sont soigneusement examinés par la VEDCO. Ils reçoivent ensuite une formation soit en tant qu'agents de vulgarisation pour le développement rural soit en tant qu'agents communautaires de la santé et de la nutrition. Après la formation initiale, les volontaires devraient organiser des réunions éducatives régulières chez eux et démontrer les pratiques améliorées de gestion des cultures et de l'élevage ou de nutrition et de santé. Les volontaires ont le soutien des spécialistes des différents domaines qui travaillent pour la VEDCO et fournissent les matériels de formation, les cours de formation continue et le suivi. Pour reconnaître les volontaires communautaires de la santé et de la nutrition, on leur fournit des vestes bleues; ils reçoivent également du matériel de base comme les balances, les planches de mesure, les gants, les pardessus et les bicyclettes. Pour montrer l'appartenance au programme des agents de vulgarisation pour le développement rural, on leur fournit des chemises particulières. Ils reçoivent également du matériel de vulgarisation de base comme des brouettes, des arrosoirs et des bicyclettes, des plants et semences (par exemple, des bouts de manioc et des rejetons de banane exempts de maladies) et des variétés de culture améliorées (par exemple, les patates douces à chair orange et les amarantes à grains). Ils sont également engagés dans des programmes de distribution d'animaux d'élevage comme les porcs et les volailles. Ils utilisent ces matériels lors des démonstrations dans leurs fermes et les distribuent aux voisins au moment des cours de

formation sur les pratiques améliorées. Le soutien et la formation pour le suivi et l'évaluation des spécialistes dans les domaines spécifiques sont fournis par les universités de l'Etat du Iowa et Makerere.

Les volontaires sont très fiers de leur fonction dans la communauté et des résultats atteints. Vers le milieu de l'année 2007, 77 pour cent des 800 ménages (environ 7 500 personnes) engagés dans le programme avaient atteint la sécurité alimentaire, par rapport à 9 pour cent au début de 2005.

Défi 6

Inclusion des apprenants non traditionnels

Les apprenants non traditionnels comprennent les jeunes non scolarisés (notamment les filles et les femmes), les anciens enfants soldats, les réfugiés et les personnes déplacées, les populations vivant dans des zones inaccessibles et reculées, les personnes handicapées, les minorités ethniques, les enfants travailleurs, les personnes âgées, les nomades et les communautés pastorales, les personnes souffrant de maladies et d'autres. Chacun de ces groupes possède un ensemble unique de conditions qui rendent la fourniture des services éducatifs particulièrement délicate. Dans les cas où les apprenants non traditionnels sont également ruraux, le niveau de complexité dans la fourniture des services éducatifs a tendance à être élevé.

Un objectif global très important est d'atteindre ces groupes marginalisés grâce à des services d'éducation et de formation adéquats pour leur permettre d'avoir des moyens d'existence stables et pour élargir leurs possibilités. La variété des besoins en matière d'éducation de ces groupes signifie qu'il est nécessaire d'avoir des réseaux multiples de sécurité en matière d'éducation pour maximiser les taux de participation aux programmes d'éducation. L'importance de ces programmes pour les jeunes et les adultes ruraux est soulignée par le fait que quatre enfants non scolarisés sur cinq sont ruraux (UNESCO, 2008) et, par conséquent, l'enseignement non formel représente la seule possibilité pour combler les lacunes de leurs connaissances et de leurs compétences.

L'alphabétisation fonctionnelle des adultes et les programmes non formels d'éducation de base et de formation donnent une autre possibilité d'apprentissage aux enfants, aux jeunes et aux adultes qui n'ont pas pu poursuivre leurs études dans les systèmes d'éducation formels. Ces programmes peuvent être coordonnés en collaboration avec les centres et les universités d'éducation et de formation agricoles techniques et professionnelles ainsi qu'avec la vulgarisation sous forme d'apprentissage dans le contexte. De cette façon, les connaissances et les compétences de base ainsi que les compétences techniques et les compétences nécessaires dans la vie courante sont incluses aux programmes d'éducation.

Dans certains cas, il faudra du personnel ayant suivi des cours de formation spécialisée pour fournir des services d'éducation et de formation aux apprenants non traditionnels. L'appréciation de la diversité culturelle et ethnique, les compétences linguistiques et la compréhension du milieu et des difficultés des apprenants sont des éléments cruciaux pour réussir à soutenir des programmes qui abordent les besoins d'apprentissage des populations non traditionnelles. Dans le cas des tribus des collines du nord de la Thaïlande, les agriculteurs volontaires ayant suivi des cours de formation ont été très efficaces pour combler le clivage culturel (FAO, 2002a).

Dans certains cas, des ressources supplémentaires seront nécessaires pour financer les voyages dans les zones reculées comme les communautés de montagne ou les petites îles; pour construire des logements pour les enseignants affectés aux zones où habitent les apprenants ciblés; pour créer des installations éducatives protégées et accueillantes; et pour fournir du matériel spécifique, surtout dans le cas des apprenants handicapés.

Un exemple d'approche novatrice visant à élargir l'enseignement primaire non formel aux groupes difficilement accessibles peut se trouver dans l'expérience de l'Orissa, en Inde, où les membres du personnel de vulgarisation pour les pêches ont

suivi des cours de formation pour fournir ces services aux enfants des pêcheurs. Ce programme pilote se concentrait sur les enfants de 6 à 14 ans et les a préparés pour s'inscrire ensuite dans l'école formelle. Dans le cadre de ce programme, les membres du personnel de vulgarisation qui travaillaient déjà avec les parents des enfants ont eu la responsabilité de fournir également un service aux enfants, profitant ainsi des contacts qu'ils avaient déjà établis et gagner la confiance de leur clientèle (FAO, 2004b).

Un exemple de la Thaïlande: participation de la communauté dans l'établissement du programme d'étude pour les tribus des collines

Organisations: Gouvernement de la Thaïlande, ONG locales

Source: <http://www.ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/004/AC383E/AC383E00.pdf>

Parmi les populations rurales de la Thaïlande, les populations des tribus des collines sont parmi les plus défavorisées et les plus vulnérables. Même si dernièrement on a assisté à des améliorations de la situation socio-économique, la modernisation et les influences des plaines ont eu pour résultat le changement rapide des modes de vie. L'autosuffisance traditionnelle ne peut plus être maintenue. Dépourvues des compétences et d'autres moyens utiles à surmonter les moments difficiles, ces communautés souffrent de la détérioration dans des domaines cruciaux comme l'agriculture, l'emploi et les valeurs socio-culturelles. Leurs moyens de production sont limités; on leur refuse habituellement l'accès aux services sociaux de base, notamment les services éducatifs et les soins de santé; et les possibilités de renforcer systématiquement leurs capacités sont absentes. Les problèmes de citoyenneté et d'installation sur les terres compliquent également la vie des tribus des collines.

Les politiques du gouvernement par rapport aux tribus des collines se basent sur la décision du Cabinet du 6 juillet 1976 qui déclare que l'intention du gouvernement est d'intégrer les tribus des collines dans l'Etat thaïlandais et de leur accorder tous les droits pour pratiquer leurs religions et maintenir leurs cultures en tant que citoyens thaïlandais autonomes et «de première classe». Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande soutient l'éducation des tribus des collines par une approche basée sur quatre points:

- 1) participation et communication;
- 2) établissement d'un programme d'étude local;
- 3) renforcement des capacités locales; et
- 4) collaboration interorganisations.

En 1981, une réponse à cette politique a été la création du Hill Area Education Project (Projet d'éducation de la zone des collines) mis en œuvre de façon conjointe par les départements des services sociaux et de l'enseignement non formel. Le projet vise à satisfaire les besoins et à résoudre les problèmes des communautés des collines par le biais d'un modèle d'apprentissage à faible coût basé sur la communauté. Le programme associe le soutien des organisations gouvernementales et non gouvernementales à la participation communautaire.

L'approche éducative vise à renforcer et à tirer parti des connaissances et des ressources déjà en place. Pour accroître le sens d'appropriation, les villageois ont construit dans les hautes-terres plusieurs centres communautaires d'apprentissage en utilisant les matériaux locaux et les enseignants volontaires des centres sont originaires de la communauté locale. Les cours sont consacrés aux enfants ainsi qu'aux adultes et sont axés sur un programme orienté par la communauté, qui comprend 35 pour cent de compétences de base (notamment la langue thaïlandaise et les mathématiques) et 65 pour cent d'expériences sociales et de vie (19 sujets/unités de base et un programme local complètement flexible).

Le programme d'étude n'est pas noté. La réalisation des objectifs du programme d'étude ne doit pas se conformer à la durée déterminée du cours. Les enfants doivent suivre environ 6 000 heures, et les adultes environ 1 200 heures, pour compléter le cours du programme communautaire. Les acquis pédagogiques sont évalués par les enseignants avec les villageois ou les fonctionnaires selon des méthodes et des critères différents, comme le groupe relatif au sexe, à l'âge et à l'ethnie. A complément de l'apprentissage fourni aux centres, on offre également des programmes radio et par satellite. L'auto-enseignement organisé par les membres de la communauté est également encouragé.

Un exemple du Kenya: apprentissage non traditionnel pour les enfants des familles de pasteurs

Organisations: GTZ (Agence allemande pour la coopération technique), ActionAid Kenya

Source:

http://www.care.org/careswork/whatwedo/education/docs/BGE_workthroughcommunities.pdf?source=17094042000&channel=REDGoogleTXT

Avec l'aide des ONG, en particulier d'ActionAid Kenya et du Samburu District Development Programme (Programme de développement du district de Samburu) du GTZ, et en réponse à une demande de la communauté, on a élaboré un projet visant à fournir l'éducation aux enfants non scolarisés du Kenya provenant des familles qui s'occupent d'élevage. Dans ces familles rurales pauvres, les enfants doivent aider à s'occuper des animaux et les surveiller pendant la journée. Au cours de la saison sèche, les enfants doivent s'éloigner beaucoup des villages pour trouver des pâturages adéquats pour les animaux.

Un projet d'enseignement non formel a été donc conçu pour satisfaire les besoins particuliers des enfants pasteurs du Kenya. Le projet *Lchekuti* (bergers), planifié et mis en œuvre dans le district de Samburu au Kenya, utilise une approche à l'apprentissage multi-grades et par classes alternées. Le projet se concentre sur les enfants des pasteurs, filles et garçons, entre 6 et 16 ans. Habituellement, les cours se tiennent entre 15h00 et 21h00 lorsque les animaux ont été reconduits des pâturages à la maison. Un autre arrangement conçu a été l'organisation des enfants en deux groupes. Un groupe suit les cours du lundi au mercredi tandis que l'autre groupe reste avec les animaux. Le groupe de jeunes qui est resté avec les animaux au cours de la première partie de la semaine suit les cours du jeudi au samedi.

Le programme est en langue Kiswahili et traite de sujets comme le calcul, la culture, la religion, l'élevage, l'enseignement commercial et les soins aux enfants. Le programme d'étude est défini par la communauté locale, les parents et les élèves et reflète l'environnement défavorable du district de Samburu, une région sémi-aride du Kenya.

Dans ce cadre d'enseignement non formel, l'apprentissage est facilité par des volontaires et des enseignants de l'école primaire ayant suivi des cours de formation et étant soutenus par GTZ et ActionAid Kenya. Les inscriptions et la fréquentation scolaire varient selon la saison. Au cours de la saison humide, lorsque les enfants ne doivent pas s'éloigner pour trouver de bons pâturages, ils sont nombreux aux cours. D'autre part, lors de la saison sèche, de nombreux enfants ne sont pas du tout en mesure de suivre les cours car ils partent loin avec les animaux pour trouver des pâturages convenables.

Les facteurs du succès relatif de ce projet sont le besoin perçu par les parents d'une certaine éducation pour leurs enfants et jeunes non scolarisés et l'engagement de la communauté pour trouver des solutions valables visant à satisfaire ce besoin. Une autre contribution importante au succès du projet est la flexibilité des horaires et la durée limitée des cours, ce qui permet aux jeunes de continuer à gérer les responsabilités familiales de l'élevage. L'esprit de volontariat et la volonté des enseignants volontaires de la communauté sont essentiels pour garantir le succès du projet. Le système multi-grades s'adapte aux élèves ayant des âges et des capacités d'apprentissage différents. L'approche des classes alternées favorise la flexibilité nécessaire dans la programmation des cours. Il a été également souligné que l'apprentissage est sensible aux thématiques de parité hommes-femmes et adéquat du point de vue culturel, ce qui augmente la motivation des étudiants et le soutien des parents et de la communauté dans son ensemble.

Défi 7

Redéfinition de l'éducation agricole

L'EPR comprend l'éducation agricole dont la focalisation s'est de plus en plus élargie jusqu'à englober une vaste gamme de compétences nécessaires dans la vie courante et de compétences professionnelles associés à l'emploi au niveau des exploitations et en dehors des exploitations. Du point de vue historique, l'éducation et la formation agricoles aux niveaux primaire, secondaire et technique et professionnel se sont nettement concentrées sur la préparation des diplômés pour des emplois au niveau des exploitations, tandis que l'enseignement postsecondaire et supérieur visaient à produire des diplômés pour remplir les postes du secteur public associés à l'agriculture (Avila *et al.*, 2005). Une supposition universelle habituellement dominante était que l'agriculture était la seule activité économique viable dans les zones rurales et, par conséquent, l'éducation et la formation agricoles, aux niveaux primaire, secondaire et supérieur, devaient être orientées sur la production.

Pour préparer les individus à réussir dans des économies rurales de plus en plus basées sur la connaissance et liées aux chaînes d'approvisionnement mondiales, l'éducation agricole devra être redéfinie pour refléter les changements des zones rurales. L'éducation agricole doit répondre aux changements des technologies, aux défis émergents en matière de ressources naturelles, aux possibilités d'emploi au niveau des exploitations et en dehors des exploitations, au besoin de s'adapter au changement climatique et aux possibilités de développement de l'entrepreneuriat et des petites entreprises (Van Crowder *et al.*, 1998). Il est nécessaire d'élargir la supposition dominante jusqu'à inclure une vaste gamme d'activités génératrices de revenu présentes dans l'espace rural, comme les entreprises associées et non associées à l'agriculture. Le développement de la résilience des populations rurales à s'adapter et à réagir aux différentes crises mondiales est crucial pour leur capacité d'épanouissement. On peut inscrire parmi les crises celles qui sont associées aux fluctuations du marché, le changement climatique, les sécheresses et bien d'autres. Dans des cas extrêmes, une crise pourrait même amener les autorités nationales à former les populations rurales dans le cadre de compétences nécessaires dans d'autres pays ou régions. Par exemple, le Président de la République de Kiribati, une petite île dans le Pacifique Sud, a indiqué récemment, en tant que moyen de réaction au changement climatique, le besoin de «... train its people in skills that are needed in other lands and start emigrating. There is a shortage of nurses in Australia, so the women in Kiribati are trained to be nurses» (Greenway, 2009). (... fournir à son peuple des cours de formation sur des compétences nécessaires dans d'autres terres et de commencer à émigrer. Il y a une pénurie d'infirmières en Australie, ainsi les femmes de Kiribati suivent des cours de formation pour devenir des infirmières). La Chine, d'autre part, pourrait avoir besoin de retenir les migrants ruraux qui n'arrivent pas à trouver un travail dans les villes et reviennent aux zones rurales. Au cours des cinq premières semaines de 2009, les migrants revenant aux zones rurales ont été environ 20 millions, le double de l'estimation prévue à la fin de 2008 et un nombre qui représente environ un travailleur rural migrant sur sept (LaFraniere, 2009).

L'inclusion de l'agriculture au programme d'étude de l'école primaire dans les zones rurales semble être une solution assez logique du point de vue de la sécurité alimentaire. Cependant, à cause des stéréotypes négatifs associés aux pratiques agricoles, de tels efforts peuvent trouver de la résistance s'ils sont considérés

comme uniquement focalisés sur la préparation des étudiants en tant que futurs agriculteurs. Les écoles ayant intégré l'agriculture aux programmes d'étude des sciences et/ou commerciaux et celles qui utilisent les jardins scolaires en tant que laboratoires d'apprentissage s'appuyant sur l'expérience ont eu plus de succès. De surcroît, l'intégration de la santé et de la nutrition au programme d'étude aide les étudiants à être sensibles à la relation systémique entre l'alimentation, l'agriculture et la santé (FAO/UNESCO-IIPE, 2004a).

Dans les écoles et dans les instituts qui proposent l'éducation agricole technique et professionnelle pour la préparation des techniciens au travail dans le secteur privé et dans les services du gouvernement, il est nécessaire d'élargir et de mettre à jour les programmes d'étude et d'y inclure un certain nombre de thématiques associées au développement rural durable. Ces programmes pourraient inclure les approches en matière d'agriculture durable, les processus de changement social, surtout pour les étudiants qui envisagent de travailler dans le domaine de la vulgarisation et avec les ONG, et une meilleure compréhension des défis émergents, comme le changement climatique, la variabilité des coûts des intrants et des produits agricoles, et les impacts (et les possibilités) associés à la participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'éducation agricole supérieure a un rôle à jouer dans le soutien de l'éducation et de la formation dans le cadre rural. Une université engagée est celle qui recherche des possibilités de travail direct avec les communautés. A la fin des années 90, la Escuela Agrícola Panamericana (Zamorano), une institution internationale ayant le siège au Honduras, a mis en place un programme ambitieux de transformation diversifiée selon les besoins changeants des entités externes de l'institut et de la société en général (FAO/UNESCO-IIPE, 2004b). L'université EARTH au Costa Rica a développé un lien étroit avec les communautés voisines, ce qui est un avantage pour les communautés et pour les étudiants d'EARTH qui interagissent avec elles (<http://www.earth.ac.cr/ing/index.php>). Ce faisant, la communauté ainsi que l'université sont renforcées. Les universités obtiennent une connaissance de première main des défis auxquels font face à présent les populations rurales et peuvent mieux aborder ces défis spécifiques par la recherche et l'enseignement. Les universités peuvent jouer un rôle clé dans la formation des enseignants et du personnel de vulgarisation, dans l'assistance pour l'établissement des programmes d'étude, dans l'élaboration de nouvelles technologies ayant une certaine importance pour les populations rurales, dans la direction de systèmes agricoles novateurs et dans l'assistance pour le suivi et l'évaluation des programmes d'éducation en milieu rural (FAO/UNESCO-IIPE, 2007a). Par le passé, au cours de plusieurs décennies, les institutions chinoises d'éducation agricole supérieure ont produit des diplômés hautement qualifiés pour la recherche agricole, les services de vulgarisation et l'administration en milieu rural. La réforme institutionnelle, lancée dans les années 90, a inclus au programme d'étude des cours concernant les besoins des populations rurales, comme 'le développement des ressources humaines en faveur du développement rural', 'la parité hommes-femmes et le développement', 'les méthodologies de formation participative' et 'le développement communautaire participatif'. Les étudiants diplômés dans le cadre de ce programme d'étude jouent un rôle actif en abordant les défis courants liés au développement et aux moyens d'existence aux niveaux local et mondial (FAO/UNESCO-IIPE, 2004c).

Un exemple du Kirghizistan: adapter l'éducation agricole professionnelle à la nouvelle économie de marché

Organisations: Helvetas, Ministère du travail et de la protection sociale, GTZ, PNUD, universités agricoles de Naryn et Bishkek, Swiss College of Agriculture de Zollikofen, Suisse

Source: http://www.helvetas.org/global/pdf/projects/asien/04_09_berufsbildung_e.pdf

Après la chute de l'Union soviétique, l'agriculture a changé et s'est transformée d'entreprise étatique en une propriété privée. Au Kirghizistan, les populations rurales qui travaillaient auparavant dans le secteur de l'agriculture avaient une expérience dans des domaines très spécialisés de la production. Avec le passage à une économie de marché, il a fallu que les populations rurales assument la fonction d'agriculteurs indépendants, responsables de tous les aspects du travail de la terre et de la commercialisation de leurs produits.

Depuis 2001, Helvetas, une organisation privée de développement non à but lucratif ayant le siège en Suisse, travaille avec d'autres partenaires pour développer des services consultatifs pour les agriculteurs. Ils ont bientôt compris que des cours de formation plus approfondis en agriculture étaient nécessaires pour aider les agriculteurs à satisfaire les demandes de la nouvelle économie. Le projet Agricultural and Rural Vocational Education (Enseignement professionnel agricole et rural) a été établi dans l'oblast de Naryn pour aider les populations des zones rurales de cette région pauvre du pays à développer les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires à gérer les fermes privées et d'autres entreprises axées sur l'agriculture.

Le projet a créé une nouvelle forme d'éducation agricole professionnelle pour les agriculteurs, hommes et femmes, dans sept écoles pilotes partenaires. L'apprentissage se base sur la situation et sur les conditions associées aux pratiques agricoles de cette région du Kirghizistan. Le programme d'étude a été élaboré en utilisant une approche participative qui impliquait les agriculteurs, les étudiants, les parents, les enseignants, les administrateurs des écoles ainsi que les spécialistes en agriculture locaux et nationaux.

Le projet a débuté avec 100 élèves dans deux écoles des villages de Kochkor et Ottuk, mais s'est vite élargi jusqu'à inclure plus de 650 étudiants dans tout l'oblast de Naryn. Le centre national méthodologique du Ministère du travail et de la protection sociale a été engagé dans le projet pour que le programme d'éducation agricole professionnelle puisse être appliqué à d'autres régions du pays.

Le programme se développe sur trois niveaux d'éducation, dont le premier est «travailleur à la ferme» et le dernier «maître-agriculteur». On atteint le premier niveau après un an et demi d'éducation qui fournit des cours de formation de base pour accomplir les tâches agricoles générales. Le deuxième niveau est «agriculteur»: les jeunes hommes et les jeunes femmes obtiennent le diplôme après trois ans et sont totalement en mesure de gérer une ferme de façon indépendante. Le troisième niveau, «maître-agriculteur», pousse la formation un peu plus loin et se concentre sur l'entrepreneuriat axé sur le marché. Les diplômés qui atteignent ce niveau de formation sont également qualifiés pour organiser des cours de formation pratique sur le terrain pour les autres agriculteurs.

Au début, les étudiants, dans le cadre d'un système d'apprentissage, passent un tiers du temps consacré à l'éducation travaillant dans des fermes qui les accueillent. La formation comprend la théorie ainsi que l'expérience pratique dans les fermes écoles. Les étudiants sont encouragés tout au long de la formation à acquérir une approche axée sur les affaires et sur la solution des problèmes, ce qui est une approche nouvelle pour de nombreux enseignants. Les enseignants aussi doivent apprendre de nouvelles fonctions en tant qu'étudiants, entraîneurs et facilitateurs du processus d'apprentissage. Les directeurs des écoles apprennent à administrer le nouveau système d'éducation et cherchent toujours de nouvelles façons de renforcer et améliorer les systèmes et les structures existants dans le cadre de leurs institutions.

Un exemple du Paraguay – éducation agricole: enseigner aux enfants des zones rurales à faible revenu comment épargner, investir et gagner de l'argent

Organisation: Fundación Paraguaya

Source: <http://www.fundacionparaguaya.org.py/index.php?c=208> et <http://www.theworldchallenge.co.uk/html/home.html>

Le Paraguay a une population rurale nombreuse et est un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine, où les deux tiers des terres appartiennent à 2 pour cent de la population. La majorité des habitants sont des agriculteurs paysans qui travaillent sur des petites propriétés agricoles. C'est un pays où les riches restent riches et les pauvres ont tendance à rester pauvres. En 2002, Martin Burt, l'ancien maire d'Asunción, avec l'assistance de la Fundación Paraguaya pour la coopération et le développement, a établi la *Escuela Agrícola* pour aider les enfants des familles les plus pauvres de la campagne à devenir des entrepreneurs ruraux.

Escuela Agrícola est un des 12 projets dans le monde entier ayant été proposés pour le World Challenge 2008 Award, parrainé par la BBC, Newsweek et la Shell Corporation, un prix qui identifie les projets et les établissements ayant montré un esprit d'entreprise et d'innovation au niveau de base. En 2007, l'école a accueilli la Conférence mondiale sur les écoles agricoles autosuffisantes et les représentants de 22 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ayant participé à la conférence.

L'école, qui était auparavant une école secondaire agricole hautement subventionnée, s'est transformée en une école pratique d'agriculture autosuffisante et complètement biologique pour les enfants des familles rurales pauvres. L'école dispose de 62 hectares de terres et d'environ 7 000 mètres carrés de bâtiments assez modernes. Les élèves passent la moitié de leur temps en dehors des classes et apprennent non seulement à accroître les rendements mais également à maximiser les profits et à vendre leurs produits.

Dans le cadre de *Escuela Agrícola*, on apprend aux étudiants comment utiliser au mieux les terres de leurs parents avec les dernières technologies biologiques. Outre l'agriculture et d'autres sujets académiques de base, les élèves apprennent les compétences nécessaires dans la vie courante et la santé reproductive. L'école est complètement autosuffisante. Les étudiants cultivent la plupart de leurs propres aliments et vendent des produits à valeur ajoutée comme les fromages et les yaourts. L'école dirige également un petit hôtel qui génère des revenus où les gens des villes peuvent loger pour profiter de la campagne et apprendre quelques notions d'agriculture. D'abord et avant tout, les gens des villes qui se rendent à la ferme-école et logent à l'hôtel apprennent à considérer les étudiants non pas comme des pauvres paysans, mais plutôt comme un groupe de jeunes entrepreneurs hautement motivés et techniquement qualifiés.

Les étudiants, garçons et filles, proviennent de familles très pauvres ayant d'habitude de nombreux enfants et aucun espoir de leur donner une éducation supérieure. Les élèves sont nourris et logés par *Escuela Agrícola*, car la plupart d'entre eux sont originaires de zones reculées qui se trouvent loin des centres urbains. Les étudiants, provenant de la plupart des départements du pays, doivent avoir achevé le niveau 9 (troisième) et avoir entre 15 et 21 ans. Leurs familles doivent posséder des terres où les étudiants pourront rentrer et développer une entreprise agroalimentaire rentable. Les élèves diplômés à *Escuela Agrícola* bénéficient d'un programme de développement des microentreprises de la Fundación Paraguaya par le biais duquel la Banque centrale du Paraguay peut prêter de l'argent aux jeunes agriculteurs démunis.

Défi 8

Formation de base pour les populations rurales

Malgré l'existence dans le monde entier de milliers d'institutions d'éducation et de formation techniques et professionnelles en agriculture et développement rural et de cours de formation de base, la communauté internationale n'a consacré à ce sous-secteur qu'une priorité politique faible, des ressources financières très faibles et une attention moindre de la recherche. Les études et les recommandations sur les politiques de l'UNESCO publiées au cours des dernières années sur l'éducation et la formation techniques et professionnelles se concentrent principalement sur les besoins et les institutions des habitants des villes. Depuis la fin des années 80 et pendant environ 20 ans, la Banque mondiale a sous-estimé l'importance générale de l'éducation et de la formation techniques et professionnelles. Cependant, avec le récent changement de la Banque mondiale vers la priorisation de l'agriculture (Banque mondiale, 2007c) en tant que question fondamentale du développement, l'importance de l'éducation et de la formation agricoles a été redécouverte et est à présent encouragée en tant qu'investissement crucial en faveur des pauvres (Banque mondiale, 2007a).

Une base faible de compétences peut limiter l'emploi et réduire les alternatives en matière de moyens d'existence des citoyens ruraux. Il est nécessaire que la formation de base dans les zones rurales comprenne un mélange équilibré de compétences nécessaires dans la vie courante, de compétences en matière de production vivrière et d'activités non salariées. Une formation de base non formelle appropriée pour les adultes et les jeunes déscolarisés peut permettre aux populations rurales de diversifier leurs compétences et d'avoir accès à des moyens d'existence plus stables et à une plus grande résilience lors des périodes de stress (ADEA/FAO, 2007). L'éducation et la formation professionnelles et techniques pourraient bénéficier de l'inclusion des contenus relatifs à l'agriculture et au développement rural pour garantir la pertinence des programmes (Avila *et al.*, 2005ab). Les dirigeants des pays africains ont souligné le besoin d'organiser la formation de base non formelle pour les compétences relatives aux moyens d'existence pour les adultes et les jeunes déscolarisés visant à créer des activités rémunératrices par le biais d'un travail indépendant (ADEA/FAO, 2007).

Dans la République démocratique populaire lao, on a élaboré des modèles novateurs où les écoles professionnelles axées sur la production associent l'apprentissage, les gains et l'action (FAO/UNESCO-IIPE, 2002). Un autre exemple est représenté par le programme Stages pratiques et écoles de terrain pour jeunes agriculteurs au Mozambique qui s'occupe du renforcement des compétences agricoles et des compétences nécessaires dans la vie courante parmi les jeunes ruraux (ADEA/FAO, 2007). Le Groupe de travail interdépartemental de la FAO sur la formation des techniciens et le renforcement des capacités a identifié cinq exemples de «pratiques optimales» et elles ont été publiées sous forme d'aide-mémoire (FAO, 2007a).

Dans certains cas, il est extrêmement urgent de mettre cette tâche en pratique. Par exemple, de nombreux jeunes des zones rurales ne peuvent plus être considérés comme des «futurs agriculteurs»; ils sont les agriculteurs d'aujourd'hui car ils ont perdu leurs parents à cause du VIH/SIDA. L'apprentissage traditionnel dans le cadre de l'économie familiale est perdu et, avec cet apprentissage, on a perdu des connaissances indigènes inestimables. Les programmes d'éducation et de formation professionnelles et techniques pour les enfants et les jeunes sont une

réponse à ce problème. Les écoles de terrain pour jeunes agriculteurs mises en place pour les orphelins qui ont perdu leurs parents à cause du VIH/SIDA sont opérationnelles dans plusieurs pays africains avec l'assistance technique de la FAO.

Un exemple du Nigéria: le travail de terrain des universités organise des séminaires pour les agriculteurs locaux

Organisations: Teach a Man to Fish, Akwamfon Sustainable Agricultural and Community Education Initiative et Akwa Ibom Agricultural Development Programme

Source: <http://www.teachamantofish.org.uk/blogs/ASCA/2008/04/sife-akadep-aid-rural-agriculture.html>

L'organisation des étudiants, Students in Free Enterprise (SIFE – Etudiants dans une entreprise libre), de l'université d'Uyo au Nigéria, en collaboration avec l'Akwa Ibom Agricultural Development Programme (AKADEP – Programme de développement agricole Akwa Ibom) et l'Akwamfon Sustainable Agricultural and Community Education Initiative (Initiative d'éducation agricole et communautaire durables Akwamfon), a planifié et organisé un séminaire pour les hommes, les femmes et les jeunes de la communauté Ikpe Annang et de cinq villages voisins. Le thème du séminaire a été l'agriculture en tant qu'entreprise. Les experts des cultures et de l'élevage d'AKADEP ont traité de nombreux sujets tandis qu'un représentant de SIFE modérait le séminaire.

Les thèmes débattus ont été les façons de tirer des profits en utilisant les bonnes pratiques agricoles, comme le choix du moment idéal pour les interventions agricoles visant à maximiser la production et à profiter des demandes du marché; l'utilisation des types et des races améliorés d'animaux d'élevage; et l'utilisation d'une combinaison de fertilisants biologiques et d'engrais minéraux afin de maximiser la production tout en préservant l'environnement.

Du côté de l'élevage, on a présenté un document sur les potentialités associées à la production de l'aulacode pour augmenter le revenu agricole et la sécurité alimentaire. L'aulacode est un petit rongeur dont la viande est très appréciée par de nombreux ménages en Afrique et est vendu à un prix intéressant sur le marché. En tant que gibier, les animaux sont habituellement chassés; cependant, avec une attention adéquate, ils peuvent être élevés dans les fermes. Ils se reproduisent beaucoup, tout au long de l'année, ont de descendants nombreux et grandissent rapidement. On a également informé les agriculteurs sur les façons d'obtenir la chaux pour contrôler l'acidité des sols. D'autres conseils utiles étaient la manière de commander des variétés de cultures améliorées et des animaux d'élevage de bonne qualité et la culture en saison sèche de la citrouilles à cannelures et d'autres cultures végétales très demandées au cours de cette saison et ayant une valeur considérable sur le marché.

Lors du séminaire, les agriculteurs ont posé beaucoup de questions. Dans le plan d'action de suivi, on a décidé que les étudiants et les conseillers SIFE reviendraient au village pour faire une démonstration sur les bonnes pratiques de production agricole et animale selon les besoins et les intérêts des agriculteurs. Il a été convenu que les agriculteurs s'inscriraient à l'AKADEP pour que l'association des agriculteurs soit reliée aux marchés majeurs pour vendre les produits et les animaux d'élevage.

Certains agriculteurs ont évoqué que c'était la première fois que le gouvernement avait présenté un programme de ce genre dans leur village. Les agriculteurs ont beaucoup apprécié le séminaire et ont affirmé qu'autrement ils auraient dû dépenser beaucoup d'argent et faire de longs voyages pour obtenir ce genre de renseignements.

Un exemple du Kenya: renforcement des capacités des détenteurs de chèvres par la formation de base

Organisations: FARM Africa, gouvernements locaux et Meru Goat Breeders Association

Source: <http://www.farmfrica.org.uk/programme.cfm?programmeid=30&context=subject&subjectid=3> et www.ilri.org/johnvercoconference/files/Presentations/01_ChristiePeacock_Farm%20Africa%20case%20study.pps

Au Kenya, les petits exploitants font face à de nombreux problèmes, comme les potentialités limitées d'augmentation des rendements agricoles; la contraction des exploitations à cause de la fragmentation; les prix au comptant des cultures, qui sont stagnants ou en baisse; et des services de soutien peu fiables pour le bétail. Fondé sur les enseignements appris du projet précédent, Meru Dairy Goat and Healthcare (Projet de Meru sur la chèvre laitière et les soins de santé) mis en place entre 1996 et 2004 dans la zone centrale du Kenya, un nouveau projet d'amélioration des chèvres laitières a été lancé dans les zones semi-arides des districts de Kitui et Mwingi, dans la région orientale du Kenya, en vue d'augmenter les revenus agricoles et la sécurité alimentaire des ménages.

Le projet se base sur l'idée que tout accroissement réel significatif de la production animale au Kenya réussira par le biais d'un programme d'amélioration des races associé à des services vétérinaires de qualité. Dans le cadre du projet, les agriculteurs obtiennent jusqu'à trois litres de lait par jour par animal en utilisant les croisements de la race Toggenburg, par rapport aux 200 ml obtenus habituellement avec les races de chèvres locales. Chaque groupe villageois a reçu un bouc de race pure Toggenburg pour le croisement, ainsi que quatre femelles pour créer une unité de sélection visant à garder les animaux de race pure et à garantir un approvisionnement durable de reproducteurs de race pure pour le remplacement et l'accroissement dans d'autres zones.

Le projet est unique car c'est un programme de production et d'amélioration de la race des chèvres laitières totalement basé sur la communauté, soutenu par un système vétérinaire privé, par des services locaux de vulgarisation et par une association de sélectionneurs dirigée par les agriculteurs pour ce qui concerne les arrangements de sélection et la gestion de tous les intrants. Tout cela a été possible grâce à l'organisation communautaire et à la formation de base pour le renforcement des capacités des producteurs de lait de chèvre et des techniciens locaux. Les groupes villageois de détenteurs de chèvres sont 21 avec 500 membres, dont presque 70 pour cent sont des femmes.

Un programme de trois jours de formation initiale pour les agriculteurs a été organisé pour améliorer la cohésion du groupe, pour élaborer une vision partagée du fonctionnement du programme local de production et de sélection des chèvres laitières et pour donner la possibilité aux membres de partager leurs expériences et les enseignements appris. D'autres cours de formation comprenaient des thèmes comme les dynamiques de groupe pour renforcer la prise de décision et l'action en groupe; les techniques de sélection des chèvres; les façons de prévoir une stabulation adéquate, l'identification des chèvres et la tenue des documents comptables; la transformation des aliments; et l'élevage des chevreaux. On a également organisé d'autres cours de formation pour aider les agriculteurs choisis à établir et maintenir une station d'élevage villageoise.

Dans le cadre des activités de renforcement des capacités pour les services locaux de soutien, on a organisé des cours de formation pour les agents de vulgarisation communautaires et les employés des pharmacies. Les cours pour les agents de vulgarisation se concentraient sur les pratiques d'élevage, les dynamiques de groupe et les compétences de vulgarisation entre agriculteurs. Les thématiques du cours de formation d'une semaine, organisé pour neuf employés des pharmacies, étaient centrées sur l'orientation relative à leur fonction au sein du système vétérinaire décentralisé de la communauté et sur les principes selon lesquels il fonctionne. D'autres sujets, abordés lors

de la formation pour renforcer davantage les capacités des employés des pharmacies, ont été la communication efficace avec les clients; les façons d'améliorer l'image publique des pharmacies; les maladies courantes des animaux et leurs manifestations cliniques; et les médicaments utilisés pour traiter les différentes maladies.

Défi 9

Recrutement et rétention du personnel scolaire et de vulgarisation

L'affectation d'agents de vulgarisation et d'enseignants dévoués dans les zones rurales joue un rôle central dans le succès des entreprises éducatives à tous les niveaux. La préparation d'un nombre suffisant d'agents de vulgarisation et d'enseignants qualifiés et motivés est une étape initiale cruciale. Cependant, il n'est pas du tout automatique que ces agents et ces enseignants seront attirés vers les postes en milieu rural après leurs diplômes. Le recrutement et la rétention dans les zones rurales représentent des défis considérables et demandent une attention particulière. Les enseignants sont difficiles à recruter et à retenir en milieu rural à cause de différents facteurs, comme le niveau social plus bas par rapport aux enseignants des zones urbaines, les sentiments d'isolement, l'éloignement de la familles et des amis, le manque d'évolution de carrière et de possibilités de formation, le manque de mesures d'incitation, la difficulté à s'adapter aux modes de vie ruraux, le manque d'équipements sociaux et culturels, les difficultés de communication, le manque de possibilités de faire du shopping et autres.

Une idée novatrice identifiée par les partenaires de l'EPR est la réforme des pratiques de recrutement visant à attirer des potentiels agents de vulgarisation et des enseignants originaires des zones rurales. Les enseignants qui travaillent là où ils sont nés resteront plus probablement dans le poste. On a fait également des efforts pour «cultiver ses propres» enseignants en encourageant (et en subventionnant) les jeunes ruraux à prendre en considération les professions liées à l'enseignement. Des instituts spécifiques pour la formation des enseignants ruraux font partie du Programme d'éducation en milieu rural de la Colombie.

Un autre domaine identifié comme étant mûr pour le changement est représenté par les politiques de déploiement qui peuvent être adaptées afin de rendre les zones rurales plus attrayantes. Ce changement peut se faire par le biais de primes, de salaires plus élevés par rapport à d'autres fonctionnaires des zones rurales, par l'effacement d'une partie de la dette, la construction de logements sociaux, l'accès à des services de santé de meilleure qualité, l'affectation des enseignants ou des agents de vulgarisation nouvellement qualifiés par équipes de deux, l'établissement de possibilités d'avancement dans la carrière et par d'autres politiques semblables.

En Malaisie, par exemple, des mesures d'incitation, comme un morceau de terre et la formation en matière d'agriculture, ont été utilisées pour encourager les enseignants à rester dans les zones rurales. Dans la République populaire démocratique lao, on a autorisé la participation aux bénéfices des activités rémunératrices basées dans l'école par laquelle les étudiants et les enseignants tirent des avantages financiers (FAO/UNESCO/IPE, 2002). Une autre façon de garder en contact les enseignants et les agents de vulgarisation est de donner, là où il est possible, des téléphones portables et un service Internet au personnel de base dans des zones reculées.

Cependant, même avec la mise en œuvre de ces idées novatrices et d'autres, il est probable qu'on aura encore des pénuries de personnel dans les zones rurales de certains pays. Des modifications seront probablement nécessaires. Par exemple, l'augmentation de la mobilité d'un nombre plus faible d'agents de vulgarisation dans les zones rurales peut améliorer la couverture de ces régions, si des fonds appropriés pour les transports sont disponibles. Dans le secteur de l'enseignement formel, les classes multigrades sont une réponse aux pénuries d'enseignants (UNESCO-IIPE, 2003). Un exemple du Pérou – Kamayok: les agents villageois de vulgarisation entre agriculteurs favorisent l'innovation et l'expérimentation agricoles dans les zones rurales

Organisation: Practical Action

Source: http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADF052.pdf and <http://www.aprendesperu.org/>

Comme dans d'autres pays, les ajustements structurels des années 90 ont provoqué au Pérou la chute des services agricoles traditionnels de recherche et de vulgarisation. Le système gouvernemental existant était faible, se concentrait surtout sur le transfert des technologies et ignorait l'innovation et l'expérimentation agricoles. En 1992, le programme de vulgarisation du gouvernement dirigé par l'Institut national pour la recherche agricole avait moins de 100 agents pour tout le pays. On supposait que les services de vulgarisation pour tous les agriculteurs seraient fournis par le secteur privé. Ce qui est arrivé sur le terrain est que les agriculteurs dotés de ressources limitées n'étaient pas en mesure de payer ces services consacrés, dans la plupart des cas, aux exploitations commerciales plus grandes.

Practical Action, une ONG active dans les communautés agricoles de langue quéchua des Andes péruviennes, a aidé les villageois à résoudre le problème en renforçant leurs capacités par l'éducation et la formation visant à créer un système durable de formation entre agriculteurs pour le soutien de l'innovation et de l'expérimentation agricoles. Sur la base de l'approche pédagogique de l'éducateur brésilien, Paulo Freire, Practical Action a conçu une approche formative respectant le cadre social et culturel des agriculteurs locaux et soulignant l'apprentissage par la pratique et la participation des agriculteurs.

Le travail de Practical Action s'est concentré d'abord, au début des années 90, sur les technologies de l'irrigation en utilisant des agents de vulgarisation agricole appelés *Kamayoq*. *Kamayoq* est un mot de la langue de l'empire des Incas qui signifiait un groupe respecté de personnes qui prévoyaient le climat et les conditions météorologiques et faisaient des recommandations pour l'ensemencement et pour d'autres pratiques agricoles. L'emploi de ce terme, *Kamayoq*, est important car il représente un lien direct avec le passé historique du peuple Quéchua.

Vers la moitié des années 90, Practical Action a compris que, pour mieux satisfaire les besoins des agriculteurs, les activités devaient s'occuper d'autres choses au-delà de l'irrigation. En 1996, grâce à des financements importants des donateurs, on a établi une école *Kamayoq* à Sicuani, environ à 140 kilomètres de Cuzco. Depuis cette année, l'école fonctionne toujours et son objectif fondamental est la formation de groupes d'agriculteurs qui seront ensuite responsables de revenir dans leurs communautés et de former d'autres agriculteurs.

Une partie fondamentale de la formation est représentée par le fait d'encourager les *Kamayoq* à être créatifs avec les agriculteurs et à favoriser l'innovation et l'expérimentation lorsqu'on traite des problèmes agricoles ou vétérinaires. Les conditions agricoles étant très complexes dans les Andes, les solutions ne sont pas standardisées. Les cours de formation ont une durée de huit mois, environ 27 séances de formation. Plus de 200 *Kamayoq* ont suivi jusqu'à présent des cours de formation, dont 15 pour cent sont des femmes. A l'école, certains cours de formation se déroulent dans la classe, mais la plupart sont en dehors, aux

différents sites de terrain.

De nombreux impacts du programme ont été positifs. Avant le travail des *Kamayog*, la plupart des ménages vivaient de l'agriculture de subsistance. Maintenant, ils ont des récoltes destinées à assurer la subsistance mais, surtout les femmes, cultivent également les oignons et les carottes pour les vendre au marché. Les familles ont pu accroître leur revenu grâce aux ventes au marché et payer ainsi pour l'éducation de leurs enfants. Les taux de mortalité du bétail ont beaucoup baissé car les agriculteurs sont plus en mesure maintenant de reconnaître les maladies des animaux et s'activent pour éviter des pertes.

Un exemple du Mozambique: un institut de formation des enseignants aide les agriculteurs à accroître la production grâce au projet Club d'agriculteurs

Organisations: Humana People to People, USDA, Plant Aid Inc., Gouvernement du Mozambique

Source: <http://www.humana.org/dns/Articel.asp?NewsID=35>

Depuis 1993, l'association Humana People to People s'occupe du développement des instituts de formation des enseignants au Mozambique, en Angola et au Malawi. En cette année, le premier institut de formation des enseignants a été ouvert à Maputo avec le soutien de Development Aid from People to People (Aide au développement entre populations) du Mozambique. L'institut s'est inspiré du modèle du Necessary Teacher Training College (Institut de formation des enseignants) de Tvind, au Danemark. Les instituts de formation des enseignants au Mozambique sont à présent six.

Un de ces instituts se trouve dans la province de Chimoio et travaille avec les villages locaux d'agriculteurs de la municipalité pour promouvoir l'augmentation de la production agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire et accroître les revenus des ménages. Le travail se déroule autour de la création des Clubs d'agriculteurs communautaires. L'institut a créé dix clubs dans les districts de Macossa, Barue, Sussundenga, Chimoio, Gondola et Manica dans la province de Chimoio.

Les clubs sont dirigés par les enseignants diplômés et par les étudiants qui suivent le onzième mois de pratique d'enseignement et qui travailleront dans les écoles primaires rurales de tout le pays. Chaque club se compose de 30 à 35 membres. Les enseignants sont responsables des leçons sur la production et la commercialisation agricoles, par le biais de démonstrations pratiques sur le terrain, et de fournir d'autres types d'assistance générale aux membres des groupes d'agriculteurs de la municipalité.

Les enseignants étudiants sont affectés aux écoles primaires rurales de la province. Ils reçoivent des bicyclettes pour rejoindre tous les membres de chaque Club d'agriculteurs dans la zone des opérations. La formation des membres des clubs est organisée sur 15-18 cours, selon les intérêts et les besoins. Les cours comprennent une partie théorique avec des démonstrations et un travail pratique organisé le samedi. La plupart des démonstrations se déroulent dans les écoles primaires du village où les enseignants étudiants ont été affectés. En plus des cours et du travail de démonstration sur le terrain, les enseignants étudiants sont à tout moment de service pour aider les membres des clubs de façon individuelle.

Les enseignants étudiants aident également les membres des clubs à vendre leurs produits. Certains agriculteurs fournissent des légumes pour l'école et d'autres produits sont vendus au marché local. On fait don des récoltes des parcelles utilisées pour les démonstrations aux écoles, aux orphelinats et aux prisons. Le projet a eu beaucoup de succès et a permis aux agriculteurs de la municipalité et aux membres du club du village

d'avoir les compétences et les connaissances nécessaires à améliorer la production et la commercialisation agricoles et à augmenter ainsi les revenus globaux des ménages et à améliorer la sécurité alimentaire.

Défi 10

Politiques efficaces en faveur des populations rurales

En l'absence de politiques appropriées en faveur des populations rurales sur l'éducation et sur les financements, nombreuses des innovations mentionnées dans les sections précédentes ne seront pas réalisables. Cependant, la motivation en faveur de changements majeurs des politiques et d'allocation des ressources pour les populations rurales est généralement très difficile à atteindre, à cause du manque de forces politiques puissantes qui prêchent en faveur de ces populations rurales.

Les politiques et les stratégies nationales qui abordent avec efficacité l'EPR reconnaissent et ciblent la diversité des besoins des populations rurales, comme les différences agro-écologiques, géographiques, économiques et culturelles (FAO/UNESCO-IIPE, 2006a). Les investissements nationaux en faveur de l'EPR sont toutefois rarement une priorité. Mais, comme Burchi et De Muro (2007) ont découvert, l'éducation est un élément indispensable négligé pour la sécurité alimentaire. Ils ont signalé que «... the association between food insecurity and primary education is very high» (p. 3) (... le lien entre l'insécurité alimentaire et l'enseignement primaire est très fort) et également que «... *primary* more than basic, secondary or tertiary education for rural people contributes to the promotion of food security in rural areas» (*ibid.*, p. 38) (... l'enseignement primaire plus que l'enseignement de base, secondaire ou supérieur pour les populations rurales contribue à la promotion de la sécurité alimentaire dans les zones rurales). En raison du lien entre l'éducation et la sécurité alimentaire, l'éducation a été indiquée comme un domaine digne de recevoir d'autres investissements. «... primary education is a crucial element to reduce food insecurity in rural areas, even when compared to other factors such as access to water, health, and sanitation» (*ibid.*, p. 3) (... l'enseignement primaire représente un élément crucial pour réduire l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, même lorsqu'il est comparé avec d'autres facteurs comme l'accès à l'eau, la santé et l'assainissement).

En général, les partenaires de l'EPR pensent que les investissements de l'Etat en faveur du renforcement des capacités des populations rurales ont été insuffisants. L'éducation de base est généralement considérée un bien public, et la plupart des gens croient que l'Etat devrait la financer. On peut pareillement soutenir que la vulgarisation rurale est aussi un bien public lorsqu'elle a affaire avec la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Habituellement, les agriculteurs démunis ne peuvent pas se permettre de payer les frais scolaires de leurs enfants ni les conseils sur les interventions en faveur de la sécurité alimentaire, et ils ne payeront pas des conseils de vulgarisation visant à améliorer l'environnement. Par conséquent, des investissements publics sont souvent nécessaires pour s'adresser à ces groupes spécifiques.

On ne peut élaborer des politiques réceptives en faveur des populations rurales sans avoir à disposition une base de renseignements adéquate. Les données sur l'EPR qui permettent aux gouvernements et à la communauté internationale de comprendre avec exactitude les besoins en matière d'éducation des populations rurales aideront à élaborer des politiques nationales efficaces et contribueront à faire comprendre à la communauté des donateurs les raisons pour lesquelles il faudrait repositionner l'EPR en haut de la liste des programmes mondiaux.

Les gouvernements nationaux trouvent difficile de créer des programmes d'EPR efficaces face à la diminution des investissements des donateurs en faveur de

l'éducation, de la formation et du développement rural (FAO, 2002c). Mais les arguments en faveur de ces investissements sont convaincants. Burchi et De Muro (2007) ont déclaré que «if a developing country such as Mali, which is among those with lowest levels of education, manages to double access to primary education, it can reduce the intensity of food insecurity by approximately 20 or 24 percent in rural areas» (p. 38) (si un pays en développement comme le Mali, qui est parmi les pays ayant les niveaux plus faibles d'éducation, arrive à doubler l'accès à l'enseignement primaire, il pourra réduire l'impact de l'insécurité alimentaire d'environ 20-24 pour cent dans les zones rurales). Ils concluent que l'éducation pour les populations rurales, qui représentent le groupe principal des personnes directement impliquées dans la production, la transformation et la commercialisation des produits alimentaires, «is a key factor in fighting food insecurity in developing countries» (*ibid.*, p. 37) (est un facteur clé dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les pays en développement). Dans cet exemple, un investissement dans un secteur donné peut avoir un effet multiplicateur produisant un impact positif dans un autre secteur.

Un exemple du Pérou: les innovations dans le domaine de la décentralisation améliorent la qualité de l'éducation pour les populations rurales

Organisations: USAID, Académie du développement de l'éducation, Gouvernement du Pérou, AprenDes

Source: http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADF052.pdf and <http://www.aprendesperu.org/>

Le projet, Innovations in Decentralization and Active Schools (AprenDes – Innovations dans le domaine de la décentralisation et écoles actives), dans les zones rurales du Pérou a eu de très bons résultats depuis son lancement en 2003. Grâce à un partenariat entre USAID/Pérou et le Ministère de l'éducation, le projet est mis en œuvre dans les écoles et dans les communautés scolaires des zones rurales dans la région de San Martin. Le projet soutient la Loi sur l'éducation de 2003 du Gouvernement du Pérou, qui favorise la décentralisation en tant que moyen visant à améliorer la qualité de l'éducation dans le pays. Le projet est mis en œuvre par l'Académie pour le développement de l'éducation et se concentre sur la gestion locale décentralisée des écoles, sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et sur les pratiques démocratiques. Le but du projet est l'amélioration de la qualité de l'EPR de la base au sommet ainsi que du sommet vers la base.

Le projet se concentre sur la conception de politiques de décentralisation efficaces et sur leur mise en œuvre par la gestion au niveau communautaire de l'éducation de qualité dans les cadres régional et local. Les membres de la communauté et les étudiants mêmes participent au projet car il favorise le travail en groupe, l'auto-apprentissage, le comportement démocratique et l'engagement des parents. De cette façon, les élèves deviennent des participants actifs de la vie sociale et économique de leurs communautés locales. AprenDes dans la région de San Martin a déjà eu un impact sur plus de 6 000 étudiants dans 140 écoles rurales multigrades ayant un seul enseignant. Le projet vise à renforcer les capacités du Ministère de l'éducation, des gouvernements locaux et d'autres pour les aider à assumer des fonctions adéquates et de soutien dans le processus de décentralisation. Le rôle des enseignants est de faciliter le processus d'apprentissage. Les facilitateurs du projet sont employés pour la formation des enseignants, pour leur donner un soutien technique et promouvoir l'élaboration de matériels didactiques efficaces.

Selon la Loi nationale sur la décentralisation, chaque école locale est dirigée par un conseil éducatif composé des représentants des étudiants, des parents, des directeurs des écoles et des notables de la communauté. Les conseils éducatifs locaux suivent des cours de formation et ensuite travaillent ensemble pour élaborer le plan scolaire annuel. Les écoles inscrites dans le cadre du projet sont transformées d'écoles traditionnelles en «écoles actives», caractérisées par l'apprentissage actif et par la participation des parents, des élèves, des membres de la communauté et des dirigeants de l'école. Dans une école traditionnelle, l'enseignant enseigne et les élèves essaient de se souvenir en prenant des notes du tableau. Dans les écoles actives, les élèves travaillent en petits groupes et apprennent la lecture, les mathématiques et les sciences naturelles dans les centres d'apprentissage. Les élèves recherchent et analysent les problèmes réels de la communauté. Ils sont engagés dans les projets de services communautaires et s'occupent activement de la gestion de leur école. Les élèves préparent des histoires à raconter et des articles écrits sur la vie et le travail dans la communauté.

Dans les écoles actives, les enseignants deviennent les facilitateurs de l'apprentissage. Ils facilitent l'apprentissage en petits groupes. Les réseaux des enseignants se rencontrent régulièrement pour partager leurs expériences, observer d'autres cours et résoudre des problèmes associés à l'enseignement. Les enseignants apprennent de nouvelles techniques par l'expérience pratique, la formation et les remarques d'autres enseignants et sont responsables de l'élaboration de leurs propres matériels didactiques. Ils conçoivent les manuels de formation et adaptent les guides d'apprentissage selon les conditions locales et préparent des matériels importants pour les besoins de leurs élèves.

Un exemple du Salvador – EDUCO: la réforme élargit les possibilités d'éducation aux enfants des communautés rurales les plus pauvres

Organisations: Ministère de l'éducation, Banque mondiale, UNESCO, PNUD

Source: <http://www.ifc.org/ifcext/edinvest.nsf/Content/EvaluationStudies>;
http://www.iadb.org/ethics/documentos/lie_impl-i.pdf; et
http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079934475/547667-1135281552767/EISalvador_EDUCO.pdf

Au début des années 90, El Salvador avait un des systèmes d'éducation les plus faibles de toute l'Amérique latine, avec des niveaux élevés de redoublement et d'abandon. Dans les années 80, la guerre civile qui a duré 12 ans, a contribué à affaiblir le système d'éducation, surtout dans les zones rurales. Certaines écoles, particulièrement dans les régions du nord (Chalatenango, Morazán et Cabanas) et de San Vicente, dans la région centrale, ont été fermées définitivement à cause des confrontations fréquentes entre l'armée et les guérilleros. La qualité des écoles rurales existantes soutenues par le gouvernement était tellement faible que les parents croyaient que l'école était une perte de temps et nombreux d'entre eux gardaient leurs enfants, surtout les filles, à la maison pour s'occuper des frères et des sœurs plus jeunes et pour faire le ménage. En 1990, le taux net de scolarisation pour l'enseignement primaire était 61,3 pour cent, ce qui signifiait que plus de 500 000 enfants d'âge scolaire n'étaient pas scolarisés.

En 1991, avec le soutien de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, le Ministère de l'éducation a lancé le Programme d'éducation avec la participation communautaire afin d'élargir les possibilités éducatives en fournissant l'enseignement préprimaire et primaire aux communautés les plus pauvres du Salvador. L'acronyme espagnol du programme est EDUCO. Le programme s'occupait au début de 8 416 élèves de 263 écoles. En 1996, le programme avait été élargi jusqu'à inclure 168 672 élèves de 5 721 écoles. Les objectifs du programme sont l'augmentation de l'accès à l'éducation pour les communautés rurales les plus pauvres; la promotion de la participation des communautés locales à l'éducation; et l'amélioration de la qualité de l'enseignement préprimaire et primaire.

Dans le cadre de cette réforme éducative de décentralisation, les parents d'une communauté élisent parmi eux un organisme de gestion appelé Association communautaire pour l'éducation (ACE). Le Ministère de l'éducation signe un contrat d'un an, renouvelable, régi par un plan formel des droits et des responsabilités entre le gouvernement et la communauté. La communauté convient de fournir un programme d'étude donné à un certain nombre d'étudiants. Les ACE sont les employeurs directs des enseignants. Les membres des ACE choisissent, embauchent et licencient les enseignants qui n'ont pas le niveau requis; ils suivent également la performance et la présence des enseignants. Les associations communautaires sont également responsables d'équiper et d'entretenir les installations scolaires. Chaque ACE reçoit un transfert direct de fonds pour son fonctionnement de la part du Ministère de l'éducation.

Les évaluations d'EDUCO montrent que le programme s'occupe en fait des communautés les plus pauvres du Salvador. Il n'y a aucune différence de performance académique entre les élèves des écoles EDUCO et les élèves des écoles traditionnelles, même si les conditions économiques des élèves d'EDUCO sont plus défavorisées que celles des enfants des écoles traditionnelles. Les écoles EDUCO ont habituellement des infrastructures et des services de base inférieurs par rapport aux écoles traditionnelles et pourtant les écoles EDUCO ont tendance à avoir des matériels didactiques meilleurs et en plus grande quantité. Qui plus est, les parents des élèves des écoles EDUCO sont plus engagés dans l'éducation de leurs enfants.

Le partenariat EPR

Six ans après sa mise en place, le partenariat EPR se compose d'un groupe d'environ 350 membres engagés dans la promotion de l'EPR. Les membres de l'EPR représentent les secteurs publics nationaux et internationaux, notamment les organisations internationales et les gouvernements, ainsi que les médias, les universités, le milieu des affaires et la société civile, comme les ONG, les organisations d'agriculteurs, de jeunes et de femmes. Plusieurs volontaires ont gentiment soutenu l'Unité de coordination de l'EPR et les participants aux initiatives de renforcement des capacités et d'autres ont fourni des entrées inestimables pour la conception des politiques et des connaissances relatives à l'EPR. L'EPR a utilisé ces partenariats pour promouvoir le renforcement des capacités et l'échange des bonnes pratiques ainsi que le dialogue sur les politiques concernant l'EPR avec les pays membres et les organisations internationales, et pour promouvoir la coopération entre les ministères de l'éducation et les ministères de l'agriculture, les donateurs et avec la société civile. La FAO a fourni les ressources physiques, financières et techniques pour accueillir au siège l'Unité de coordination de l'EPR depuis 2002.

Les ressources du partenariat EPR

Les activités dans le cadre de ce programme ont été principalement financées par le Programme ordinaire de la FAO et par le soutien financier à la FAO de la Direction générale pour la coopération en faveur du développement (DGCS), de la République de San Marino, du Ministère français des affaires étrangères et européennes et du Programme alimentaire mondial (PAM). Un soutien supplémentaire en ressources non monétaires a été fourni par le siège de l'UNESCO et par l'UNESCO-IIPE en temps de travail du personnel ainsi que par d'autres unités de l'UNESCO, notamment les bureaux régionaux de Bangkok et de Santiago, et le bureau de l'UNESCO de Beijing.

L'Agence française pour le développement, dans le cadre du projet *Appui au développement de l'expertise en formation agricole et rurale* (AdexFAR), le Ministère français de l'agriculture et des pêches, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le Réseau mondial de formation pour le développement (GDLN) de la Banque mondiale, la Commission européenne, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), l'initiative Farmers of the Future (Agriculteurs de demain) du Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), le Forum mondial de la recherche agricole (FMRA) et un réseau d'ONG du Nord et du Sud ainsi que l'université de l'Etat du Iowa aux Etats-Unis et quelques universités italiennes, colombiennes et britanniques ont contribué en mobilisant les ressources monétaires et non monétaires nécessaires pour la mise en œuvre des activités du partenariat EPR. De surcroît, tous les membres ont contribué par leur participation aux activités de l'EPR puisque celle-ci est la condition principale pour avoir accès au partenariat. La contribution des ONG dans la promotion de l'EPR aux niveaux national et international a été, et est encore, très importante compte tenu du fait

qu'elles sont les parties prenantes essentielles dans la promotion du travail sur le terrain avec les populations rurales. On présente ci-après une description des activités de l'EPR.

Gestion et partage des recherches et des connaissances

L'EPR a débuté avec une étude mondiale en profondeur sur l'interaction entre l'éducation, l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, conduite de façon conjointe par la FAO et l'UNESCO-IIEP, et avec une évaluation de l'état des politiques publiques sur l'EPR et les concepts qui les inspirent. Lors de cette phase, on a favorisé l'interaction entre les institutions spécialisées, collecté et analysé les données pertinentes et publié les résultats de l'étude dans le livre *Education pour le développement rural: vers des orientations*, qui établit le cadre de décision pour l'initiative EPR (FAO/UNESCO-IIEP, 2003). Le partenariat a élargi sa recherche à la contribution de l'éducation agricole supérieure en faveur de l'amélioration de la vie des populations rurales en publiant quatre études de cas (FAO/UNESCO-IIEP, 2004b; FAO/UNESCO-IIEP, 2004c; FAO/UNESCO-IIEP, 2005c; FAO/UNESCO-IIEP, 2005d). On a entrepris la collaboration avec l'université EARTH, avec la série de séminaires sur Sustainability, Education and the Management of Change in the Tropics (SEMCIT – durabilité, éducation et gestion du changement aux Tropiques) et avec l'université de l'Etat du Iowa, ainsi que des ateliers spécifiques, organisés par la FAO et l'UNESCO, sur le renforcement des capacités.

Toutes ces activités ont assuré le développement de l'EPR à partir d'une base de recherche solide. Des archives mondiales de la base de connaissances de l'EPR ont été établies à la FAO, sont accessibles dans le monde entier par Internet (<http://www.fao.org/sd/erp/>) et sont disponibles en cinq langues. Une Série EPR, disponible en papier ainsi qu'en ligne, a publié d'autres recherches et facilite le partage des nouvelles connaissances et des bonnes pratiques. Le DVD et la publication en ligne de la Mallette éducative d'EPR, incluant les matériels pédagogiques et didactiques pour l'éducation agricole formelle et non formelle et d'autres sujets pertinents à la vie des populations rurales, pour les enseignants et les moniteurs, les agriculteurs, les agents de vulgarisation et le grand public (http://www.fao.org/sd/erp/ERPtktoolkit_fr.htm), sont un exemple de la focalisation placée sur la production et le partage des matériels de formation en vue de renforcer les capacités nationales pour la promotion de l'EPR aux niveaux national, régional et international.

Dialogue sur les politiques et renforcement des capacités

Grâce à sept ateliers régionaux et trois ateliers pour le renforcement des capacités des donateurs, le partenariat a examiné les différentes façons dont les Plans d'action nationaux pour l'EPT et les Plans de développement rural concentrent l'attention sur les besoins en matière d'éducation des populations rurales. Les ateliers régionaux se sont concentrés sur l'EPR en Asie (FAO/UNESCO-IIEP, 2002; FAO/UNESCO-IIEP, 2006a), en Amérique latine (FAO/UNESCO-IIEP, 2004b), en Afrique (ADEA/FAO, 2007; FAO, 2007a) et aux Caraïbes (FAO/UNESCO-IIEP,

2006b) et visaient les décideurs des ministères de l'agriculture et de l'éducation ainsi que la société civile, les organisations internationales et les universités.

Par ces activités, les décideurs et les planificateurs en matière d'éducation ont acquis des connaissances du personnel employé dans l'agriculture et le développement rural engagé dans la formation de base et la vulgarisation non formelles et dans l'éducation agricole technique, professionnelle et supérieure. La vulgarisation, souvent marginalisée par la rigidité d'une approche axée sur un seul secteur où l'enseignement formel et non formel sont abordés comme des réalités distinctes, a tiré des avantages de l'échange des pratiques avec d'autres modalités de prestation des services. Les études de cas nationales sur l'EPR ont été élaborées dans le cadre des préparatifs pour les sept ateliers régionaux et les études sur les pays de l'Europe de l'Est, comme la Bosnie et l'Herzégovine, la Croatie, la Serbie et le Kosovo, ont été également préparées dans le cadre du programme normatif de la FAO. On peut consulter ces activités, ainsi que d'autres, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPotheractivities_fr.htm.

Globalement, des progrès considérables ont été accomplis dans l'intégration de l'EPR au sein de l'agenda international pour les politiques. L'EPR est incluse dans un certain nombre de déclarations politiques fondamentales, par exemple, le Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation à la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale (ONU, 2004) sur la réalisation de l'objectif concernant l'éducation primaire pour tous de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. L'EPR a été abordée aux forums sur les politiques nationales et internationales, comme la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT 2005 à Beijing où l'EPR a été identifiée comme une priorité en matière de politique stratégique mondiale pour les années à venir. La Biennale 2008 de l'ADEA et la Conférence internationale sur l'éducation (Genève, 2008), la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable (Bonn, 2009) se sont concentrées sur l'équité dans l'éducation et dans la formation et ont abordé l'écart entre zones urbaines et rurales en matière d'éducation en tant que défis clés pour la réalisation des OMD. Plusieurs autres événements ou documents de politique reconnaissant l'importance de l'EPR sont disponibles sur le site de l'EPR, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPUNdocuments_fr.htm.

L'EPR a été mise en œuvre, par ses partenaires, simultanément aux niveaux des politiques, du renforcement des capacités et des populations locales. Le travail a été entrepris dans le domaine des normes ainsi que sur le terrain. La focalisation a été concentrée sur le niveau des politiques pour garantir l'impact le plus fort, la rentabilité et un effet multiplicateur (FAO/UNESCO-IIPE, 2005a). D'autres exemples sont la Stratégie du Kosovo en faveur de l'EPR (MEST/MAFDR/FAO, 2004) et la préparation des directives pour la planification et le suivi de la mise en œuvre de l'EPR (FAO/UNESCO-IIPE, 2007b). La Mallette éducative en ligne répond à la demande en compétences et en connaissances de base nécessaires aux populations rurales, comme la gestion des cultures et des forêts; la gestion des sols et de l'eau; les droits fonciers; les questions en matière d'animaux et de pastoralisme; la biodiversité, la finance rurale, le secteur agroalimentaire et la commercialisation; la comptabilité; les pêches; l'alimentation et la nutrition; ainsi que d'autres aspects importants pour les moyens d'existence durables, comme la planification de l'EPR, le VIH/SIDA, les questions de parité hommes-femmes, l'éducation à la paix et la formation pour la gestion des conflits, et la communication. La Mallette éducative de l'EPR est constamment mise à jour par le biais des entrées des membres et est disponible à l'adresse électronique

http://www.fao.org/sd/erp/ERPtktoolkit_fr.htm. L'impact du partenariat EPR sur les médias est documenté à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERParticlesPresslast_fr.htm.

Raisons du succès

L'ampleur de l'effort pour promouvoir l'EPR ne peut pas être abordée par une seule organisation ou institution. Le succès de l'initiative mondiale de l'EPR est attribué, entre autres, aux raisons ci-après:

- ⇒ les partenariats établis, qui ont accéléré et facilité la mise en œuvre;
- ⇒ un partenariat fort entre la FAO et l'UNESCO, notamment la participation active des bureaux de terrain des deux organisations;
- ⇒ les alliances et la collaboration couronnées de succès entre les ministères de l'agriculture et de l'éducation, les ONG, les organisations internationales et les universités et les instituts de recherche et les médias dans les pays en développement et au niveau international;
- ⇒ une approche holistique reliant l'activité normative et les activités pilotes sur le terrain, qui facilite le développement de bases solides (théorie) pour faire avancer l'initiative de partenariat;
- ⇒ le choix stratégique de concentrer le programme d'EPR sur des politiques en amont et le renforcement des capacités, qui garantit la rentabilité et un effet multiplicateur;
- ⇒ le style informel de la gestion, qui a laissé une grande liberté d'explorer les idées, de créer de nouvelles relations et de travailler à un coût très faible; et
- ⇒ un suivi constant du bien-fondé des engagements – de la FAO ainsi que ceux des partenaires.

Le partenariat EPR à l'avenir

L'éducation pour toutes les populations rurales est un défi énorme et beaucoup reste encore à faire, si l'on considère le nombre d'adultes analphabètes et d'enfants non scolarisés qui vivent dans les zones rurales. Le travail en matière de politiques étant bien établi, il est à présent conseillé de passer à une phase où les ressources seront concentrées sur la mise en œuvre au niveau des pays. Au cours de cette prochaine phase, de nouveaux investissements seront nécessaires au niveau national. La FAO, en tant qu'organisation basée sur la connaissance, continuera à collecter, analyser et diffuser les connaissances nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de tous les habitants dans le monde et pour fournir une gouvernance mondiale «intéressant [...] l'amélioration de l'enseignement et de l'administration en matière de nutrition, d'alimentation et d'agriculture, ainsi que la vulgarisation des connaissances théoriques et pratiques relatives à la nutrition et à l'agriculture» (FAO, 1945). L'UNESCO et la Banque mondiale sont extrêmement bien placées pour faciliter la mise en œuvre de l'EPR au niveau national, étant donné que ce rôle est inscrit dans leurs mandats pour soutenir l'avancement de l'éducation à ce niveau. Les plans d'action nationaux pour l'EPT, l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée, les stratégies de réduction de la pauvreté et les plans

nationaux de développement rural ainsi que l'initiative «Une ONU» peuvent produire des résultats considérables une fois que les enseignements de la première phase de l'EPR sont mis en œuvre. La direction et le soutien technique à l'EPR au niveau du pays de la part de l'UNESCO devraient être renforcés au cours de cette nouvelle phase. La FAO se trouve dans une position favorable pour contribuer, en tant qu'entité de soutien, au travail de l'UNESCO dans les domaines spécifiques des compétences de la FAO.

Au niveau national, la particularité de la mise en œuvre de l'EPR sera une approche systémique basée sur les besoins, qui favorise l'éducation (y compris la vulgarisation) en élargissant l'accès et en améliorant la qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes, ce qui peut se faire uniquement par le renforcement des liens institutionnels multisectoriels et interdisciplinaires et par le développement de nouvelles alliances entre les ministères de l'agriculture et les ministères de l'éducation ainsi qu'avec la société civile.

Les besoins en éducation des populations rurales doivent rester une priorité des organisations publiques internationales, des donateurs, et lors des délibérations et des conférences internationales. Une attention spécifique sur l'EPR est nécessaire dans le cadre du Rapport mondial de suivi sur l'EPT et dans les déclarations et les recommandations des prochaines conférences internationales sur la réduction de la pauvreté et sur la sécurité alimentaire ainsi que sur l'éducation et lors des prochaines réunions du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous.

Conclusions et considérations politiques principales du livre

Les progrès jusqu'à présent. Des progrès considérables ont été réalisés. Six ans de travail dans les domaines des politiques, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités ont eu pour résultat la reconnaissance du rôle crucial de l'EPR dans la réalisation des OMD et, en particulier, de son rôle crucial dans la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles.

Il reste encore du travail. Il reste encore beaucoup de travail à faire. Malgré les progrès importants accomplis pour réaliser tous les huit OMD, selon les Nations Unies, «... nous ne sommes pas sur la bonne voie pour remplir nos engagements» (ONU, 2008, p. 3). De nombreuses raisons expliquent ce fait, mais le manque d'investissements en faveur de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités des populations rurales est probablement parmi les raisons fondamentales de la carence de progrès.

La valeur de l'EPR. L'EPR est un bien public et un investissement à long terme. L'élargissement et l'amélioration de l'EPR sont coûteux, mais absolument essentiels. Les arguments en faveur des investissements dans l'EPR sont convaincants. Des populations rurales mieux éduquées ont des meilleures perspectives d'emploi, une meilleure santé, une plus grande sécurité alimentaire, moins de vulnérabilité par rapport aux chocs et des meilleurs mécanismes d'adaptation à utiliser pour faire face aux forces du changement climatique, des crises alimentaires et des défis aux traditions culturelles. La stabilité sociale, la paix et la démocratie ont une relation directe avec l'inclusion de tous les habitants dans le monde à l'éducation.

EPR: une priorité en matière de politiques et de programmes. De nos jours, le plus grand défi des gouvernements nationaux, des agences internationales, des donateurs bilatéraux et des ONG est celui d'accroître leur mise en évidence en matière de politiques et de programmes sur l'EPR et de garantir un suivi conjoint des progrès accomplis. La Banque mondiale a accordé plus d'attention à l'agriculture et au développement rural. L'UNESCO, d'autre part, a atténué le profil «rural» dans ses plans stratégiques et ses plans de travail récents. L'UNESCO et la Banque mondiale, en raison du rôle de chef de file qu'elles jouent dans le cadre du mouvement de l'Education pour tous (EPT) et de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA), peuvent veiller à ce que l'EPR devienne une partie intégrante des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et des Plans nationaux d'action de l'Education pour tous. L'Initiative de mise en œuvre accélérée peut favoriser l'EPR en priorisant le soutien aux pays qui sont engagés dans la promotion de l'éducation pour leurs populations rurales.

Le financement de l'EPR: une priorité nationale et internationale. Le Secrétaire général des Nations Unies signale que «failure to provide Education for All puts an entire generation at risk» (à défaut de pourvoir l'éducation pour tous, toute une génération est menacée) et que «right now, children from poor communities, rural areas and minority groups are almost always struggling to learn under worse condition than others in society» (DPI-NU, 2008) (de nos jours, les enfants des communautés pauvres, des zones rurales et des groupes minoritaires

apprennent presque toujours péniblement dans des conditions plus difficiles que celles d'autres groupes dans la société). Comme il a été signalé lors de la réunion de Beijing du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous, il faut que l'EPR soit une priorité des allocations des ressources publiques aux niveaux national et international. Il est nécessaire que l'EPR soit au centre des plans d'action nationaux pour l'EPT et obtienne une part accrue des financements publics. Les initiatives de renforcement des capacités pour soutenir l'allocation de ressources de longue durée et la mise en œuvre de ces plans sont nécessaires. Comme il a été signalé dans l'avant-propos de *L'éducation pour le développement rural: vers des orientations nouvelles*, «la poursuite des tendances actuelles en matière de politique éducative» empêchera d'atteindre ces cibles dans les zones rurales ou à niveau mondial. Il faudra des changements majeurs réels des politiques et de l'allocation des ressources, si l'on veut que des progrès significatifs soient accomplis dans le cadre de l'EPT et de la réduction de la pauvreté.

Données fiables sur l'EPR. Des statistiques améliorées ainsi que des Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) sont nécessaires pour atteindre l'efficacité de la planification des politiques, de l'exécution des programmes, le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'EPR pour tous et pour tirer des enseignements en faveur d'une meilleure gestion et d'une meilleure performance. Les politiques en faveur des pauvres requièrent la ventilation des données sur l'éducation et sur l'alphabétisation selon les populations des milieux rural et urbain comme on fait pour les populations d'hommes et de femmes dans les statistiques internationales de l'UNESCO, dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT ainsi que dans les SIGE nationaux. On peut trouver des exemples dans les statistiques d'autres secteurs du développement.

Les partenariats. Les partenariats entre les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations communautaires, les universités, le secteur privé, les médias et d'autres parties prenantes continueront d'être déterminants pour la réussite de l'initiative de l'EPR.

La coopération intersectorielle au niveau national. Au plan national, la coordination entre les ministères de l'agriculture et de l'éducation est essentielle si l'on veut que les populations rurales soient desservies avec efficacité. Chaque ministère dispose des biens et des compétences critiques pour aborder ces défis, mais aucun ne dispose des ressources pour atteindre, seul, ce but. La coordination conjuguée au renforcement des capacités pour tous les professionnels qui soutiennent l'EPR est importante.

Travailler comme «Une ONU»: la coopération intersectorielle au niveau international. En qualité d'agence chef de file du partenariat EPR, la FAO continuera de plaider pour que les gouvernements s'engagent davantage et consacrent des ressources plus significatives en faveur de l'EPR. La FAO, en tant qu'organisation basée sur la connaissance, continuera de collecter, analyser, interpréter et diffuser les connaissances nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de tous les habitants dans le monde et pour fournir une gouvernance mondiale «intéressant [...] l'amélioration de l'enseignement et de l'administration en matière de nutrition, d'alimentation et d'agriculture, ainsi que la vulgarisation des connaissances théoriques et pratiques relatives à la nutrition et à l'agriculture» (FAO, 1945). La FAO reste la seule ressource mondiale pour la recherche, les politiques et les compétences techniques sur l'éducation et la formation agricoles. Le Programme de travail et budget de la FAO se concentre surtout sur la formation technique, l'alphabétisation, la formation de base et la

formation tout au long de la vie pour les populations rurales, y compris la vulgarisation en tant que moyen pour soutenir la transformation de l'agriculture. L'UNESCO et la Banque mondiale sont particulièrement qualifiées pour favoriser la mise en œuvre de l'EPR au niveau national, étant donné que ce rôle est inscrit dans leurs mandats de soutenir l'avancement de l'éducation, et qui peut être poursuivi avec efficacité grâce à leur dialogue privilégié avec les ministères de l'éducation. Les plans d'action nationaux pour l'EPT, l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée, les stratégies de réduction de la pauvreté et les plans nationaux de développement rural ainsi que l'initiative «Une ONU» peuvent produire des résultats considérables une fois que les enseignements de la première phase de l'EPR sont mis en œuvre. Au cours de cette nouvelle phase, la direction et le soutien technique de l'UNESCO à l'EPR au niveau du pays devront être renforcés et la FAO se trouve dans une position favorable pour contribuer, en tant qu'entité de soutien, au travail de l'UNESCO dans les domaines spécifiques des compétences de la FAO.

Redéfinir l'éducation agricole. Il faudra que l'EPR dépasse l'approche du passé où l'éducation agricole pour les agriculteurs était le souci principal de l'éducation dans les zones rurales. Aujourd'hui, une vision plus élargie des compétences nécessaires dans la vie courante et des compétences économiques nécessaires pour s'épanouir dans le milieu rural s'est dégagée. Il est nécessaire d'élargir le paradigme de l'éducation agricole afin d'y inclure les concepts liés au développement rural durable. On peut former le capital humain amélioré dans l'espace rural pour accroître la productivité au niveau des exploitations et les possibilités d'emploi en dehors des exploitations ainsi que pour un apprentissage conduisant à l'amélioration du bien-être social, à la formation du capital social et à des moyens d'existence satisfaisants.

Une approche axée sur les besoins. Les stratégies éducatives «one size fits all» (taille unique) ne sont pas efficaces pour atteindre les populations rurales. Au plan national, la particularité de la mise en œuvre de l'EPR sera une approche systémique basée sur les besoins. La cartographie des différents besoins des populations rurales pour ce qui est de l'éducation et de la formation (y compris la vulgarisation) et des interventions ciblées pour élargir l'accès à l'éducation et à la formation et en améliorer la qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes par l'établissement de programmes pertinents est essentielle si l'on veut réussir. De surcroît, depuis la Déclaration de Paris en 2005, on a conçu l'idée que le renforcement des capacités est principalement un processus endogène provenant de l'intérieur, qui peut être stimulé, mais non pas dirigé par l'extérieur.

Partager les enseignements politiques. De nombreuses alternatives de politiques sont à disposition pour renforcer les capacités et l'estime de soi des populations rurales et leur résilience à faire face aux changements et aux crises, dont plusieurs ont été mises en œuvre dans différents pays dans le monde. La diffusion de ces enseignements appris, des pratiques optimales et de la recherche relative à l'EPR est importante pour renforcer les capacités aux niveaux national et régional en vue de planifier et de mettre en œuvre des politiques efficaces. Ce livre a été conçu pour soutenir les initiatives de renforcement des capacités, comme les Conférences mondiales 2009 de l'UNESCO et d'autres activités, notamment les initiatives spécifiques de l'EPR.

Les filles et les femmes rurales. Les filles et les femmes des zones rurales sont discriminées du point de vue géographique et sexuel. Les stratégies visant à promouvoir la participation des filles rurales aux programmes d'éducation et d'alphabétisation des femmes comprennent l'élimination des obstacles liés aux

coûts, le renforcement des écoles rurales en tant que centres d'apprentissage de qualité sensibles aux questions de parité hommes-femmes, le développement de contenus d'apprentissage sensibles aux questions de parité hommes-femmes et d'environnements scolaires et de formation prenant en compte les besoins des filles et des femmes.

Les jeunes ruraux représentent l'avenir. Les jeunes ruraux sont les protagonistes principaux de toute activité de programme à l'avenir. Les jeunes d'aujourd'hui sont les leaders et les agriculteurs de demain. Les jeunes ruraux représentent la majorité des populations dans la majorité des pays moins développés et il est urgent de consacrer une attention spécifique à leurs besoins et à leurs contributions pour notre avenir commun.

L'EPR est un défi majeur et une claire opportunité. Les défis de l'EPR à l'avenir résultent du fait que la grande majorité des personnes qui sont exclues de l'éducation vivent en milieu rural. Par conséquent, l'éducation des populations rurales est indispensable, urgente et essentielle, si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Communiqué final de la Cinquième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous

Maintenir les recommandations de la Réunion de 2005 du Groupe de haut niveau sur l'EPT

L'éducation des populations rurales

Nous, chefs d'Etat, ministres, chefs de Secrétariat et hauts fonctionnaires d'institutions multilatérales et bilatérales et responsables d'organisations non gouvernementales, avons tenu à Beijing, du 28 au 30 novembre 2005, à l'invitation du Directeur général de l'UNESCO, la cinquième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous, ayant pour thème central l'alphabétisation et l'éducation des populations rurales...

12. Etant donné que la majorité des laissés-pour-compte et exclus de l'éducation vivent dans les zones rurales, l'éducation des populations rurales est vitale et urgente.

13. Nous recommandons que les gouvernements et les partenaires de l'EPT:

- investissent davantage pour atteindre et servir avec succès les plus pauvres, les minorités, les migrants, les travailleurs non organisés et les autres groupes désavantagés, par l'adoption des meilleures pratiques et de politiques qui leur soient bénéfiques;
- conçoivent et mettent en œuvre des stratégies ciblées, une approche intersectorielle et des partenariats forts pour répondre à la diversité des situations et des besoins;
- conçoivent et soutiennent de façon urgente des stratégies en vue de la mise en œuvre de programmes de formation et de mobilisation des enseignants, y compris dans le cadre de la stratégie de l'UNESCO pour la formation des maîtres en Afrique subsaharienne, afin de remédier à l'important déficit d'enseignants; créent des stratégies et programmes novateurs là où le nombre d'enseignants est insuffisant;
- promeuvent la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, en prêtant une attention particulière aux stratégies visant à placer, soutenir et retenir des enseignants dûment qualifiés et formés dans les zones rurales, ainsi qu'à améliorer leurs conditions de travail;
- mettent en œuvre des mesures innovantes - y compris en matière de réforme des programmes d'enseignement, d'éducation à distance, d'éducation non formelle et d'application des TIC - afin d'améliorer la pertinence de l'éducation en respectant la diversité des cultures et les langues locales, en reconnaissant les savoirs locaux et

en adoptant des calendriers d'action flexibles...

Source: Cinquième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous, 28–30 novembre 2005, Beijing, Chine. Communiqué final

Crédits photos

Page Photographe

Couverture

Rabat

Quatrième de couverture (de gauche à droite)

Avec l'aimable autorisation du projet FAO/Italie GCP/INT/542/ITA

Lettres de l'alphabet (glyphes internationaux) de:

Cimarosti, M. 2005. *Non legitur. Giro del mondo in trentatré scritture*. Stampa Alternativa e Graffiti.

Références

- Acker, D. et Gasperini, L.** 2003. Launching a new flagship on education for rural people: an initiative agricultural and extension educators can get behind. *Journal of International Agricultural and Extension Education*, 10(3): 81—85. (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/ackerfall2003.pdf>).
- Acker, D. et Gasperini, L.** 2008. Education for rural people: what have we learned. *Journal of International Agricultural and Extension Education*, 15(1). Printemps (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/NR/edu/abst/edu_081001_en.htm).
- ADEA/FAO.** 2007. *L'éducation pour les populations rurales en Afrique*. Rome, FAO et Paris, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (disponible également à l'adresse électronique www.fao.org/sd/erp/documents2007/ai209f00.pdf).
- All Africa.com.** 2007. *MDG – UN requires \$110 billion to get children in school by 2015*. All Africa Global Media. 1 août (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://allafrica.com/stories/200707300343.html>).
- Anderlini, J. et Dyer, G.** 2009. Downturn slashes 20m jobs in China. *Financial Times*. Londres, 3 février, p. 1
- Atchoarena, D. et Gasperini, L.** 2003. dans *Education for rural people: aid agencies workshop*. Rome, 12—13 décembre 2003. Rome, FAO et Paris, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/sd/SDR/SDRE/OxenhamRapportfinal.doc>).
- Avila, M., Atchoarena, D. et Gasperini, L.** 2005a. *Agency approaches to skills development for rural people*. Document présenté au Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences, novembre, Rome.
- Avila, M., Atchoarena, D. et Gasperini, L.** 2005b. Skills development for rural people: the FAO/IIEP collaboration on education for rural people, dans *Skills development for rural people: a renewed challenge*. pp. 14—19. Débats en matière de développement des compétences, document n° 10. Rome. Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2006/Paper%2010.pdf>).
- BAD/UNESCO-IIEP.** 2005. *The education of nomadic peoples in East Africa: Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Tanzania and Uganda*, par R. Carr-Hill et E. Peart. Tunis, Banque africaine de développement et Paris, Institut international de

planification de l'éducation (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0014/001405/140563e.pdf).

Banque mondiale. 1988. Education and development: a review, par G. Psacharopoulos. *The World Bank Research Observer* 3 (1): 99-116. (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://wbro.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/3/1/99>).

Banque mondiale. 2007a. *Cultivating knowledge and skills to grow African agriculture. A synthesis of an institutional, regional, and international review*. Rapport N° 40997-AFR. Washington, DC, Banque mondiale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/AET_Final_web.pdf).

Banque mondiale. 2007b. *New evidence on the urbanization of global poverty*, par M. Ravallion, S. Chen et P. Sangraula. Document de travail de recherche sur les politiques 4199, avril. Washington, DC (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/2795087-1191427986785/RavallionMEtAl_UrbanizationOfGlobalPoverty.pdf).

Banque mondiale. 2007c. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement*. Washington DC. (disponible également à l'adresse électronique web.worldbank.org/.../0,,menuPK:4160726~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:4160633,00.html).

Bunker, R. 2007. Ending poverty, but only on paper. *The American*. 30 juillet. (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.american.com/archive/2007/july-0707/ending-poverty-but-only-on-paper>).

Burchi, F. et De Muro, P. 2007. *Education for rural people: a neglected key to food security?* Document de travail N° 78. Rome, FAO et Université de Roma Tre (disponible également à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPEvents61_fr.htm ou en anglais à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai227e/ai227e.pdf>).

DEASNU. 2008. *World urbanization prospects: the 2007 revision. Highlights*. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007WUP_Highlights_web.pdf).

DFID (Département du développement international, Royaume-Uni). 2007. Brown and Benn urge rich nations to boost aid to get all children into schools by 2015. *Press release*. 2 May. London (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.dfid.gov.uk/news/files/pressreleases/children-into-school.asp>).

Diouf, J. 2002. Discours prononcé lors du lancement du nouveau programme-phare FAO/UNESCO «L'éducation pour les populations rurales» au Sommet mondial sur le développement durable, 3 septembre. Johannesburg, Afrique du Sud (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN0904_fr.htm).

Diouf, J. 2009. Allocution à la Réunion de haut niveau sur la «Sécurité alimentaire pour tous», Madrid 26—27 janvier 2009 en qualité de Directeur général de la FAO et de Vice-président de l'équipe spéciale de haut niveau sur la Crise mondiale de la sécurité alimentaire (disponible à l'adresse électronique <http://www.fao.org/french/dg/2009/2627january2009.html>).

DOA (Département de l'agriculture, République sud-africaine)/FAO. 2003. *Agricultural education and training strategy for agriculture in rural development in South Africa.* (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/FinalStrategyNovember2003.pdf>).

DPI-NU. 2008. *Secretary-General, in message, says education can drive economic, social progress. Failure to provide education for all puts entire generation at risk.* Message du Secrétaire général des Nations Unies (SG/SM/11819), 25 septembre. New York, Nations Unies, Département de l'information (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.un.org/News/Press/docs//2008/sgsm11819.doc.htm>).

FAO. 1945. *Acte constitutif de la FAO.* Article Premier. Rome (disponible également à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/009/j8038f/j8038f00.htm>).

FAO. 1997. *Higher agricultural education and opportunities in rural development for women: an overview and summary of five case studies,* par M. Karl. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/W6038E/W6038E00.htm>).

FAO. 2000. *De l'éducation agricole à l'éducation pour le développement rural et la sécurité alimentaire: tous pour l'éducation et de la nourriture pour tous,* par L. Gasperini. Document présenté à la cinquième Conférence européenne sur l'éducation supérieure agricole Université de Plymouth, 10-13 septembre. SD Dimensions (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/KN1002a_fr.htm).

FAO. 2002a. *Case study on education opportunities for hill tribes in Northern Thailand: implications for sustainable rural development,* par R. Fujioka. Publication du Bureau du Représentant régional adjoint de la FAO 2002/05, Bangkok, Thaïlande (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/004/AC383E/AC383E00.pdf>).

FAO. 2002b. *L'élaboration participative des programmes d'enseignement. Manuel de formation,* par A. Rogers et P. Taylor. Rome (disponible également à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN0902_fr.htm).

FAO. 2002c. *Targeting the rural poor: the role of education and training,* par L. Gasperini et C. Maguire. Document présenté au Groupe international de travail sur

l'éducation, 10–21 novembre 2001, Lisbonne, Portugal (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0301a_en.htm).

FAO. 2004a. *Educación para la población rural en Brasil, Chile, Colombia, Honduras, México, Paraguay y Perú*. Projet FAO, UNESCO, DGCS Italia, CIDE, REDUC. Rome (disponible également, en espagnol, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Estudio7paises.pdf>).

FAO. 2004b. *Non-formal primary education for children of marine fisherfolk in Orissa, India*, par U. Tietze et N. Ray. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/007/ad822e/ad822e00.htm>).

FAO. 2006. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006*. Rome (disponible également à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/009/a0750f/a0750f00.htm>).

FAO. 2007a. *Education and training for food security. Capacity building and good practices in five African countries*. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/impaginatomaisOk.pdf>).

FAO. 2007b. *Rural household access to assets and agrarian institutions: a cross country comparison*, par A. Zezza. Document de travail ESA N° 07-17, Mai. Division de l'économie du développement agricole. Rome (disponible en anglais à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ah854e/ah854e.pdf>).

FAO. 2007c. *Education for rural people and food security. A cross-country analysis*, par F. Burchi et P. De Muro. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/010/a1434e/a1434e00.HTM>).

FAO. 2008. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*. Rome (disponible également à l'adresse électronique www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm).

FAO/Banque mondiale. 2000. *Agriculture knowledge and information systems for rural development (AKIS/RD): strategic vision and guiding principles*. Rome, FAO et Banque mondiale (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/SD/SDR/SDRE/AKIS.pdf>).

FAO/ROMATRE. 2009. *Reducing children's food insecurity through primary education for rural mothers: the case of Mozambique*, par F. Burchi et P. De Muro. Rome, Université de Roma Tre et FAO (disponible également à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2009/FAO-RomaTreFINALREPORT2.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2002. *Education for rural development in Asia: experiences and policy lessons*, par I. Birch, D. Atchoarena, L. Gasperini, H. Hakeem et M. Hazelman. Rapport du séminaire FAO/UNESCO 5–7 novembre 2002, Bangkok, Thaïlande. Paris, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.unesco.org/iiep/PDF/FAO_UNESCO.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004a. *Revisiting garden-based learning in basic education*, par D. Desmond, J. Grieshop et A. Subramanian. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/revisiting.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004b. *The deep change process in Zamorano: 1997-2002*, par K.L. Andrews. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.unesco.org/iiep>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004c. *The reform of higher agricultural education institutions in China*, par L. Yonggong et Z. Jingzun. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/china.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005a. *Education for rural people to achieve EFA and the MGDs*, par L. Gasperini et D. Atchoarena. Document de travail de la sixième réunion du Groupe de travail sur l'EPT, 19–21 juillet 2005, UNESCO, Paris. (disponible en anglais à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2005/WGEFA_background.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005b. *Seminario "Educación para la población rural (EPR) en América Latina". Alimentación y educación para todos*. Santiago, Chili, 3–5 août 2004. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en espagnol, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/MEPFAO_A_Latina.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005c. *Reforming higher agricultural education institutions. The case of the School of Agriculture at Monterrey Tech (ITESM)*, par M. Zertuche. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai222e/ai222e.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005d. *Higher education for rural development: the experience of the University of Cordoba*, by E. Ramos et M. del Mar Delgado. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.fao.org/SD/ERP/documents2007/MEPFAO_Spain_Cordoba.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005e. *L'éducation pour le développement rural: vers des orientations nouvelles*. Coordonnée et publiée sous la direction de D. Atchoarena et L. Gasperini. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également à l'adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0013/001329/132994F.pdf ou en anglais à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/ad423e/ad423e00.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2006a. *Addressing learning needs of rural people in Asia*, par C. Haddad. Série coordonnée et éditée par D. Atchoarena et L. Gasperini, Rome, FAO et Paris, Institut International de planification de l'éducation, UNESCO

(disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/Mep_Bangkok%20report.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2006b. *Conférence aux Caraïbes sur l'éducation pour les populations rurales: sécurité alimentaire, compétitivité en agriculture et moyens d'existence durables*. 18–19 mai 2006. Sainte-Lucie (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPevents48_fr.htm).

FAO/UNESCO-IIPE. 2007a. *Séminaire international « Enseignement supérieur agricole et coopération internationale : rôle et stratégies des universités*. 27–29 septembre 2006. Agropolis, Montpellier (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPevents51_fr.htm).

FAO/UNESCO-IIPE. 2007b. *Using indicators in planning education for rural people: a practical guide*, par C. Sauvageot et P. Da Graça. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible en anglais également à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/Indicators_guide.pdf).

FIDA. 2001. *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale – Comment mettre fin à la pauvreté rurale*. Rome, Fonds international de développement agricole (disponible également à l'adresse électronique <http://www.ifad.org/poverty/index.htm>).

Gasperini, L. 2001. *World Food Summit five years later: the challenge of feeding and educating all*. Document présenté au Global Consortium of Higher Education and Research for Agriculture and Food Systems in the 21st Century, San Francisco, 14 juillet (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/kn1005a_en.htm).

Gouvernement de l'Afrique du Sud /FAO. 2003. National strategy on education and training for agriculture and rural development in South Africa (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/terminalstatementSA1.pdf>).

Greenway, H.D.S. 2009. Moving back from the coast. *International Herald Tribune*, 28 janvier (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.ihf.com/articles/2009/01/28/opinion/edgreenway.php>).

Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences. 2005. *Skills development for rural people: a renewed challenge*. Document N° 10, Genève, Suisse (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2006/Paper%2010.pdf>).

IFPRI. 2004. *Impact of feeding children in school: evidence from Bangladesh*. Washington, DC. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/liaison_offices/wfp121947.pdf).

LaFraniere, S. 2009. 20 million migrants in China can't find work. *International Herald Tribune*. 3 février 2009.

MEST/MAFDR/FAO. 2004. *A strategy for education for rural people in Kosovo*. Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies et Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement rural du Kosovo, Pristina, FAO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/ERPkosovoenglish.PDF>).

Moock, P.R. 1981. Education and technical efficiency in small-farm production. *Economic Development and Cultural Change*, 29(4): 723-739, University of Chicago Press, Etats-Unis d'Amérique.

ONU. 2002. La FAO et l'UNESCO proposent de s'associer pour promouvoir l'éducation dans le monde rural. Réseau du Système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire (disponible à l'adresse électronique http://www.rdfs.net/news/news/0210ne/0210ne_FAOUNESCO_fr.htm).

ONU. 2004. *Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation*. Assemblée générale, Documents officiels, cinquante-neuvième session, Supplément N° 1 (A/59/1), New York (disponible également à l'adresse électronique <http://www.un.org/fr/documents/sgdocuments.shtml>).

ONU. 2008. *Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2008*. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (disponible également à l'adresse http://www.undp.org/publications/MDG_Report_2008_Fr.pdf).

PNUD. 1999. *Rapport mondial sur le développement humain 1999*. New York, DeBoeck Université (disponible également à l'adresse électronique <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh1999/>).

Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies. 2005. *Toward universal primary education: investments, incentives, and institutions*. Equipe spéciale sur l'éducation et la parité hommes-femmes. Londres, EARTHSCAN (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.unmillenniumproject.org/documents/Education-complete.pdf>).

Psacharopoulos, G. 1994. Returns to investment in education: a global update. *World Development*, 22(9):1325-43, Amsterdam, Elsevier.

SIDA. 2000. *Capacity development as a strategic question in development cooperation*. Renforcement des capacités – Document de travail Sida N° 8. Stockholm, Swedish International Development Assistance (Assistance suédoise au développement international) (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.sida.se/shared/jsp/download.jsp?f=Wp8.pdf&a=2474).

UNESCO. 2005. *Cinquième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous*. 28–30 novembre. Beijing, Chine. Communiqué final, Paris (disponible également à l'adresse électronique http://www.unesco.org/education/efa/global_co/policy_group/index.shtml).

UNESCO. 2007. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008*. Paris (disponible également à l'adresse électronique <http://www.unesco.org/fr/efareport/reports/2008-mid-term-review/>).

UNESCO. 2008. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009*. Paris (disponible également à l'adresse électronique <http://www.unesco.org/en/education/efareport/reports/2009-governance/>).

UNESCO-IIEP. 2003. *Les classes multigrades: une contribution au développement de la scolarisation en milieu rural africain?* par E. Brunswic et J. Valérien. Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également à l'adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0013/001362/136280f.pdf).

UNESCO-IIEP. 2007. *Advancing in education: reaching rural people, developing capacities*. Rapport de la réunion du GITE à Rome, Italie, 12–14 juin 2006. Paris, Groupe international de travail sur l'éducation UNESCO-IIEP (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0015/001538/153896e.pdf).

UNESCO-ISU. 2005. *Enfants non scolarisés: mesure de l'exclusion de l'enseignement primaire*. Montréal, Canada, Institut de statistique de l'UNESCO (disponible également à l'adresse électronique www.uis.unesco.org/template/pdf/.../OOSC_FR_WEB_FINAL.pdf).

UNICEF. 1992. *The case for investing in basic education*. New York, UNICEF.

Van Crowder, L., Lindley, W.I., Bruening, T.H. et Doron, N. 1998. Agricultural education for sustainable rural development: challenges for developing countries in the 21st century. *Journal of Agricultural Education and Extension*. 5(2): 71–84, New York, USA, Routledge (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/Exdirect/Exan0025.htm>).

Publications sur l'EPR

Le site Web de l'EPR est disponible à l'adresse électronique www.fao.org/sd/erp/

Livres

Disponibles à l'adresse électronique
http://www.fao.org/sd/erp/ERPpublications_fr.htm

ADEA/FAO. 2007. *L'éducation pour les populations rurales en Afrique*. Rome, FAO et Paris, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (disponible également à l'adresse électronique www.fao.org/sd/erp/documents2007/ai209f00.pdf).

BAD/UNESCO-IIPE. 2005. *The education of nomadic peoples in East Africa: Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Tanzania and Uganda*, par R. Carr-Hill et E. Peart. Tunis, Banque africaine de développement et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0014/001405/140563e.pdf).

Banque mondiale. 2007. *Cultivating knowledge and skills to grow African agriculture. A synthesis of an institutional, regional, and international review*. Rapport N° 40997-AFR. Washington, DC, Banque mondiale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/AET_Final_web.pdf).

Burchi, F. et De Muro, P. 2007. *Education for rural people: a neglected key to food security?* Document de travail N° 78. Rome, FAO et Université de Roma Tre (disponible également à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPevents61_fr.htm ou en anglais à l'adresse électronique [ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai227e/ai227e.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai227e/ai227e.pdf)).

DgCiD. 2008. *Systèmes de production, revenus et pratiques de scolarisation des agriculteurs: études de cas dans trois régions du Sénégal*. Montpellier, France. Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction générale de la Coopération internationale et du développement (disponible également à l'adresse électronique documents2009/687_scolar_agriculteurs.pdf).

FAO. 1990. *Make learning easier. A guide for improving educational/training materials*. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.fao.org/sd/erp/ERPPublications_en.htm).

FAO. 1991. *Improving training quality. A trainer's guide to evaluation*. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique [ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai230e/ai230e.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai230e/ai230e.pdf)).

- FAO.** 1995. *Ecologie et éducation en milieu rural N° 121*. Rome, Division des ressources forestières de la FAO (disponible également à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/009/t3725f/t3725f00.htm>).
- FAO.** 1996. *Ecología y enseñanza rural 131*. Rome, Division des ressources forestières de la FAO (disponible également, en espagnol, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/DOCREP/006/W1309S/W1309S00.HTM>).
- FAO.** 2001. *Distance education and distance learning: a framework for the Food and Agriculture Organization of the United Nations*, par S. Mclean. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/KN0901a_en.htm).
- FAO.** 2001. *Participatory environment education and training for sustainable agriculture. Best practices in institutional partnership, peer learning and networking*. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/DOCREP/006/Y0923E/y0923e00.htm>).
- FAO.** 2002. *Case study on education opportunities for hill tribes in Northern Thailand: implications for sustainable rural development*, par R. Fujioka. Publication du Bureau du Représentant régional adjoint de la FAO 2002/05, Bangkok, Thaïlande (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/004/AC383E/AC383E00.pdf>).
- FAO.** 2002. *L'élaboration participative des programmes d'enseignement. Manuel de formation*, par A. Rogers et P. Taylor. Rome (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN0902_en.htm).
- FAO.** 2004. *Educación para la población rural en Brasil, Chile, Colombia, Honduras, México, Paraguay y Perú*. Projet FAO, UNESCO, DGCS Italia, CIDE, REDUC. Rome (disponible également, en espagnol, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Estudio7paises.pdf>).
- FAO.** 2004. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*. Rome (disponible également à l'adresse électronique www.fao.org/docrep/007/y5650f/y5650f00.htm).
- FAO.** 2005. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005*. Rome (disponible également à l'adresse électronique www.fao.org/docrep/008/a0200f/a0200f00.htm).
- FAO.** 2007. *Education and training for food security. Capacity building and good practices in five African countries*. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/impaginatomaisOk.pdf>).
- FAO.** 2007. *Education for rural people and food security. A cross-country analysis*, par F. Burchi et P. De Muro. Rome (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/010/a1434e/a1434e00.HTM>).
- FAO/APEAEN.** 2003. *Best practices for education and training of rural youth - Lesson from Asia*. Bangkok, Thaïlande. Bureau régional de la FAO et Association

des éducateurs en agriculture et environnement de l'Asie et du Pacifique (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPpublications_en.htm).

FAO/APEAEN. 2008. *Preparing for the future: rethinking higher agriculture education and environment in the Asia Pacific*. Troisième conférence internationale sur l'éducation agricole et l'environnement, FAO et Association des éducateurs en agriculture et environnement de l'Asie et du Pacifique (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/RethinkingHigherEducation_en.htm).

FAO/UNESCO-IIPE. 2002. *Education for rural development in Asia: experiences and policy lessons*, par I. Birch, D. Atchoarena, L. Gasperini, H. Hakeem et M. Hazelman. Rapport du séminaire FAO/UNESCO 5–7 novembre 2002, Bangkok, Thaïlande. Paris, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.unesco.org/iiep/PDF/FAO_UNESCO.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2003. *Education for rural people: aid agencies workshop*. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2003/KN0604_en.htm).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004. *Revisiting garden-based learning in basic education*, par D. Desmond, J. Grieshop et A. Subramanian. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/revisiting.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004. *The deep change process in Zamorano: 1997-2002*, par K.L. Andrews. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.unesco.org/iiep>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004. *The reform of higher agricultural education institutions in China*, par L. Yonggong et Z. Jingzun. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/china.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2004. *Training for rural development in Brazil: SENAR*, par C.A. Gomes et J. Câmara. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.fao.org/SD/ERP/fao_brazil.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005. *L'éducation pour le développement rural: vers des orientations nouvelles*. Coordonnée et éditée par publiée sous la direction de D. Atchoarena et L. Gasperini. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également à l'adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0013/001329/132994F.pdf ou en anglais à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/ad423e/ad423e00.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005. *Reforming higher agricultural education institutions. The case of the School of Agriculture at Monterrey Tech (ITESM)*, par M. Zertuche. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai222e/ai222e.pdf>).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005. *Seminario "Educación para la población rural (EPR) en América Latina". Alimentación y educación para todos*. Santiago, Chili, 3–5 août 2004. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en espagnol, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/MEPFAO_A_Latina.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2005. *Higher education for rural development: the experience of the University of Cordoba*, par E. Ramos et M. del Mar Delgado. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique www.fao.org/SD/ERP/documents2007/MEPFAO_Spain_Cordoba.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2006. *Addressing learning needs of rural people in Asia*, par C. Haddad. Série coordonnée et éditée par D. Atchoarena et L. Gasperini, Rome, FAO et Paris, Institut International de planification de l'éducation, UNESCO (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/Mep_Bangkok%20report.pdf).

FAO/UNESCO-IIPE. 2006. *Conférence aux Caraïbes sur l'éducation pour les populations rurales: sécurité alimentaire, compétitivité en agriculture et moyens d'existence durables*. 18–19 mai 2006. Sainte-Lucie (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPevents48_fr.htm).

FAO/UNESCO-IIPE. 2007. *Using indicators in planning education for rural people: a practical guide*, par C. Sauvageot et P. Da Graça. Rome, FAO et Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO (disponible, en anglais, également à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/Indicators_guide.pdf).

Gasperini, L. 2003. Education for rural people: a crucial factor for sustainable development. Revue de la FAO *Alimentation, nutrition et agriculture* N° 33. Rome (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/DOCREP/006/J0243M/j0243m00.htm>).

Gasperini, L. 2003. Education for rural people: addressing a neglected majority. *Commonwealth Education Partnerships 2003* (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/ERP/documents2008/27EDFORR.pdf>).

GCRAI. 2006. *Evaluation and impact of training in the CGIAR*. Conseil scientifique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique [documents2009/Evaluation_and_Impact_of_Training.pdf](http://www.fao.org/sd/ERP/documents2009/Evaluation_and_Impact_of_Training.pdf)).

Gouvernement de l’Afrique du Sud /FAO. 2003. National strategy on education and training for agriculture and rural development in South Africa (disponible également, en anglais, à l’adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2007/terminalstatementSA1.pdf>).

Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences. 2005. *Skills development for rural people: a renewed challenge*. Document N° 10, Genève, Suisse (disponible également, en anglais, à l’adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2006/Paper%2010.pdf>).

MEST/MAFDR/FAO. 2004. *A strategy for education for rural people in Kosovo*. Ministère de l’éducation, des sciences et des technologies et Ministère de l’agriculture, des forêts et du développement rural du Kosovo, Pristina, FAO (disponible également, en anglais, à l’adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/ERPkosovoenglish.PDF>).

UNESCO. 2004. *Programmes phares de l’EPT. Mécanismes de soutien multi-partenaires pour mettre en œuvre les objectifs de l’EPT*. Paris (disponible également à l’adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0013/001356/135639f.pdf).

UNESCO. Education. (disponible à l’adresse électronique <http://portal.unesco.org/education>).

UNESCO-IIEP. 2003. *Les classes multigrades: une contribution au développement de la scolarisation en milieu rural africain?* par E. Brunswic et J. Valérien. Paris, Institut international de planification de l’éducation, UNESCO (disponible également à l’adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0013/001362/136280f.pdf).

UNESCO-IIEP. 2007. *Advancing in education: reaching rural people, developing capacities*. Rapport de la réunion du GITE à Rome, Italie, 12–14 juin 2006. Paris, Groupe international de travail sur l’éducation UNESCO-IIEP (disponible également, en anglais, à l’adresse électronique unesdoc.unesco.org/images/0015/001538/153896e.pdf).

Ressources en ligne

Disponibles à l’adresse électronique http://www.fao.org/sd/erp/ERPvirtualpublications_fr.htm

Annonce de l’Atelier des Agences d’aide sur *Education for Rural People: targeting the poor*, Rome, Italie, 12–13 décembre 2002. FAO, SD Dimensions, décembre 2002 (disponible, en anglais, à l’adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN1202_en.htm).

Atchoarena, D. 2006. *The contribution of higher education to learning and development in rural areas: experiences and policy implications*. Document de travail

UNESCO-IIPE (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.unesco.org/iiep/eng/networks/iwge/2006/l_5a.pdf).

Atchoarena, D. et Gasperini, L. 2005. *Education for rural people (ERP) to achieve EFA and the MDGs*. Document d'information FAO et UNESCO (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/documents2005/WGEFA%20background.pdf>).

Atchoarena, D. et Holmes, K. 2005. The role of agricultural colleges and universities in rural development and lifelong learning in Asia. *Asian Journal of Agriculture and Development*, 2 (1-2): 15–24 (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2007/atchoarenakeithholmes.pdf>).

Avila, M. et Gasperini, L. 2005. *The MDGs and sustainable rural development in Sub-Saharan Africa. Challenges and implications for Education for Rural People (ERP)* FAO, SD Dimensions, novembre 2005 (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/dim_kn2/kn2_051101_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/dim_kn2/kn2_051101_fr.htm).

Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. 2007. *Cultivating knowledge and skills to grow African agriculture. A synthesis of an institutional, regional, and international review*. Rapport N° 40997-AFR. Washington, DC, Banque mondiale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement (disponible également, en anglais, à l'adresse électronique http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/AET_Final_web.pdf).

Baronio, S. 2005. *Le projet «Education pour tous» dans un contexte rural au Sénégal* (disponible à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2007/leprojetEPT.pdf>).

Bergmann, H. 2003. *Practical subjects in basic education. Relevance at last or second rate education? Lessons from 40 years of experience*. FAO, SD Dimensions, avril (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2003/KN0402_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2003/KN0402_fr.htm).

Brochure sur l'éducation pour les populations rurales publiée en occasion de la *Journée du développement à dimension humaine* (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.unesco.org/education/efa/known_sharing/flagship_initiatives/rural_education.pdf).

Centre for International Education, Oslo University College. Mars (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2007/RuraleducationinNorway.doc>).

Communiqué final de l'Atelier des agences d'aide sur *Education for Rural People: targeting the poor*. Rome, 12–13 décembre 2002. FAO, SD Dimensions, janvier

2003 (disponible en anglais à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2003/KN0102a_en.htm).

Communiqué final de l'atelier sur *Education for Rural Development in Asia: experiences and policy lessons*. Bangkok, Thaïlande, 5–7 novembre 2002. FAO, SD Dimensions, décembre 2002 (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN1201_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN1201_fr.htm).

Diouf, J. 2002. Discours prononcé lors du lancement du nouveau programme-phare FAO/UNESCO «L'éducation pour les populations rurales» au Sommet mondial sur le développement durable, 3 septembre. Johannesburg, Afrique du Sud (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0904_fr.htm).

Education opportunities for hill tribes in Northern Thailand: implications for sustainable rural development. FAO, SD Dimensions, juillet 2002 (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0704_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0704_fr.htm).

Eicher, C.K. 2006. *The evolution of agricultural education and training: global insights of relevance for Africa*. Michigan State University, août (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2006/globalAETInsightsEicher.pdf>).

Emiliani, M. et Gasperini, L. 2002. *Compendium of experiences of Italian NGOs in education for rural people*. FAO, SD Dimensions, octobre (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN1002_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN1002_fr.htm).

FAO, Gouvernement du Chili, Université du Chili et Institut de nutrition et de technologie alimentaire. *Educación en alimentación y nutrición para la enseñanza básica* (disponible, en espagnol, à l'adresse électronique <http://www.rlc.fao.org/es/nutricion/educa/>).

Feldberg, K.B. 2007. *Some reflections on rural education with Norway as a case*.

Gasperini, L. 2000. *De l'éducation agricole à l'éducation pour le développement rural et la sécurité alimentaire: tous pour l'éducation et de la nourriture pour tous*. FAO, SD Dimensions, octobre (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/KN1002a_fr.htm).

Gasperini, L. 2001. *World Food Summit five years later: the challenge of feeding and educating all*. FAO, SD Dimensions, octobre (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/kn1005a_en.htm).

Gasperini, L. 2003. Education for rural people, a crucial factor for sustainable development. *Révue de la FAO Alimentation, nutrition et agriculture* N° 33

(disponible, en anglais, à l'adresse électronique <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/j0243m/j0243m02.pdf>).

Gasperini, L. 2003. Education for rural people: addressing a neglected majority *Commonwealth Education Partnership 2003* (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.15ccem.com/15CCEM/files/CEP2003/27EDFORR.PDF>).

Gasperini, L. et Maguire, C. 2002. *Targeting the rural poor: the role of education and training*. FAO, SD Dimensions, mars (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0301a_en.htm).

Gasperini, L. et McLean, S. 2001. *Education for agriculture and rural development in low-income countries: implications of the digital divide*. FAO, SD Dimensions, mars (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/kn0301a_en.htm).

Gautier, P. et Eberlin, R. 2003. *Education for rural people as a component of a rural development strategy for Croatia*. FAO, SD Dimensions, octobre (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2003/kn10043_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2003/kn10043_fr.htm).

Hermanowicz, E. 2007. *Education for rural people. Main policy issues*. (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/Documents2007/ThesisonERPMainPolicyIssue.pdf>).

La FAO et l'UNESCO proposent de s'associer pour promouvoir l'éducation dans le monde rural. Réseau du Système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire, octobre 2002 (disponible à l'adresse électronique http://www.rdfs.net/news/news/0210ne/0210ne_FAOUNESCO_fr.htm).

Maguire, C. 2001. *De l'agriculture au développement rural: choix critiques en matière d'éducation agricole*. FAO, SD Dimensions, avril (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/KN0401a_fr.htm).

McLean, S., Gasperini, L. et Rudgard, S. 2002. Distance learning for food security and rural development: a perspective from the United Nations Food and Agriculture Organization. *The International Review of Research in Open and Distance Learning (IRRODLT)*. Avril (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.irrodl.org/content/v3.1/mclean.html>).

Mingat, A. 2004. *L'ampleur des disparités sociales dans l'enseignement primaire en Afrique: sexe, localisation géographique et revenu familial dans le contexte de l'éducation pour tous (EPT)*. FAO, SD Dimensions, Octobre (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/dim_kn2/kn2_041001_fr.htm).

Muehlhoff, E. 2005. Can nutrition education make a difference? *International Congress on Nutrition*. Durban, Afrique du Sud, 19–23 septembre (disponible, en anglais, à l'adresse électronique ftp://ftp.fao.org/ag/agn/nutrition/muehlhoff_fao.pdf).

Riedmiller, S. 2002. *Primary school agriculture: what can it realistically achieve?* FAO, SD Dimensions, juillet (disponible, en anglais, à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0701_en.htm et résumé en français disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/kn0701_fr.htm).

Rogers, A., Taylor, P., Lindley, W.I., Van Crowder, L. et Soddemann, M. 2002. *L'élaboration participative des programmes d'enseignement : manuel de formation.* FAO, SD Dimensions, septembre (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2002/KN0902_fr.htm).

Sommer, K.N., Sorflate, L. et Lortie, J. A. 2001. *Une synthèse de l'expérience de la FAO dans le domaine de l'éducation de base: tous pour l'éducation et l'alimentation pour tous.* FAO, SD Dimensions, octobre (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/2001/KN1003a_fr.htm).

Temu, A.B., Rudebjer, P.G., Kiyiapi, J. et Van Lierop, P. 2005. *Forestry education in Sub-Saharan Africa and Southeast Asia: trends, myths and realities.* Rome (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/docrep/008/j4605e/j4605e00.htm>).

UNESCO. Portail de l'éducation (disponible à l'adresse électronique <http://portal.unesco.org/education>).

Unité de coordination de l'EPR. 2005. *Les ONG françaises et le programme FAO/UNESCO «Education pour les populations rurales».* FAO, SD Dimensions, juin (disponible à l'adresse électronique http://www.fao.org/sd/dim_kn2/kn2_050602_fr.htm).

Valentini, A. *Malawi's rural adolescent girls education.* Département du développement durable de la FAO (disponible, en anglais, à l'adresse électronique <http://www.fao.org/sd/erp/malawi.pdf>).

Pour contacter les auteurs

Lavinia Gasperini

Fonctionnaire principal (éducation agricole)
Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
courrier électronique: lavinia.gasperini@fao.org

David Acker

Raymond and Mary Baker Chair
in Global Agriculture
Professor, Agricultural Education
College of Agriculture and Life Sciences
Iowa State University
Ames, Iowa 50011 USA
courrier électronique: dacker@iastate.edu

Le présent livre a été conçu pour assister les décideurs qui s'occupent des défis associés à la pauvreté en milieu rural, à l'insécurité alimentaire et à l'éducation. Il cherche à aborder la corrélation entre l'éducation, la formation, l'autonomisation et la sécurité alimentaire principalement par un certain nombre d'exemples d'expériences mises en œuvre de par le monde. Il traite du renforcement des capacités des populations rurales pour atteindre la sécurité alimentaire.

L'origine de ce raisonnement est que les études à la base de la formulation des Objectifs du Millénaire pour le développement ont montré les potentialités des populations démunies à gagner leur vie lorsque l'on crée les conditions appropriées. Le défi de la communauté internationale est d'identifier les obstacles et de créer les conditions permettant aux populations rurales de changer et d'améliorer leur situation. De ce point de vue, pour atteindre la sécurité alimentaire, il est nécessaire de renforcer les capacités des pauvres. Le concept de capacité est étroitement lié à des notions telles que l'autonomisation.

Il est généralement convenu que l'éducation, sous toutes ses formes, est un pilier fondamental de ce genre de stratégie. Le rôle de l'éducation n'est pas seulement de transmettre des connaissances et des compétences, mais également de contribuer à l'autonomisation des populations en améliorant leur confiance en soi, en élargissant leur cadre de références et en leur fournissant les outils nécessaires à participer aux processus plus élargis du changement social et économique.

ÉDUCATION POUR LES POPULATIONS RURALES
DÉPARTEMENT DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT
www.fao.org/sd/erp
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE
(FAO)
www.fao.org